

Le dialogue Nord-Sud menacé de rupture

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Arabie saoudite, 1 RM ; Afrique, 10 scd. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 0/10 ; Danemark, 10 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 100 l. ;
Japon, 100 yen ; Liban, 100 l. ; Norvège, 100 kr. ;
Pays-Bas, 100 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 100 kr. ;
Suisse, 1 fr. S.F. ; Tchécoslovaquie, 100 Kčs. ;
Tunisie, 100 m. ; Turquie, 100 l. ; Union soviétique,
1 rouble ; Yougoslavie, 100 d. ;
Taux des abonnements page 15
5, RUE DES FRANKS
75002 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 6007-25 PARIS
Tél. Paris 20 80 57
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Orages sur le Mexique

Les fins de règne sont souvent difficiles au Mexique. Il en va ainsi d'abord parce que la passation des pouvoirs du président, élu pour six ans, implique presque toujours un bouleversement des équipes dirigeantes et un net inflexionnement de la ligne politique du gouvernement.

Les héritiers de la grande révolution agraire et populaire du début du siècle se sont embourgeoisés, comme il était naturel après cinquante ans d'une stabilité politique et économique qui suscitait l'envie des voisins latino-américains du Mexique. Tout en restant « révolutionnaire », le parti au pouvoir ne dans les convulsions provoquées par le furieux soulèvement des paysans sans terre est devenu « institutionnel ». Cette appellation en dit long sur le caractère actuel d'un appareil d'Etat bureaucratique. Bien qu'il dispose pendant six ans d'une capacité de décision exceptionnelle, le chef de l'Etat mexicain, prisonnier de son entourage et des rites d'un système vieilli, n'a guère la possibilité de lutter contre toutes les féodalités à la fois.

Le mandat de M. Díaz Ordaz s'était terminé en 1970 dans la colère, le drame et la violence. Les émeutes étudiantes de 1968, brutalement réprimées par les forces de l'ordre, avaient provoqué une rupture entre le régime et une opinion sceptique et désabusée. M. Luis Echeverría, successeur en 1970 de M. Díaz Ordaz, a commencé son propre mandat en se réclamant de l'ex-président Lázaro Cárdenas, défenseur des humbles et apôtre de l'indépendance nationale.

M. Echeverría a recherché le dialogue, prôné l'ouverture politique et la démocratisation des instances du parti comme des syndicats ; il a tenté de rogner les pouvoirs des gouverneurs de province, qui se comportent souvent en rois locaux. Cette attitude lui a valu le soutien des intellectuels les plus éminents qui avaient spectaculairement rompu avec le régime en 1968. Mais elle n'a pas suffi pour atténuer réellement les réserves d'une opposition de gauche bien représentée dans les universités. Elle lui a attiré l'hostilité de plus en plus marquée des milieux d'affaires, liés aux intérêts nord-américains, qui dénoncent une politique sociale dont l'audace est pourtant limitée. Ceux-ci se sont efforcés de persuader l'opinion nord-américaine que le Mexique était, aux mains des communistes. Cette affirmation a trouvé assez d'oreilles complaisantes au Congrès puisque une solennité de parlementaires américains ont rédigé une proclamation dénonçant ce « nouveau péril ».

Critiqué à droite, renié à gauche, soumis à de fortes pressions américaines, M. Echeverría, qui a au moins réussi pendant son mandat à rapprocher son pays des nations du tiers-monde, a dû accepter en deux mois une double dépréciation du peso. Cette dévaluation catastrophique met brutalement en lumière les faiblesses de l'économie, aggravées par le déficit du commerce extérieur, le manque de compétitivité des produits nationaux et l'évasion massive des capitaux.

Il est probable que M. Echeverría, qui transmettra ses pouvoirs à M. López Portillo le 1^{er} décembre prochain, a pris cette décision douloureuse en accord avec son successeur pour lui permettre de repartir du bon pied. Les Américains ne sont pas décidés à faire de cadeau au président sortant. M. Ford vient, de manière significative, de réduire le nombre des travailleurs mexicains autorisés à entrer aux Etats-Unis. Ils sont, en revanche, disposés à aider M. López Portillo dans la mesure où ce dernier effectuera ce virage à droite attendu et espéré par les banquiers et les industriels. Mais la fin de mandat difficile de M. Echeverría, l'aggravation de la situation économique et la nouvelle perte de prestige du régime sont de mauvais augure. La démocratie mexicaine n'est pas parfaite, loin de là. Mais une intervention de ses militaires la rendrait encore moins plausible.

L'Espagne respectera la liberté syndicale

nous déclare M. Oreja ministre des affaires étrangères

Le roi d'Espagne a regagné Madrid vendredi 29 octobre dans la soirée après avoir dîné en privé à l'Élysée avec M. Giscard d'Estaing. Au terme de cette visite officielle de trois jours, selon le président de la République, a marqué un « nouveau départ » des relations entre les deux pays, il a été décidé de tenir des contacts réguliers, au niveau le plus élevé, entre Paris et Madrid, afin d'échanger des vues et d'entreprendre des « actions coordonnées », a précisé le porte-parole de l'Élysée.

Ainsi que l'a déclaré à la radio de Madrid M. Oreja, ministre espagnol des affaires étrangères, l'Espagne ne demande pas formellement, pour le moment, son adhésion à la Communauté européenne. Mais le chef de la diplomatie espagnole pense qu'après les élections prévues en Espagne au printemps prochain, l'adhésion aux grandes institutions occidentales pourra être envisagée et discutée : Conseil de l'Europe, C.E.E. et alliance atlantique. C'est ce qu'il a précisé en réponse à nos questions, en ajoutant que l'Espagne donne l'assurance de respecter la liberté syndicale.

« L'aspect le plus important de la visite officielle du roi Juan Carlos en France, c'est sans doute d'abord qu'elle ait eu lieu. Après tant d'années... Une anomalie est sur le point de se terminer. Le séjour du souverain à Paris a donc marqué le point de départ de nouvelles relations entre la France et l'Espagne... »

M. Marcelino Oreja, ministre espagnol des affaires étrangères, qui accompagnait Juan Carlos à Paris, a dressé, vendredi soir 29 octobre, pour le Monde, un bref bilan de ce premier déplacement officiel du souverain espagnol en Europe. « Il convient également d'insister, déclare le ministre, sur les multiples aspects d'une coopération qui va être plus large et surtout plus étroite. Nous allons aboutir à des formes concrètes de coopération dans de nombreux domaines, et cela dans un avenir très proche. J'en suis persuadé à la suite des entretiens qui ont eu lieu, d'une part, entre le roi et M. Giscard d'Estaing et, d'autre part, entre M. de Giscard et moi-même. »

bre 1974, les pressions de la droite franquiste contraignaient M. Pio Cabanillas à quitter son poste. M. Oreja avait démissionné par solidarité et par conviction, et avait repris ses activités privées jusqu'à sa nomination en décembre 1975, aux côtés de M. de Arellano, comte de Motrico.

Démocrate chrétien animé d'un esprit d'ouverture fondamental avec quelques amis du groupe Taché, qui avait adopté des positions libérales bien avant la mort de Franco, dynamique, bien préparé, M. Marcelino Oreja, ami personnel de Juan Carlos, n'a accepté de succéder à M. de Arellano qu'à la condition que le processus de démocratisation soit effectivement accéléré. Il semble aujourd'hui qu'il ne regrette pas sa décision.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERKANG.

(Lire la suite page 3.)

Une condition impérative

Basque, vif et subtil, âgé seulement de quarante et un ans, M. Marcelino Oreja était secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le premier gouvernement de la monarchie. Il avait déjà été secrétaire d'Etat à l'Information en 1974 dans un gouvernement Arias Navarro. M. Pio Cabanillas étant ministre. Ce fut une période de plus grande liberté pour la presse espagnole. Mais en octo-

Une Constitution pour Mme Gandhi

Le Parlement indien se prononcera prochainement sur la réforme de la Constitution, de loin la plus lourde de conséquences — elle comporte cinquante-neuf amendements, qui ont été adoptés depuis vingt-sept ans (1). Son adoption ne fait aucun doute, le Congrès, parti gouvernemental, disposant de la majorité requise des deux tiers dans chacune des Chambres. Un amendement a été adopté ven-

La nouvelle loi fondamentale a été entièrement taillée sur mesure par et pour Mme Gandhi. Intégrant l'ensemble de l'arsenal législatif exceptionnel — mais auquel il aurait pu être donné un caractère temporaire — en vigueur depuis la proclamation de l'état d'urgence, en juin 1975, elle institutionnalisera le régime centralisé, autoritaire et personnel instauré depuis lors. Certes, l'Inde suit, ce faisant, la voie tracée par de nombreux pays en développement, mais, chez elle, les traditions démocratiques étaient anciennes et solides.

par GÉRARD VIRATELLE

Les démocrates indiens seront-ils reconfortés par le fait que cette ultime démarche de la part d'un pouvoir très soucieux de démontrer sa légitimité se fait dans l'apparent respect des formes légales ? La Constitution n'est pas violée, elle est profondément remaniée. Et Mme Gandhi n'hésite pas à affirmer que l'opération est destinée à « rétablir la santé de la démocratie » et à guérir le système politique indien de « certains maux auxquels il est sujet ». Le privilège des autocrates est de pouvoir adapter les institutions à leur philosophie politique.

Naguère, le premier ministre était désigné à la suite d'un accord au sein du Congrès et les décisions de l'Etat étaient le produit d'un équilibre entre les divers organes fédéraux. Aujourd'hui, le chef du gouvernement ne rend plus de comptes à personne, et le caractère fédéral de l'Union s'est altéré. Les centres de décision sont le secrétariat du premier ministre, les services de

dredi 29 octobre par la Chambre basse. Il limite les pouvoirs du président de la République et implique le renforcement des prérogatives du premier ministre, Mme Gandhi.

D'autre part, le gouvernement a annoncé, samedi, que l'actuelle législature serait à nouveau prolongée d'un an à partir de mars 1977, dissipant ainsi tout espoir d'élections au début de l'année prochaine.

(Lire la suite page 4.)

MUSIQUES A DONAUESCHINGEN

En attendant Berio

Le Festival de Donaueschingen a cinquante ans. Personne ne le dit : à cet âge respectable les anniversaires ne comptent plus ; on y va les yeux fermés, l'oreille ouverte, avec un grand sac pour rapporter des partitions ; les habitués se munissent également d'un parapluie, ou l'oublient une fois

de plus... Grande absente de ce traditionnel avant-dernier week-end d'octobre, la pluie d'automne, qui n'était pas au rendez-vous. Curieux présage, mais sans effet immédiat, puisqu'on a pu constater une fois de plus l'étonnant succès de public de ces trois journées : la grande salle archicomble, un auditoire jeune, attentif et décontracté.

À ceux qui ont pu être là dès le premier soir, le Festival a réservé une surprise : c'est un ensemble français, l'ensemble 2 e 2 m. de Champigny, qui donnait le coup d'envoi avec des œuvres de Finzi, Gori, Méfano, Monnet et Murail. Il semble avoir reçu ici, après Royan, une consécration que le public parisien ne lui a jamais accordée que du bout des lèvres (il donnera cette saison encore quelques concerts au Théâtre de l'Est parisien, à partir du 25 novembre). Mais l'événement attendu, de toute évidence, était « Cono », la nouvelle partition de Luciano Berio.

GÉRARD CONDÉ

(Lire la suite page 17.)

AU JOUR LE JOUR

Si l'on a bien compris les explications de certains membres de la majorité, la julte de l'épuration, le spleen bourgeois, les mauvaises idées qui se penchent sur le barreau du plan Bata, on les doit beaucoup à l'attitude négative de la gauche, qui s'oppose au moral de la droite.

Il est vrai que les milieux financiers, ayant en principe tous intérêt à préserver la machine, il faut chercher ailleurs que chez eux les res-

Mauvais Français

ponsables de cette situation. Ceux-ci ne peuvent être que les salariés : égarés par les discours alarmistes de la gauche, ils n'ont plus de goût à rien, délaissent les jeux de la Bourse, lâchent le franc, baissent les bras.

On devrait même se demander si une partie de nos maux ne viennent pas de ce que les ouvriers français placent leurs économies dans des banques suisses.

BERNARD CHAPUIS.

Pierre Accoce - Dr Pierre Rentchnick

Ces malades qui nous gouvernent

Le médecin pourra-t-il dire un jour : « Non, Monsieur le Président, vous n'êtes plus en état de gouverner »



مکان العمل

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

**LES SYRIENS
N'ONT PAS INTÉRÊT
À TROP SE RAPPROCHER
DE LA FRONTIÈRE**

**déclare le chef
de l'état-major israélien**

Tel-Aviv (A.F.P., Reuters). — « La force interarabe attendue au Liban pourrait constituer un grave danger pour Israël sur le plan militaire si elle était constituée d'importantes unités syriennes, égyptiennes, jordaniennes ou irakiennes », a déclaré le chef d'état-major israélien, le général Mordechai Gur, dans une interview publiée le 29 octobre par le quotidien *Yedioth Aharnoth*. Le général Gur s'est refusé à démentir la « ligne rouge », à partir de laquelle Israël pourrait se sentir menacé par des forces arabes. « Mais le fait est, souligne-t-il, que les Syriens ont compris qu'ils n'avaient pas intérêt à trop se rapprocher de la frontière israélienne ».

En ce qui concerne la poursuite des attaques de fedayin contre Israël à partir du Liban, le général Gur a souligné que « sur le plan opérationnel, il est peu important que leurs bases soient ou non rapprochées de la frontière. Toutefois, l'aide que les villages frontaliers, chrétiens et musulmans, accordent ou refusent aux fedayin, revêt pour nous une grande importance ».

Par ailleurs, l'ancien ministre de la défense, M. Moshe Dayan, a déclaré, vendredi, qu'Israël devrait envoyer un contingent militaire dans le sud du Liban pour prévenir le retour en force des commandos palestiniens dans la région. « Ce serait la seule façon de fermer la porte avant que les terroristes n'y reviennent », a-t-il ajouté.

**Les conservateurs accepteraient l'entrée
de la force de sécurité arabe
dans certaines régions qu'ils contrôlent**

Beirut (A.F.P.). — Le général Hassan Al Ghoneim, a assuré, vendredi 29 octobre, que la force arabe de dissuasion « opérera partout au Liban, conformément aux instructions du président Elias Sarkis ».

Le chef des « casques verts » arabes a fait cette déclaration à l'issue d'une journée d'entretiens avec le chef de l'Etat, et les dirigeants conservateurs et progressistes libanais, ainsi qu'avec les responsables de la résistance palestinienne.

Une réunion doit se tenir dimanche, sous l'égide de la Ligue arabe, entre le commandement des « forces libanaises » (conservatrices) et des dirigeants de la résistance palestinienne, afin d'examiner l'application de l'accord sur le Liban conclu à Riyad le 18 octobre. Cette rencontre portera principalement sur la réouverture des routes internationales et la remise à l'Etat des administrations publiques.

En dépit de ses réticences, le front conservateur a admis, vendredi soir, que des « casques verts » entrent, dans certaines limites, dans les régions qu'il contrôle, a-t-on appris de sources bien informées. Toutefois, les forces conservatrices demandent que la « cessez-le-feu » entré en vigueur le 21 octobre, soit respecté sur l'ensemble du territoire, et que la force arabe de dissuasion prenne position sur tous les « foyers chauds » à la fois, dans un délai dépassant pas dix jours.

Le front progressiste libanais a annoncé vendredi soir, dans une communication, que les « casques verts » arabes ne s'installeraient pas

dans les régions tenues par les forces progressistes s'il n'est pas de même dans les secteurs tenus par les conservateurs.

La front progressiste a, d'autre part, estimé que l'entrée des « casques verts » dans les secteurs tenus par les forces conservatrices « revêt une signification particulière, car elle mettra fin à la coordination entre les isolationnistes et les israéliens, qui se manifeste principalement dans les ports libanais où arrivent armes et munitions israéliennes et où s'embourbent les combattants qui vont, via Israël, dans les villages frontaliers du Sud-Liban ».

Sur le plan militaire, les affrontements paraissent avoir cessé dans le Sud-Liban. En revanche, une centaine de personnes ont été tuées ou grièvement blessées vendredi, au cours des combats sur les lignes de démarcation à Beyrouth et dans la banlieue sud-est, où blindés et canons de 155 millimètres sont entrés en action pour la première fois depuis la cessez-le-feu du 21 octobre.

Ce bilan officiel et approximatif traduit la dégradation de la situation sur les « fronts traditionnels ». Si l'on tient compte des graves incidents entre druzes et chrétiens dans le district montagneux du Chouf (à 50 kilomètres de Beyrouth), où cours desquels 100 villageois chrétiens auraient été tués et une quarantaine d'autres blessés. La journée de vendredi aura, selon M. Kamille Chamoun, ministre de l'Intérieur, marqué une « réchute », après sept jours de « calme relatif ».

M. Kamille Chamoun, chef de file de la gauche libanaise, a lancé, pour sa part, un appel à la population de la région du Chouf pour qu'elle fasse preuve de « sang-froid et de patience et ne nourrisse pas de sentiments de haine ou de vengeance ».

« Ce qui est arrivé est arrivé », a dit M. Chamoun. « Nous devons pas fournir une occasion aux fauteurs de troubles, et ils sont nombreux, pour qu'ils exploitent ces incidents ».

● Selon un sondage effectué par le conseil militaire des phalanges libanaises, 75 % des chrétiens sont opposés à la partition du Liban. L'échantillon adopté pour ce sondage est représentatif, car, selon les précisions fournies, il représente les chrétiens de toutes les régions du Liban, catholiques et orthodoxes.

Gomaa, président de la commission parlementaire des affaires étrangères, a été battu à Héliopolis, banlieue du Caire, par un indépendant de gauche, M. Helmi Mourad, ancien ministre, limogé jadis par Nasser.

La campagne électorale avait été extrêmement animée et marquée par des affrontements. Plusieurs personnes auraient été tuées par balles. Les premiers résultats ont donné lieu à d'intenses manifestations de joie, frisant quelquefois aussi la violence, notamment dans des quartiers populaires du Caire. Le second tour du scrutin se déroulera le jeudi 4 novembre.

J.-P. P.-H.

MADAGASCAR

**Notre diplomatie doit être non alignée
mais au service des luttes de libération
nous déclare le ministre des affaires étrangères**

Retour de New-York où il a assisté à l'Assemblée générale de l'O.N.U., M. Bruno Rakotonirainy, ministre malgache des affaires étrangères, a fait un bref séjour à Paris, au cours duquel il s'est entretenu avec M. de Guiringaud de l'avenir de Mayotte et de Djibouti, du sort des Français demeurés dans la grande île, et de la politique française dans l'Océan Indien après le voyage de M. Giscard d'Estaing à la Réunion.

Le chef de la diplomatie malgache, tout en notant que la question de Mayotte est une affaire « interne », qui intéresse, avant tout, les gouvernements français et comorien, s'avoue « étonné » par l'attitude de la France. « Nous attachons, nous dit-il, la plus haute importance au principe de l'autodétermination des peuples. Mais lorsque les Comores étaient françaises, Paris a toujours parlé d'un seul archipel. En détachant Mayotte de l'ensemble comorien, la France a usé d'un subterfuge, et a eu recours à un jeu de mots ou de textes ».

M. Rakotonirainy espère que l'accession à l'indépendance de Djibouti se fera dans de meilleures conditions afin d'éviter un nouveau Sahara occidental.

Au sujet de la communauté française à Madagascar, M. Rakotonirainy assure avoir, lors de son entretien avec M. de Guiringaud, « clarifié les choses ». « Certains Français, nous dit-il, ne sont pas prêts à collaborer

avec notre gouvernement. Ils cherchent à créer un climat d'insécurité, à alerter la France sur leur sort. S'ils ne désirent pas demeurer chez nous, nous leur avons tout fait pour favoriser leur rapatriement. Mais la majorité souhaite rester. De nouveaux Français arrivent. Ils s'adaptent. Il y a parmi eux beaucoup d'assistants techniques, ce qui prouve que nos relations avec la France sont bonnes ».

Quant aux deux diplomates américains expulsés de Madagascar en septembre dernier, M. Rakotonirainy rappelle qu'ils ont été pris en flagrant délit d'incitation à la déstabilisation. Ils invitaient des élites chez eux, les poussaient à faire grève. Les Etats-Unis ont, à leur tour, obtenu le rappel d'un diplomate malgache en poste à Washington.

A propos des crises d'Afrique australe, le ministre se montre intransigent à l'égard des « pouvoirs blancs » : « Il n'y a aucune raison de discuter avec le rebelle Ian Smith. Deux seules issues sont possibles : sa démission ou la victoire des nationalistes par la lutte armée ».

Pour M. Rakotonirainy, la diplomatie malgache doit être tout à la fois « non alignée » et « engagée » au service des luttes de libération en faveur du rétablissement d'un nouvel ordre économique mondial. « Dans ce combat, dit-il, nous ne restons pas les bras croisés. » — J.-P. L.

EUROPE

République démocratique allemande

**La désignation de M. Stoph comme premier ministre
pourrait prélever à une « reprise en main » du pays**

De notre correspondant
en Europe centrale

Vienne. — Comme s'ils se trouvaient sur une pente irrésistible, les chefs du parti dans les pays communistes semblent inévitablement tentés un jour ou l'autre de s'emparer de tous les leviers du pouvoir. En se faisant porter le vendredi 29 octobre à la présidence du Conseil d'Etat, l'instance suprême de la République, et du Conseil national de la défense, M. Erich Honecker, secrétaire général du parti socialiste unifié (communiste), a considérablement renforcé son pouvoir et rétabli l'état de choses qui existait du temps de M. Walter Ulbricht, son prédécesseur. La R.D.A. s'ajoute ainsi à la liste des pays du bloc soviétique — Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie — où les fonctions de chef de parti et de chef de l'Etat sont exercées par la même personne (le Monde du 30 octobre).

L'extension des responsabilités de M. Honecker a entraîné d'autres changements qui recouvrent une opération aux significations multiples. On comprend que M. Honecker « personnalise » encore plus son pouvoir sur le plan international — altère le désir de revoir des fonctions qui lui permettront de participer plus facilement à des négociations d'Etat à Etat ou de voyager davantage à l'étranger, et ainsi de mieux s'affirmer. Mais, en Europe de l'Est, le fait de n'être que chef de parti n'a jamais empêché ceux-ci de jouer vis-à-vis de l'étranger le rôle revenant normalement, dans les Etats démocratiques, au chef de l'Etat. Ainsi, M. Honecker avait conduit l'année dernière la désignation de la R.D.A. à la conférence d'Helsinki.

En revanche, on voit mal pourquoi l'attribution à M. Honecker de la présidence du Conseil d'Etat, devenue depuis cinq ans par M. Willi Stoph, a entraîné le remplacement du chef de gouvernement, M. Horst Sindermann, par le même Willi Stoph. Ce dernier a été élu chef de l'Etat en 1971 et a semblé, notamment pour des raisons de santé, ne plus être en mesure d'avoir une activité autre que représentative. La mutation de M. Sindermann à la présidence de la Chambre du peuple apparaît bel et bien comme une dégradation, étant donné le rôle de chambre d'enregistrement joué dans les pays communistes par le Parlement.

M. Honecker a-t-il voulu écartier un rival pour l'avenir ? Ou bien M. Sindermann a-t-il été bon à éliminer pour enlever les difficultés que traverse actuellement la R.D.A. ?

Depuis le suicide par le feu,

au mois d'août dernier, du pasteur Bruesewitz, l'Eglise évangélique traverse un malaise qui a amené ses chefs à s'insurger sur la nature de leurs rapports avec les autorités communistes. S'il est gênant pour les dirigeants de la R.D.A. qui avaient l'ambition de faire « la meilleure politique religieuse » de tous les pays communistes, ce problème doit toutefois leur sembler secondaire. On en veut pour preuve le fait que le petit parti C.D.U., censé représenter la sensibilité chrétienne dans la vie politique, a été privé sans façon de la présidence du Parlement, défendue par l'un de ses représentants, M. Goetting, depuis de nombreuses années. C'est la première fois depuis la création de la R.D.A. que ce poste revient à un communiste, et non à un membre de l'un des partis alliés au P.C. dans le Front national.

La situation économique représentée pour le S.E.D. un sujet de préoccupation autrement plus grave. La sécheresse va obliger le gouvernement à recourir à des achats de céréales à l'étranger. Des contacts ont déjà été pris avec les Etats-Unis, où la R.D.A. souhaiterait obtenir d'important crédits. Ce problème s'ajoute à la tension existant déjà dans l'économie est-allemande du fait d'un retour, depuis le début de l'ère Honecker, à des méthodes de gestion plus bureaucratiques, et au maintien, pour des raisons politiques, de la stabilité des prix à la consommation en dépit de la dégradation des conditions du marché international. Avec la Tchécoslovaquie et la Hongrie, l'Allemagne de l'Est est l'un des pays communistes où l'augmentation du prix de l'énergie se fait le plus durement sentir.

La question la plus préoccupante est celle des relations avec l'Allemagne fédérale, et surtout, en matière de circulation des personnes, les conséquences des accords passés avec cette dernière et de l'acte final d'Helsinki. S'il y a des différences de fond entre les dirigeants est-allemands, c'est sans nul doute sur ce terrain que se manifestent le plus volontiers. La multiplication des contacts entre Allemands de l'Ouest et de l'Est, quelque huit millions de voyages dans le sens R.F.A.-R.D.A. l'an dernier — ne manque pas d'irriter certains dirigeants de Berlin-est, qui redoutent une contamination de leurs citoyens par la mentalité occidentale.

D'autre part, l'émot provoqué cet été en Europe par la mort à un poste frontière d'un camionneur italien (communiste de surcroît), tué par les « Vopos », a mis assurément le gouvernement de Berlin-Est dans l'embarras en attirant l'attention d'une large opinion publique sur la situation toujours très « nerveuse » régnant à la limite des deux Etats allemands. Plus récemment, *Neues Deutschland* a été obligé de démentir que deux cent mille citoyens de la R.D.A. aient déposé une demande de départ pour la R.F.A. Le journal n'avait cependant pas révéler le chiffre de cent mille avancé par l'hebdomadaire *Der Spiegel*.

La publication de cette information dans l'organe central du parti n'aurait pas été du goût de tout le monde au sein de la direction est-allemande. Peut-être la tâche de M. Willi Stoph, qui a la réputation d'un homme à poigne, — il était ministre de l'Intérieur lors de la construction du mur de Berlin en 1961 — est-elle de reprendre en main une gestion des affaires devenue, aux yeux de certains, trop laxiste.

MANUEL LUCBERT.

Irlande du Nord

**DEUX ORGANISATIONS
ILLÉGALES PROTESTANTES
REVENDIQUENT L'ASSASSINAT
DE Mme DRUMM**

(De notre correspondant.)

Belfast. — Deux organisations paramilitaires protestantes, illégales, ont revendiqué vendredi, par téléphone, l'assassinat, le jeudi 28 octobre, de Mme Maïte Drumm, l'ex-vice-présidente du Sinn Féin, l'aile politique de l'I.R.A. provisoire. Il s'agit de l'U.F.F. (Ulster Freedom Fighters), un commando d'extrême droite, et de l'UDA (Ulster Defence Association), le principal mouvement paramilitaire loyaliste et des *Raiders and Commandos*. Quel qu'il soit, les policiers ont retrouvé les blouses blanches qui auraient servi au déguisement des meurtriers, dans le quartier loyaliste de Lower Shankill.

Si réellement des membres de l'U.F.F. sont les auteurs de cet assassinat (un coup de téléphone est une preuve insuffisante de responsabilité), il est à craindre que la mort de Mme Drumm ne soit suivie de représailles.

En règle générale, dans leur lutte, catholiques et protestants évitent de recourir à l'assassinat d'un leader, car il risque de déclencher des gestes de revanche incontrôlés. Il n'y a eu qu'une seule tentative — connue — de ce genre de l'I.R.A. officielle, en février 1972, contre le ministre de l'Intérieur nord-irlandais, M. John Taylor. Celui-ci a survécu à plusieurs rafales de mitrailleuse.

M. Roy Masson, ministre chargé des questions d'Irlande du Nord, a qualifié le meurtre de Mme Drumm de « saugerie sans nom ».

Vendredi soir, une bombe de 10 kilos placée par des hommes armés au Royal Victoria Hospital a été désamorcée par l'armée britannique.

RICHARD DEUTSCH.

Chypre

**ANKARA
PROPOSE LA FORMATION
D'UN GOUVERNEMENT
PROVISOIRE GRÉCO-TURC
DANS L'ILE**

(De notre correspondant.) Ankara. — A quelques jours de l'ouverture du débat sur Chypre à l'O.N.U., M. Caglayanli, ministre turc des affaires étrangères, a proposé, le vendredi 29 octobre, la formation d'un « gouvernement provisoire », composé de représentants des deux communautés de l'île.

La formation d'un tel gouvernement, qui ne préjugerait pas du règlement qui interviendrait par la suite, a-t-il précisé, aurait le mérite d'empêcher la rupture et faciliter la réalisation d'un compromis entre les deux communautés.

Le gouvernement d'Ankara s'efforce depuis quelque temps de freiner l'administration de M. Denktash, qui ne verrait pas d'autre issue que de proclamer unilatéralement un Etat indépendant, ce qui ne manquerait pas de heurter davantage l'opinion internationale.

En revanche, estime-t-on à Ankara, le refus éventuel des Grecs de participer à un gouvernement provisoire apporterait la démonstration que les Turcs ne sont pas les seuls responsables de l'immobilisme actuel. — A. V.

Henry Kissinger distingue ceux qui ont l'ambition d'être et ceux qui ont l'ambition de faire! Il se place, bien sûr, parmi les derniers, et il lui reste tant de choses à faire. Il ne précise pas que Carter est de toute évidence à ses yeux un homme qui a seulement l'ambition d'être.

**A Washington Jean Daniel
a passé une heure et demie avec Kissinger.
Ils ont évoqué Carter et Ford bien sûr,
les gaffes et les espoirs,
le pouvoir et l'ambition. Entre autres...
Cette semaine dans le Nouvel Observateur.**

LE NOUVEL
observateur

APRÈS LE SÉJOUR EN FRANCE DU ROI D'ESPAGNE

Des contacts périodiques auront lieu entre les deux pays au niveau le plus élevé

Au terme de leur visite officielle de trois jours en France, le roi d'Espagne Juan Carlos I^{er} et la reine Sophie ont regagné Madrid vendredi 29 octobre. Ils avaient été salués à Orly par le premier ministre et Mme Raymond Barre.

Auparavant, le couple royal avait dîné en privé avec le président de la République et Mme Giscard d'Estaing. Les deux chefs d'Etat ont poursuivi, à cette occasion, l'entretien qu'ils avaient eu en fin d'après-midi, en présence des deux ministres des affaires étrangères, MM. de Guiringaud et Oreja.

Dans l'après-midi, Juan Carlos avait visité les installations de la base de missiles stratégiques du plateau d'Albion. Une pluie diluvienne a entraîné l'annulation des deux autres visites qui devaient ensuite le souverain espagnol : celle de l'usine de séparation des isotopes de Pierrelatte et celle du centre d'enrichissement de l'uranium par le procédé de diffusion gazeuse — Eurodif — actuellement en construction à Tricastin.

Dressant le bilan des entretiens, le porte-parole de l'Elysée, M. Jean-Philippe Lecat, a déclaré vendredi que, selon M. Giscard d'Estaing, ce voyage et ses résultats ont marqué « un nouveau départ » dans les relations franco-espagnoles. « La France et l'Espagne se sont retrouvées », a-t-il dit.

M. Lecat a, d'autre part, annoncé que la décision a été prise de tenir des contacts périodiques entre la France et l'Espagne au niveau le plus élevé.

Ces contacts devraient permettre d'assurer une connaissance mutuelle des points de vue respectifs des deux pays sur tous les problèmes et de préparer les

actions coordonnées qui seront entreprises dans l'avenir par les gouvernements français et espagnol.

Le porte-parole de l'Elysée fait valoir que la pratique des entretiens périodiques de la France avec des pays étrangers était limitée jusqu'à présent à deux pays : la République fédérale d'Allemagne depuis le traité de l'Elysée de Gaulle-Adenauer et la Grande-Bretagne depuis la visite officielle de M. Valéry Giscard d'Estaing en juin dernier. Certes, la France a pris des décisions de principe concernant des entretiens « au sommet » avec d'autres pays, comme l'U.R.S.S., l'Iran ou l'Italie, mais, fait-on remarquer à l'Elysée, ces entretiens périodiques sont « différents ».

M. Lecat a enfin annoncé que M. Giscard d'Estaing avait donné son accord de principe à l'invitation qui lui a été faite par le roi de se rendre en visite officielle en Espagne. Aucune date n'a toutefois été fixée.

[On sait mal la « différence » dont l'Elysée fait état entre les pays avec lesquels sont prévus des rencontres « au sommet » : Allemagne fédérale, Grande-Bretagne et Espagne d'une part, autres pays d'autre part. En fait, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne sont les deux seuls pays pour lesquels la périodicité des rencontres est déduite : deux fois par an pour la première, une fois par an pour la seconde. Les rencontres « au sommet » avec l'U.R.S.S. se déroulent selon une périodicité non précisée — comme pour l'Espagne — mais elles ont été annoncées d'une manière plus solennelle, par des documents bilatéraux et des déclarations officielles, alors qu'il ne s'agit, pour Madrid, que d'une communication des porte-parole.]

Une réunion de la Coordination démocratique est interrompue par la police

Madrid (A.F.P., Reuters, A.P.). — Trois personnes ont été blessées, vendredi 29 octobre, à Madrid, au cours de bagarres qui ont opposé des phalangistes entre eux, à l'issue d'une manifestation. Celle-ci était présidée par M. Raimundo Fernandez Cuesta, président de la Junta nationale de l'association la Phalange espagnole qui a été reconnue par le gouvernement. Les incidents ont été motivés par l'intervention de M. Sigfredo Hillers, organisateur de l'association Défense de la phalange, organisme qui n'est pas encore reconnu par les autorités. M. Hillers s'est livré à une critique du régime du général Franco, et a accusé l'autre mouvement de collaboration avec le régime.

D'autre part, la police a interrompu vendredi après-midi à Madrid une réunion de la Coordination démocratique. Plusieurs membres de l'organisation ont été détenus, pendant près de trois heures, au commissariat, avant d'être relâchés en début de soirée.

De son côté, le gouverneur civil de Madrid a interdit la conférence que devait donner vendredi M. Marcelino Camacho, membre du comité central du parti communiste espagnol, et dirigeant des commissions ouvrières.

Par ailleurs, la coordination des organisations syndicales, qui groupe les trois principaux syndicats légaux espagnols (les confédérations ouvrières, de tendance communiste, l'Union générale des travailleurs, socialiste, et l'Union syndicale ouvrière, socialiste autonome), proteste d'un communiqué contre l'interdiction par le gouvernement d'une manifestation qui devait se tenir le 5 novembre à Madrid.

A la suite de cette interdiction, la coordination appelle la population de Madrid à organiser des réunions dans les quartiers et sur les lieux de travail pour « préparer la journée de grève générale du 12 novembre ».

Enfin, le gouvernement a décidé vendredi de rétablir les privilèges administratifs et fiscaux dont bénéficiaient les deux provinces basques du Guipuzcoa et de la Biscaye. Ces privilèges leur avaient été retirés par le général Franco pour les punir d'avoir choisi le camp des républicains durant la guerre civile. Ces avantages sont plus symboliques que réels. Mais cette décision manifeste le désir du gouvernement de montrer qu'il est prêt à accorder aux provinces basques un certain degré d'autonomie.

Les déclarations de M. Oreja

(Suite de la première page.)

« La délicate question des négociations de l'Espagne avec les Communautés européennes a figuré en bonne place dans les entretiens franco-espagnols de ces derniers jours. Bien des ambiguïtés demeurent à ce propos. Et d'abord l'Espagne est-elle d'un strict point de vue économique, prête à entrer dans le Marché commun ?

— Oui et non, répond le ministre. Oui, parce que notre niveau de développement économique et industriel nous place dans une situation à partir de laquelle nous pouvons envisager une négociation raisonnable et positive. Non, parce que cette négociation doit comporter aussi une attention particulière au secteur agricole de notre économie et parce que, en tout cas, la disparition des barrières tarifaires ne se fait pas facilement.

— Pour le moment, l'Espagne cherche à élargir l'accord signé en 1970 avec les six membres originaux de la Communauté aux trois nouveaux membres. Et comme exemple de la difficulté de la négociation économique avec le Marché commun, soit pour élargir l'accord déjà existant, soit pour l'adhésion pure et simple, nous avons le cas de la Grande-Bretagne. En bref, et d'une façon toute naturelle, nous avons besoin d'une période d'adaptation de notre économie aux exigences et aux réalités communautaires. Mais cela peut être fait dans des délais raisonnables et dans des conditions satisfaisantes.

En tout cas, selon le ministre, la tenue des élections en Espagne devrait lever l'hypothèque qui pèse sur la « normalisation » des relations de l'Espagne avec plusieurs organisations des pays démocratiques. L'adhésion de Madrid au Conseil de l'Europe, à la Communauté et à l'Alliance atlantique pourra être alors envisagée et discutée.

— C'est aux Etats-Unis, en juin, que Juan Carlos a choisi de se rendre pour son premier voyage officiel. Et la presse espagnole a fait récemment allusion à un possible plan Marshall pour l'Espagne. Qu'en est-il ?

— Ce sont des rumeurs complètement dépourvues de fondement. La situation économique espagnole, comme d'ailleurs un peu partout dans le monde, passe par des moments difficiles. De plus, il ne faut pas oublier que la développement économique espagnol, dont l'essor pourrait être qualifié de spectaculaire, a été fait en puisant dans nos ressources et sans que le financement extérieur y ait joué un rôle important.

— Probablement à cause de cela, dans certains milieux économiques et de la presse, on rappelle maintenant que l'Espagne n'a pas bénéficié du plan Marshall. C'est ce plan qui a permis la récupération économique de l'Europe occidentale enclavée par la guerre mondiale. Et le ne croit pas que ce soit notre situation actuelle. Il ne s'agit plus maintenant de trouver des sources gratuites de financement, mais plutôt de trouver dans le financement extérieur une aide importante pour nos difficultés actuelles.

— Le rétablissement de relations diplomatiques normales avec l'U.R.S.S. est-il proche ?

— Notre position est claire : maintien de relations normales et amicales avec tous les pays du monde. Pour le moment nous avons des relations un peu particulières avec les pays de l'Est de l'Europe, à travers des représentations consulaires et commerciales dirigées par des agents qui ont un statut diplomatique. L'élévation du niveau de ces représentations dépend d'une volonté politique bilatérale dont l'Espagne a donné suffisamment de preuves. Pour nous, cette volonté doit être inspirée par les principes du respect du droit international, tels qu'ils sont relatés dans l'acte final de la conférence de Helsinki, et notamment du respect des principes de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Pour notre part nous attendons le moment opportun pour le rétablissement de ces relations. Et cette attente est sereine.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGRANG.

« Un engagement formel de respecter la liberté syndicale »

— La démocratisation des syndicats espagnols est au moins aussi importante que la démocratisation des institutions politiques. L'obstacle de la taille, tant en Espagne que pour l'étranger. Le projet de réforme syndicale que le gouvernement Suarez vient d'envoyer aux Cortes est loin de satisfaire les organisations syndicales démocratiques.

— La réforme syndicale, déclare M. Oreja, a pour but la liberté totale d'affiliation aux syndicats et de constitution de ceux-ci. Je ne vois pas comment une telle réforme pourrait entraver le processus de démocratisation. Bien au contraire, cette réforme est pour le gouvernement de la monarchie un des points fondamentaux de ce processus, et sans lequel on ne saurait comprendre l'ensemble des mesures visant à l'implantation de la démocratie en Espagne. Il ne faut pas oublier que l'Espagne signera très prochainement les conventions 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail, et cette signature comporte l'engagement formel de la part de l'Espagne de respecter la liberté syndicale.

— M. Giscard d'Estaing, dans une déclaration à l'agence E.P.E. parlant de la sécurité européenne, a déclaré que, « pour la France, la défense de l'Europe repose sur deux piliers : le premier est l'effort accompli par chaque nation européenne, et nous sommes conscients de l'effort que fait l'Espagne pour son propre compte ; et qui représente un apport très important à la défense de l'Europe. Le second est l'alliance atlantique, dont l'Espagne ne fait pas partie actuelle. Que le second, il n'est pas de projets de restructuration de la défense de l'Europe, mais le suis cependant convaincu que, le second venu, le sujet ne pourra pas être abordé sans la participation active de l'Espagne ».

LE VOYAGE DE JUAN CARLOS EN FRANCE A ÉTÉ UN « SUCCÈS » estime « A B C » (monarchiste)

A Madrid, le quotidien A.B.C. (monarchiste) a consacré (29 octobre) au sujet de la visite du roi Juan Carlos, à Paris, que « ce voyage a suscité de très importantes manifestations de sympathie et un chaud accueil populaire ».

Les souverains, dit le quotidien, « ont accompli avec un succès notable la plus importante et difficile mission : montrer la réalité d'une nouvelle Espagne évoluée, ayant droit sans conteste à une place dans le concert des nations à quel notre pays peut tant apporter ».

« Mais ce qui est réellement décisif et réussi, ajoute « A.B.C. », c'est que le président de la République

française ait déclaré que « l'Espagne a été pour nous un ami et associé, comme ils l'ont été souvent à travers l'histoire » et que le roi d'Espagne ait souligné à son tour « l'aspect positif de la coopération franco-espagnole ».

« Le fait que le roi ait affirmé à Paris que l'Espagne n'avait pas accepté que d'être traitée à égalité avec les autres pays européens n'est le signe d'aucune arrogance, souligne A.B.C. : ce n'est pas davantage le signe d'une quelconque prière, puisque l'Espagne comparait devant l'Europe, comme l'a dit le roi, sur le plan d'égalité qui lui est dû, et avec une dignité propre ».

— L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun est subordonnée à une modification des règlements communautaires en matière de fruits et légumes et de vin, déclare M. Christian Bonnet.

« Sur le plan politique, a dit le ministre de l'Agriculture, l'Espagne a vocation, dès lors qu'elle fait l'apprentissage de la démocratie, à s'arrimer à cet flot prioritaire de préservation des libertés fondamentales que constitue la Communauté. Mais, sur le plan économique, elle ne saurait y entrer qu'après une modification des règlements communautaires qui intéressent les fruits et les légumes, d'une part, et le vin, d'autre part ».

— A l'occasion de la visite à Paris du roi Juan Carlos, Amnesty International a « demandé instamment à Sa Majesté de proclamer l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques détenus en Espagne ». Dans sa lettre au roi, Amnesty International a salué l'amnistie partielle accordée en juillet dernier, grâce à laquelle beaucoup de prisonniers politiques ont été libérés ou ont bénéficié de réductions de peine. L'organisation internationale souligne cependant que les arrestations continuent en Espagne et qu'un grand nombre de prisonniers sont toujours détenus pour leurs opinions politiques.

— LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL (P.S.O.E.) a décidé de convoquer, les 5, 6, 7 et 8 décembre prochain à Madrid, son vingt-septième congrès, en dépit de la récente interdiction gouvernementale, approuvée au siège de cette organisation. Au cas où le gouvernement interdirait de nouveau cette manifestation, précise-t-on de même source, le P.S.O.E. déciderait d'organiser son congrès à l'étranger.

Tribune internationale

L'Espagne entre l'Europe et l'Amérique

par JOSÉ ANTONIO GALLEGU GREDILLA (*)

L'ESPAGNE de Franco était économiquement saine mais politiquement malade. Depuis la mort de Caudillo, il existe une intention claire de la part du gouvernement de conquérir une légitimité démocratique au point d'en oublier l'économie. Il est significatif qu'il n'y ait pas un seul véritable économiste dans les deux premiers gouvernements post-franquistes.

Sous Franco, le pouvoir et l'autorité ont permis un développement économique très élevé en imposant des règles du jeu très précises aux différentes classes sociales. En revanche, l'actuel gouvernement Suarez, qui semble avoir conscience de son caractère transitoire et de son manque de légitimité, a peur de se montrer autoritaire et de prendre des décisions économiques. Les structures et les règles de l'époque antérieure sont dépassées dans le domaine économique, mais le gouvernement de transition ne se hasarde pas à liquider les vestiges. Les mesures qu'il adopte ne sont que des remèdes conjoncturels plaqués sur des institutions et des structures sans vie. Elles ne profitent donc qu'à certains secteurs économiques sans avoir d'influence positive sur l'économie nationale.

La nouvelle conscience sociale de la nation exige pourtant un nouvel ordre économique et de nouvelles règles du jeu économique qui permettraient aux entreprises privées — véritables détentrices des pouvoirs de décision — d'apprécier correctement l'impact de leurs investissements. Des changements structurels sont indispensables ainsi que des changements institutionnels d'importance que l'actuel gouvernement de transition ne peut réaliser puisque sa légitimité réelle repose sur les institutions franquistes.

Le gouvernement manifeste d'autre part sur le plan politique un dynamisme et un sens de l'initiative qui étouffe et désorganise en même temps l'opposition démocratique. Cependant, ses carences dans le domaine économique sont évidentes.

L'économie espagnole était assez solide pour résister à deux mauvaises années consécutives. Mais nous sommes à la fin de la troisième année noire, les symptômes d'une faillite économique apparaissent. Le gouvernement paraît décidé à laisser cet héritage au gouvernement qui sera formé après les élections générales de 1977. Circonstance aggravante : on peut même imaginer que le projet de loi de réformes politiques échouera devant les Cortes, provoquant une dissolution anticipée des Chambres ou la chute du gouvernement — ce que souhaitent effectivement les différentes forces conservatrices — avec la formation d'une nouvelle équipe dirigeante d'inspiration franquiste. De toute manière, il est évident qu'un retard considérable va être accumulé alors que la situation de l'économie nationale requiert des mesures urgentes.

L'attitude du gouvernement face aux Communautés européennes semble logique et raisonnable. L'Espagne cherche un aménagement technique de l'accord de 1970. Elle ne veut pas livrer une partie de son économie en échange de quelques « avantages » politiques dont elle n'a pas besoin. Admettre un nouvel accord dans le cadre déjà existant supposerait l'ouverture de notre économie face aux géants européens. Ceci était imaginable dans une situation normale ; ce ne l'est plus alors que notre économie est dans une situation critique. L'entrée en Espagne des produits de la Communauté provoquerait la faillite de nombreuses entreprises espagnoles et une augmentation du chômage. Notre énorme déficit commercial serait encore aggravé. La couronne elle-même ne pourrait résister aux conséquences sociales.

La grande majorité des Espagnols, du gouvernement et de l'opposition se sentent « européens » et ils désirent une Europe unie. Mais cet idéal se heurte aux conglomérats d'intérêts économiques et financiers de l'actuel Marché commun. L'Europe du Marché commun n'est pas celle dont avaient rêvé les grands « européens », mais celle des multinationales.

Il y a donc une certaine hypocrisie dans l'attitude de certains pays membres de la C.E.E. à l'égard de l'Espagne. On met en avant contre l'Espagne des arguments politiques. Nous sommes quelques-uns à penser que l'on s'apercevra que les obstacles étaient en réalité économiques et financiers lorsque l'argument politique aura perdu de sa force. L'Europe, ou plus précisément la C.E.E., est un équilibre d'intérêts qui peut se rompre avec l'entrée de l'Espagne. L'opinion publique s'imaginerait que l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. peut être comparée à celle de la Grèce ou du Portugal. En réalité, quelques chiffres montrent clairement la différence.

Le marché espagnol, en considérant le produit intérieur brut, est d'un quart supérieur au marché formé par le Portugal, la Grèce et la Turquie réunis. Si l'on préfère, il est supérieur au marché du Portugal, de la Grèce, de la Turquie, de l'Irlande, du Luxembourg et de l'Islande réunis. Son potentiel de croissance est deux fois plus élevé que celui du groupe Grèce, Portugal et Turquie. Ses importations sont trois fois plus fortes que celles de la Grèce ou du Portugal, et quatre fois plus que celles de la Turquie. L'Espagne est le douzième producteur d'acier du monde, le septième de ciment, le onzième d'énergie électrique.


Il est donc clair que l'Espagne est un marché intéressant si les barrières sont levées pour la C.E.E. comme pour les Etats-Unis. C'est une puissance digne de considération, et le grand capital européen et américain est très intéressé à l'ouverture de ses portes. L'Espagne se sent européenne, mais elle veut participer comme membre à part entière à toutes les décisions communautaires. C'est là que réside les difficultés. L'Espagne s'intéresse en tant que marché, mais comme futur membre elle représente un élément de déséquilibre.

De nombreux pays pourraient être affectés gravement par l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, et c'est la raison pour laquelle ils s'opposent à son admission, en dépit des déclarations de leurs dirigeants. Le Marché commun agricole serait notamment bouleversé, car la France et l'Italie, qui en sont aujourd'hui les grands bénéficiaires, ne pourraient accepter que l'Espagne y occupe sa vraie place. De même, le Fonds régional subirait lui aussi des modifications essentielles, tout comme le Fonds monétaire européen, modifications que ni l'Italie ni la Grande-Bretagne ne seraient disposées à accepter.

Le cas de la France est significatif, car ses dirigeants ont beaucoup insisté sur leur appui à la candidature espagnole. Nous avons indiqué les conséquences qu'aurait l'entrée de l'Espagne pour l'agriculture française. On ne peut donc pas s'étonner qu'il ait été promis publiquement aux agriculteurs français que l'Espagne n'entrerait jamais dans le Marché commun. D'un point de vue mercantile, la France est beaucoup plus intéressée par un colonialisme économique bilatéral dans le domaine industriel que par le pluralisme et par les difficultés créées par l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. Il serait donc intéressant de savoir clairement si la France suivra à l'avenir la position traditionnelle de « banker » économique de ses ministères techniques, ou si elle s'adaptait au libéralisme déclaré de son président et du Quai d'Orsay.


Deux options s'offrent à l'Espagne actuellement : la C.E.E. ou les Etats-Unis. L'Espagne est une action européenne et désire s'intégrer à cette Europe d'aujourd'hui que sont les Communautés. Mais si on lui ferme les portes, elle devra faire un autre choix. On ne doit pas s'étonner si le premier voyage officiel du roi d'Espagne a été pour les Etats-Unis, et le troisième pour la France, qui représente l'Europe.

(*) Economiste de l'Etat, ancien secrétaire général technique du ministère espagnol de l'Industrie.



Ski à la carte

Jamais vous n'avez eu un tel choix:
29 stations (Alpes françaises, suisses ou autrichiennes)
58 hôtels (2 à 4 étoiles) - 16 studios ou appartements.
3 formules exclusives: ski-ski et week-end de ski.
Et le train "Spécial 2000": couchettes avec draps, cinéma, bar... et le petit déjeuner au lit!



VACANCES 2000

N°1 DES SPORTS D'HIVER EN FRANCE

Renseignements et inscriptions dans les BUREAUX DE TOURISME DE LA SNCF ou dans les agences agréées.

AMÉRIQUES

Les États-Unis en quête d'un président

II. — L'émergence des outsiders

Dans le premier article, Alain Clément (« Le Monde » du 30 octobre), a montré comment les nouvelles dispositions financières adoptées pour moraliser la vie politique aux États-Unis avaient modifié le déroulement des campagnes électorales.

Washington. — Quelle campagne électorale, s'élevant sur huit mois, sans compter la mise en place préalable de son infrastructure, ne finirait pas par sombrer dans le ridicule et l'égarement ? Que le président Ford et M. Carter tiennent encore sur leurs jambes, que leurs déclarations, quoiqu'émoussées de courtoisie, conservent un semblant de cohérence, relève du miracle ou du pari stupide, même gagné. Peut-être est-ce la dernière fois que nous assisterons à ce concours d'endurance forcée qui, avec les exigences croissantes qu'il impose (trente « primaires », en 1978 !), mène à sa dissolution. On ne peut considérer, comme un simple accident, dû à la médiocrité timorée des orateurs, que les débats télévisés de cette année entre les deux candidats aient échoué à lui donner un second souffle. C'est tout un système qui se défait et engendre l'ennui, sinon la désaffection des électeurs.

Dans le dernier quart du vingtième siècle la surabondance n'est plus une méthode de persuasion politique. Elle provoque, au contraire, une réaction de rejet. Quels que soient les « points » qui séparent le président Ford de M. Carter, une large majorité d'Américains vous diront que l'un et l'autre les assomment. Encore aura-t-il fallu vaincre leur allergie au sujet pour leur extraire cette banale confession : « Le fait que la campagne se soit déroulée normalement sans concession excessive à la démagogie, sans coups bas, sans assassinat, semble même les en éloigner plus que de continuer. »

Si une confrontation aussi exemplaire en arrive à produire cette sourde exaspération, et pas seulement dans les milieux « politiques évolués », c'est qu'elle est décalée par rapport à ce qu'on attend l'opinion, que le spectacle rebute au lieu de remplir sa fonction, qui est d'amener le spectateur à se sentir « concerné ».

Le fruit d'une désillusion

Pourrait-on en retracer de cette atonie polémique, la campagne aura soulevé des questions intéressantes. Comment M. Carter s'est-il détaché ? A quel M. Ford doit-il de faire figure de prout du parti républicain ? Dans chaque cas, que révèlent les circonstances de leur « nomination », tant du personnage que du courant qui a emporté leurs adversaires ? Pensons d'abord à M. Carter. Après l'avoir vu, entendu, après avoir lu tout ce qui est sorti de sa plume, on ne peut lui dénier de la personnalité. Mais laquelle ? Elle ne ressort pas avec grand relief de son autobiographie (1) d'un simplisme outré pour lequel, selon lui, se retrouver aux commandes d'un sous-marin atomique. Son interprétation de Guerre et Paix, un des livres qui émut le plus son adolescence, est désarmante. Son option religieuse est déjà plus intéressante, car si elle est enracinée dans le terroir sudiste, elle doit moins qu'on ne le croit à l'entourage familial. Sa mère, de formation méthodiste, femme de trempe, fréquenta sans histoire l'église baptiste de son mari, qui, lui, était plus assidu à l'« école du dimanche », qu'il enseignait aux adultes qu'un service lui-même, dont il se dispensait volontiers.

Après tout, il n'y a pas besoin d'être grand « orateur » de Franklin pour dresser une famille du « deep South » pouvait être très utile et laisser chacun en faire à sa tête. La tête de Jimmy Carter doit être assez dure, et il a la mémoire longue, comme l'atteste son ressentiment à l'égard de l'Atlanta Constitution (cf. son interview à Playboy), grand journal libéral — pour l'époque et pour le lieu — qui n'a sans doute pas apprécié le style de ses campagnes électorales.

(1) Le Meilleur de nous-même, par Jimmy Carter, éditions Stock.

Canada

L'AFFRONTEMENT DE MM. BOURASSA ET LEVESQUE

Une erreur de transcription nous a conduits à déformer complètement le sens d'une phrase de l'article de notre correspondant au Canada Alain-Marie Carron (Le Monde du 26 octobre). Celui-ci n'avait pas écrit : « M. Levesque a marqué des points en attaquant M. Bourassa sur l'origine de ses fonds électoraux » ; mais : « M. Bourassa a repris l'avantage en sommant M. Levesque de citer des cas concrets de corruption et de trafic d'influence dans son gouvernement, ce que celui-ci n'a pas fait. »

De notre envoyé spécial
ALAIN CLÉMENT

d'ailleurs. Car, en bon chrétien rigoriste, M. Carter est plus mortifié par le souvenir de ses tentations charnelles que par ses manquements à la charité envers son prochain, surtout si celui-ci est un obstacle politique.

Se véritable illumination lui vient d'une désillusion. En tant que gouverneur, il accueille dans sa résidence, après son élection de 1970, les grands hommes du parti démocrate : Ted Kennedy, George Wallace, Hubert Humphrey, Henry Jackson. A distance, ils ont dû lui paraître plus grands que nature. De près, il déchantait, ou plutôt s'émancipait de n'éprouver devant eux aucun complexe d'infériorité. Oui, pourquoi pas lui ? Dès 1972, il décide, sans tracas inutile, de se préparer à la course à la Maison Blanche.

Les faiblesses du parti démocrate

Il n'a pas tort de miser sur la faiblesse interne de son parti. Les idées ne courent pas les rues. Longtemps, l'« aventure vietnamienne » n'aurait pas été murmurée, et au Congrès, ce n'est pas le quartier de contestataires qui se verra décerner le prix Nobel de la paix : un Greening, un Morse (les deux sénateurs qui, en août 1964, réussirent de signer la « résolution du golfe du Tonkin », chaque en blanc présenté par Johnson pour couvrir l'« escalade » qu'il médite), un Fulbright, un Eugene McCarthy, rendront leur dernier soupir ou perdront leur siège.

Les plus jeunes se contentent d'exprimer par intermittences leur « inquiétude » : ils n'en votent pas moins sans broncher les crédits militaires. En 1964, Robert Kennedy implorait encore M. Lyndon Johnson de le prendre comme vice-président. C'est quatre ans plus tard seulement qu'il entrera en dissidence, et tentera de gagner de vitesse M. Eugene McCarthy, qui aux « primaires » de cette année a déjà fait cultiver moralement un président excédé par son impuissance à régler le conflit dans le sens américain.

Cette récapitulation n'a pas pour but de remuer la vase de ces sombres années, mais d'expliquer qu'un Jimmy Carter n'avait effectivement aucune raison d'être élu par le « leadership » d'un parti qui s'était rongé les ongles plutôt que d'arrêter le massacre. Lui-même s'est bien gardé de crier dans le désert. Il n'est pas été compris en Georgie. Quant au Watergate, il n'a servi les démocrates qu'en desservant les républicains. La débâcle morale de ces derniers n'a pas grand intérêt pour les opposants, pas plus que l'amitié réelle pour le prince Sihanouk du très respecté chef du groupe démocrate au Sénat, M. Mike Mansfield, n'a sauvé le Cambodge d'un sort doublement horrible.

Les événements de 1976 renforcent rapidement la conviction de M. Carter. Il n'avait au fond, sur une douzaine de « partisans », que deux rivaux dangereux, l'un déclaré, le gouverneur George Wallace, l'autre non déclaré, mais tenu en réserve dans la coulisse par les démocrates de tradition et de routine, le sénateur Hubert Humphrey. Tous les autres firent en quelques semaines la preuve qu'ils ne « tenaient pas la distance » ou qu'ils n'aspiraient qu'à des coups d'éclat sporadiques.

La fin de deux carrières

Aux « primaires » de Floride, le 9 mars, M. Carter devançait M. Wallace : le Sud changeait de drapeau : le Nord devait chercher ailleurs le champion d'un protestantisme qui refuse d'être appelé par son nom aussi longtemps qu'il peut croire qu'on freine son ascension sociale en donnant la priorité à des minorités, noires en particulier, moins méritantes — et patientes — que lui-même. Pour l'honneur, M. Wallace poursuivit la lutte mais il n'avait plus d'avenir. Paradoxe depuis la balle qui, en 1972, lui fusa la moelle épinière, il était condamné au fauteuil roulant malgré les efforts héroïques qu'il déploya pour sa rééducation. Le dialogue avait peut-être fait son temps. C'est un homme fini qui, le 12 juin, scella dans sa résidence de Montgomery sa réconciliation avec M. Carter et lui prédit la victoire finale.

Le cas du sénateur Humphrey est tout aussi attristant. Sa défaite, fort honorable, devant M. Nixon en 1968, alors qu'il portait encore tout l'opprobre du Vietnam, le mettait en bonne posture. Depuis vingt ans, il avait été à l'avant-garde de toutes les causes généreuses, son intégrité était au-dessus de tout soupçon. Sa notoriété souffrait peut-être d'un caractère trop expansif (il préconisait, en 1968, une « policy of joy »), d'une loquacité quelque peu envahissante. Néanmoins, il était, assez connu et estimé pour se désigner de lui-même comme « candidat de large union » aux forces qui, au sein du parti démocrate, jugeaient impératif de « bloquer » M. Carter.

L'entreprise en resta toujours aux velleités, et l'on se demandait encore au début d'octobre ce qui

avait brisé son démarrage. On l'appart le 6 de ce même mois, depuis 1973, le sénateur souffrait de symptômes cancéreux graves et il devenait urgent de procéder à l'ablation de la vésicule. L'opération, faite dans un hôpital spécialisé de New-York, eut lieu le lendemain, et les premiers bulletins de santé se respirèrent pas l'optimisme de rigueur. Le cancer continuait son œuvre. La vie du sénateur n'était pas menacée, mais il lui faudrait des mois de convalescence avant de pouvoir reprendre une activité nécessairement diminuée. Son mandat sénatorial vien à échéance en novembre. Les électeurs du Minnesota seront sensibles à son malheur et le rééliront vraisemblablement sans qu'il ait à sortir de son lit. Mais, à soixante-cinq ans, sa carrière est terminée, et elle l'était virtuellement quand il prisa son nom aux manœuvres des groupes anti-Carter.

Tout cela pour dire que le candidat démocrate est la tâche beaucoup plus facile qu'il n'y parut à l'origine. Sa position d'« outsider » (qui ne l'empêchait pas d'avoir ses relations à Washington et à New-York) lui conféra le lustre d'une innocence qui avait d'ailleurs son revers. Comme l'écrivait un commentateur avisé, l'expérience de M. Carter était limitée aux limites intestines du parti démocrate dans le Sud. Il n'avait jamais eu à se mesurer à un antagoniste républicain. Ce n'est pas la moindre cause des déceptions de sa campagne, et devant le recul de sa cote, de son recours à extrémistes aux bons offices rabatteurs des « organisations » démocrates d'anciens régimes (Chicago, Philadelphie) que le lanceur de Plains avait primitivement dédaigné.

Avec M. Ford, quelle continuité ?

Il n'en reste pas moins que, quelques déceptions que puisse réserver son éventuel noviciat présidentiel, M. Carter incarne le changement. Avec M. Ford, c'est la continuité qui, en dépit de (d'où les vœux que forment pour lui toutes les chancelleries, Krem-lin compris). Mais là aussi, laquelle ? Son statut n'est pas d'un « outsider » comme celui de M. Carter. C'est le premier président « parachuté » à la Maison Blanche au titre du vingt-cinquième amendement de la Constitution. Son élévation à la vice-présidence de la présidence de l'ignominieuse démission de M. Spiro Agnew (lequel refleurit aujourd'hui dans le pétrodollar), en octobre 1973, après un mandat de six ans, occupé dans la cinquième circonscription du Michigan depuis 1948. Le Michigan n'est qu'un petit « grand État industriel ». Enclave fortement marquée par une ascendance néerlandaise calviniste, Grand-Rapids et ses environs sont aussi excentriques à leur manière que Plains et surtout qu'Atlanta, carrefour d'une région en plein essor.

Inlassable, M. Carter n'eut pas grand mal à surclasser des concurrents de deux poids et deux mesures. Ses deux principaux adversaires étaient frappés d'un handicap physique insurmontable. M. Ford, pour sa part, eut un choc quand M. Ronald Reagan se trouva à sa gauche. L'incroyable prenait corps : l'ancien gouverneur de Californie, politicien en celluloid, attaquant en combat singulier le président légal, mais avec une agilité légendaire. Il ne visait à rien moins qu'à le déloger de la Maison Blanche. Sans doute n'y aurait-il jamais accédé lui-même (d'où son retrait aux États-Unis actuels, une majorité en faveur d'un Ronald Reagan ?), mais en talonnant le président jusqu'à la dernière minute, pour disparaître ensuite à jamais de la scène politique, il avait accompli un tour de force imprévu aux conséquences à long terme : il avait encore minoré un parti endémiquement minoritaire.

Ce n'est pas seulement que les positions de M. Carter et de M. Ford, la ou il a toujours été dans sa vie publique : à l'extrême droite du conservatisme utopique. C'est qu'en s'alignant sur elles de manière plus ou moins ondoynante, M. Ford engageait une fois de plus le parti républicain sur la voie de la crispation : il n'y en avait décidément que pour les défenseurs du statu quo. Le GOP se repliait sur ses vieilles lunes, l'effacement sans retour, à soixante-six ans, de M. Nelson Rockefeller, qui avait à lui seul accaparé par sa fortune et ses ambitions le seul espace réservé dans le parti au « libéralisme », consacrait une évolution de plusieurs décennies.

Si bien que les deux « outsiders » en présence, le 2 novembre, n'ont eu à se battre que contre des ombres chinoises. Le parti démocrate n'aurait pas de résistance sérieuse à la conquête et le parti républicain, cultivant son démon suicidaire, provoqué par les succès en chaîne de M. Reagan, que la cause exclusive des possédants avait pour ses électeurs la priorité constante sur le pharisme des tendances.

Prochain article :

AU-DELA DE LA POLITIQUE

MISERE!

Ils sont, en France, quelques milliers, ses semblables, ses frères. Minés par les souds, mangés par leur fortune, fatigués de frauder, ils ont misère, ils demandent grâce.

60 % de Français répondent : taxons le capital. Misère la France ! Misère, ces gens qui n'ont que le prix de leur travail à offrir au fisc.

Pour faire pièce à ceux qui pleurent, à ceux qui trompent, à ceux qui mentent, le Nouvel Observateur, dans son 3^e numéro spécial, interroge les partis politiques et les experts.

Deux sondages exclusifs complètent le tableau. Ils permettent - enfin - de voir quel est le capital imposable. Pourquoi il doit l'être. Comment il le sera.



LE NOUVEL Observateur

La Fortune des Français/III. En vente dès aujourd'hui.

POLITIQUE

L'Assemblée nationale adopte le budget de la santé

Mme Veil reproche à la gauche de s'en tenir à des propositions générales

Les députés ont examiné, vendredi 29 octobre, les crédits du ministère de la Santé. Alors que la commission des finances avait conclu au rejet de ce budget, l'Assemblée a finalement émis un vote favorable. M. Lenoir, président de la commission, s'étant déclaré satisfait des explications données par Mme Veil au cours de la discussion.

Après les exposés des rapporteurs et l'intervention du ministre de la Santé (le Monde du 30 octobre), M. RENÉ LENOIR, secrétaire d'Etat à l'action sociale, présente son budget comme « un multiplicateur de l'effort mené par les collectivités locales, la Sécurité sociale et les associations, un facteur d'incitation à des actions novatrices et un instrument permettant de mettre à la disposition de tous les personnels et les équipements nécessaires ».

M. Lenoir souligne que les crédits affectés à la formation des personnels sociaux ont augmenté de 300 % de 1971 à 1976 et permis de doubler les effectifs en formation. Quant aux programmes d'action en faveur des personnes en difficulté, ils bénéficient d'une augmentation de crédits de 38 %. « Toute l'action dans ce domaine est orientée vers la prévention », déclare le secrétaire d'Etat, qui précise que l'aide sociale voit ses crédits augmenter de 382 millions de francs, soit un peu plus de 15 %, 70 % de ces dépenses allant à l'aide à l'enfance.

M. Lenoir reconnaît que l'aide médicale globale diminuera en 1977. En conclusion, il estime que

« le budget 1977 est au total un bon budget, car il amorce un redéploiement des dépenses d'équipement lourdes vers des dépenses de services, suivant en cela les recommandations des trois programmes d'action prioritaires ».

Pour M. NARQUIN (U.D.R., Maine-et-Loire), premier orateur inscrit dans la discussion générale, « il est un domaine où ce budget donne indiscutablement satisfaction, celui des personnels paramédicaux et notamment du personnel infirmier ». Il souhaite néanmoins une amélioration en ce qui concerne la représentation des personnels responsables des soins dans les instances consultatives des hôpitaux publics.

M. GAU (P.S., Isère) constate que « le budget de la santé n'est plus aujourd'hui prioritaire puisque sa progression est inférieure à celle du budget de l'Etat ». Et il ajoute : « En vérité, le gouvernement a choisi d'imposer aux Français une politique d'austérité et cette austérité frappe de plein fouet l'action sociale et sanitaire ; c'est grave car le bien-être des Français devrait être assuré en tout état de cause ». En ce qui concerne l'humanisation des hôpitaux, il affirme que « l'objectif fixé ne sera pas atteint », puis il constate que « la situation des familles n'a cessé de se dégrader et que la présence d'enfants dans un foyer reste un facteur d'insécurité ».

Pour l'orateur, tout se passe comme si « le gouvernement était frappé d'impotence, incapable de statuer sur les vrais problèmes, aux véritables réformes de structure ». « Il faut changer les choses, affirme-t-il, sans pour autant tout bouleverser ». Il conclut : « Nos propositions sont extrêmement claires : nous ne sommes

ni pour la nationalisation ni pour l'étatisation de la médecine. Nous voulons, tout en garantissant l'indépendance de la médecine et le libre choix des malades, lever les obstacles qui empêchent l'évolution de la médecine dans un sens plus social. Le programme commun en dessine les perspectives. En attendant, nous voterons contre ce budget ».

M. BOUVARD (ref. Martinique) évoque l'aide aux plus défavorisés, en particulier aux personnes âgées (six millions et demi de Français ont plus de soixante-cinq ans), feints : pour un « Grenelle de la famille ».

La discussion se poursuit vendredi matin sous la présidence de M. CLAUDE WEBER (P.C., Val-d'Oise) qui regrette que « les dépenses d'équipement diminuent en pourcentage et en valeur absolue, et que, pour ce qui est de la recherche médicale, nous restions en deçà de 1975 et même de 1971 ».

Et il ajoute : « Quant aux efforts en faveur de l'humanisation des hôpitaux, ils ne coûtent pas cher au gouvernement, puisque, sur une participation de 20 %, il récupère 17,60 % de T.V.A. Nous approuvons ces mesures d'humanisation, mais nous faisons observer qu'elles suscitent de nouveaux besoins en personnel en entraînant des pertes de lits qu'il faudrait compenser immédiatement. Dans l'ensemble, les mesures partielles que prend ainsi le gouvernement ne masquent pas que l'hospitalisation n'est pas, en France, à la hauteur des besoins ».

Après avoir relevé les insuffisances en matière d'éducation sanitaire et de protection maternelle et infantile, il estime que « parler de surconsommation médicale au peuple français est une véritable insulte à son égard ».

Pour terminer, il affirme que « la nationalisation de l'industrie pharmaceutique est la seule façon de maîtriser la production et les prix ».

M. MARCUS (U.D.R., Paris) consacre son intervention aux difficultés financières de l'Assistance publique de Paris, qu'il attribue à l'importance des dépenses de formation de son personnel, à la lenteur des actualisations de tarifs et à l'existence de trop nombreux « mauvais payeurs ».

Un devoir spécial de solidarité et de reconnaissance ». Il se déclare favorable au maintien des personnes âgées à leur domicile, condamne la ségrégation et souligne l'importance de l'aide ménagère. Pour conclure, il apporte à Mme Veil le soutien du groupe des réformateurs.

Pour M. TISSANDIER (R.I., Indre), ce budget témoigne de « la permanence de l'effort accompli par le gouvernement dans ce domaine prioritaire » et marque « une volonté nouvelle réelle dans le domaine de l'action sociale ».

M. ANDRIEU (P.S., Haute-Garonne) regrette « l'insuffisance des diverses prestations versées aux personnes handicapées et le caractère trop restrictif des conditions d'attribution ». « Les handicapés, conclut-il, doivent être exclus des mesures d'austérité ».

Pour M. FEIT (R.I., Jura), « le record de la fécondité est sans précédent dans notre histoire », et le redressement de cette évolution doit être une priorité nationale. Aussi suggère-t-il l'organisation d'un « Grenelle des familles », car il estime que si l'on veut mieux payer la note, quasi lourde soit-elle, que d'assister au naufrage de la France en l'an 2000.

Pour M. GILBERT SCHWARTZ (P.C., Meurthe-et-Moselle), « il suffit de considérer les crédits affectés aux familles, aux personnes âgées et aux handicapés pour être édifié sur ce budget d'austérité qui accentue la ségrégation au détriment de ces catégories ». Il estime que « la carence de l'Etat impose aux collectivités locales une augmentation considérable des contingents d'aide sociale ».

M. GISSINGER (U.D.R., Haut-Rhin) se déclare « heureux que le gouvernement se préoccupe pour bénéficier, en 1977, du complément familial, sera suffisamment élevé pour que 70 % des familles en bénéficient ».

M. SAINT-PAUL (P.S., Ariège) signale « l'insuffisance numérique du personnel, tant pour l'admission que pour les interventions sociales ». D'ALEXANDRE (R.I., Indre-et-Loire) estime que « ce budget manifeste une certaine continuité

dans le progrès ». Les centres hospitaliers généraux constituent, à son avis, une très bonne formule, mais leur situation est difficile en matière d'investissement. Pour Mme MOREAU (P.C., Paris), « la santé et l'hospitalisation sont en crise en France, car les Français vivent mal et ne peuvent et ne veulent pas payer, ni convenablement ». Elle estime que l'une des causes de cette situation est constituée par « le prix exorbitant des produits pharmaceutiques, qui entraînent une surconsommation dissuadée par l'argent ». M. EHM (U.D.R., Bas-Rhin) demande que « la carte sanitaire ne soit pas figée en déterminant l'aménagement du territoire et de l'équilibre entre les villes et les campagnes ».

M. LABOURE (P.S., Gers) regrette que « l'équipement hospitalier du pays ne soit pas quantitativement et qualitativement en état de satisfaire aux besoins ».

M. GAU (P.S.) regrette que la nouvelle présentation des fascicules budgétaires se traduise par « une diminution des dépenses mises à la disposition des députés ».

Répondant aux orateurs, Mme VEIL, ministre de la Santé, indique qu'elle insistera pour que la priorité soit accordée, dans la création des postes d'agréés, à la psychiatrie. Elle estime qu'il n'y a pas lieu de réduire de 50 % les prix des produits pharmaceutiques, mais, ajoute-t-elle, « nous éviterons d'aggraver et de rembourser des produits qui ne représenteront pas un progrès sur le plan médical ». Elle affirme que la durée d'hospitalisation diminue, puis reproche à l'opposition de s'en tenir à des propositions générales. « Il est trop facile, déclare-t-elle, de rester étiopique et de satisfaire chacun en ne parlant jamais des réalités concrètes ».

Pour terminer, elle indique que le plafond de ressources requis pour bénéficier, en 1977, du complément familial, sera suffisamment élevé pour que 70 % des familles en bénéficient. « L'assentiment, conclut Mme Veil, de donner aux familles la possibilité d'exercer leur libre choix ».

Après une intervention de M. LENOIR, qui assure que le calendrier de la loi d'orientation pour les handicapés sera respecté, l'Assemblée examine un amendement de la commission des finances, conséquence du rejet par cette dernière du budget de la Santé.

M. KART (R.I.), président de la commission, se déclare satisfait des explications données au cours du débat par Mme Veil. L'Assemblée repousse l'amendement de suppression des crédits du ministère de la Santé, qui sont, par conséquent, adoptés. La séance est levée à 17 h. 25. S.B. et P.Fr.

Cabinets ministériels

M. HERVÉ DE CHARETTE DEVIENT DIRECTEUR DE CABINET DE M. BEULLAC

M. Hervé de Charette de la Courbie, maître des requêtes au Conseil d'Etat, directeur du cabinet de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, vient d'être nommé directeur de cabinet de M. Christian Beullac, ministre du travail. Il remplace à ce poste M. Paul Camous, qui est désormais chargé de mission auprès du ministre. D'autre part, M. Jean-François Burgelin, magistrat, est nommé directeur du cabinet de M. Dijoud, en remplacement de M. de Charette.

M. Hervé de Charette de la Courbie, né en 1923, maître des requêtes au Conseil d'Etat, ancien élève de l'E.N.A., diplômé d'Etat et de l'Institut d'études politiques, a été successivement conseiller technique au cabinet de M. Georges Gorse, puis chargé de mission et directeur de cabinet de M. Paul Dijoud.

M. Paul Camous, né en 1922, licencié de lettres, a fait une carrière préfectorale. Il participe au cabinet de M. Olivier Guichard en 1952 et contribue à la création de la DATAR. Il avait été appelé au cabinet de M. Beullac en 1974.

M. Jean-François Burgelin, né en 1936, occupait jusqu'à présent le poste de secrétaire général de la première présidence de la Cour d'appel de Paris. Auparavant, il avait été successivement auditeur de justice en 1960, substitut de Nancy en 1963, et premier juge au tribunal de grande instance de Fontenay en 1973.]

● M. Valéry Giscard d'Estaing passe dans sa propriété d'Autheuil (Loir-et-Cher), le week-end de la Toussaint. Il regagnera Paris mardi 3 novembre.

● M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, écrit, dans une chronique publiée par l'hebdomadaire l'Echo de la presse québécoise, que « si l'on ne veut pas que la réforme (des collectivités locales) provoque le chaos, il faut prendre son temps ».

● Le Centre national des indépendants regrette que « son secrétaire général, M. Camille Laurens, n'ait pas été invité à la réunion des secrétaires généraux de la majorité, jeudi 28 octobre, (...) au sujet des élections municipales à Paris et du choix d'un candidat à la mairie de la capitale ». M. Raymond Bourguin, président du C.N.I. de Paris, indique que, « dans ces conditions », son parti « ne se rallie à aucune ségrégation qui se soit déroulée ou se déroule en dehors de lui ».

Qui tire les ficelles de Jimmy Carter ?



Une nouvelle légende de l'Ouest peut faire croire que Jimmy Carter est venu de sa Géorgie natale sans autres armes que son sourire, la Bible et quelques cacahuètes. Pour connaître la réalité, non la légende, lisez Politique Hebdo : vous saurez comment le candidat à la Maison Blanche a été, en fait, sélectionné par un véritable « gouvernement de l'ombre », et quel rôle ont joué, en cette affaire, des commissions d'experts internationaux, parmi lesquels on rencontre M. Agnelli et un certain... M. Barre.

Dans ce numéro, il est aussi question de football, et de la future rencontre St-Etienne-Rindhoven. Politique Hebdo donne son pronostic : nous sommes tous menacés de fièvre verte. C'est plus sérieux qu'il n'y paraît.

nouvelle formule

Politique hebdo

En vente dès aujourd'hui.

سكنا من الامم

ÉDUCATION

inté
les

Les responsables de formation continue des universités redoutent leur « marginalisation »

Nancy. — Le troisième colloque des responsables et animateurs de formation continue des universités a eu lieu, du 28 au 30 octobre, à Nancy. Organisé par le Centre universitaire

de coopération économique et sociale (CUCES), service commun aux deux universités de cette ville, il a rassemblé deux cents personnes environ.

De notre envoyé spécial

Chargés en 1972 de négocier pour les universités le virage de la formation permanente, les participants ont dressé un premier bilan de leur action. Ils ont pris connaissance d'un rapport de M. François Tomas, président de l'université de Saint-Etienne, qui la conférence des présidents d'université vient d'adresser aux « patrons » des établissements d'enseignement supérieur.

Selon ce rapport, les missions et services de formation continue ont réalisé, en 1975, 82 % de leur chiffre d'affaires avec des entreprises privées, contre 36 % en 1973, cette progression est faite au détriment des conventions passées avec l'Etat. M. Tomas a dressé une sorte de palmarès des établissements d'enseignement supérieur dans le domaine de la formation permanente. Trente-quatre ont réalisé, en 1975, un chiffre d'affaires total égal ou supérieur au million de francs, vingt-six un chiffre d'affaires inférieur à 500 000 francs. Le meilleur est revenu à l'université Lille-I (5 630 000 F), la lanterne rouge à l'Ecole normale supérieure d'éducation physique et sportive (13 600 F).

Ce bilan, somme toute honorable, ne doit pas, toutefois, masquer les zones d'ombre. La méfiance du patronat à l'égard des universités reste tenace : elle n'est revenue à se tourner en leur faveur que 9 % des sommes versées par les entreprises privées à des organismes de formation extérieure. Passimisme, M. Tomas souligne dans son rapport qu'un accroissement de cette part n'est guère prévisible.

Directeur du service universitaire de formation continue de Bourgogne, M. Michel Guyot a affirmé que l'importance accordée par l'Etat à la formation continue et aux universités dans ce domaine ne faisait que débiter. Placé jusqu'en 1974 sous la houlette d'une « grande direction » du ministère de l'éducation nationale, les missions et services de formation continue ne dépendent plus, aujourd'hui — après la partition du ministère — que d'un bureau rattaché à la sous-direction des enseignements technologiques du secrétariat d'Etat aux universités.

Les rapports se sont, petit à petit, améliorés entre les universités, les services de leur autonomie et les délégations académiques à la formation continue (DAFCO), chargées auprès des recteurs de coordonner la politique de formation permanente de l'enseignement public : selon plusieurs participants, les catalogues de stages diffusés par certains DAFCO ne faisaient pas mention des formations dispensées par les universités. Parallèlement, la politique de régionalisation des fonds de la formation continue, menée par le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, a renforcé le rôle des préfets et restreint l'initiative des universités. « Si nous ne réagissons pas », a remarqué un participant, la carrière marginale de nos services risque de s'accroître.

Près d'un universitaire sur cinq consacre une partie ou la totalité de son enseignement à la formation continue. Malgré cela, la plupart des participants ont souligné le « reflux » de l'idée de formation permanente chez leurs collègues. L'attrait de la nouveauté ne joue plus : certains enseignants, déçus par la rémunération qu'on leur offre, préfèrent exercer leurs talents auprès

d'organismes consulaires ou privés, plus généreux. Surtout, le comité consultatif des universités, dont dépend l'avancement des enseignants, ne tient pas compte dans son jugement des activités de formation permanente.

Est-ce pour cette raison que nombre d'universités peuvent si facilement détourner de leur destination des postes qui leur sont attribués au titre de la formation continue ? « Cette pratique ne doit plus être tolérée », ont, en tout cas, affirmé les participants dans une motion votée à l'unanimité.

L'avenant à l'accord de 1970 sur la formation professionnelle, signé en juillet entre trois organisations syndicales et le G.N.P.F., ouvre-t-il de nouvelles perspectives aux universités ? C'est — à en croire les débats — peu probable. Ces avenants, qui élargit le droit au congé individuel, subordonne toujours le financement de celui-ci à l'agrément, par une commission paritaire de l'emploi, de la formation dispensée. Or, en raison des lenteurs administratives et du contenu des stages proposés par les universités, peu d'entre elles obtiennent cet agrément.

BERTRAND LE GENDRE.

M. HABY PRÉCISE LES LIMITES DE L'UTILISATION PÉDAGOGIQUE DE LA PRESSE

L'utilisation de la presse à l'école et l'implication des enseignants dans l'abonnement des établissements à un ou plusieurs journaux ou revues, écrit M. Haby dans une circulaire parue au Bulletin officiel de l'éducation du 28 octobre. Pour le ministre, « les articles peuvent être apportés en classe par les élèves eux-mêmes ».

Rappelant sa note adressée le 28 septembre à l'inspection générale (le Monde du 8 octobre), le ministre précise que l'usage pédagogique de la presse doit avoir lieu « lorsque les manuels du programme le permettent... » et porter sur « des sujets traités en classe ».

Le ministre évoque à nouveau la nécessité d'utiliser plusieurs journaux et non un seul, « à des fins de comparaison et d'objectivité ». Une telle méthode permettra notamment de bien distinguer entre les faits et leur interprétation. Il ajoute, enfin, que « les dispositions actuelles relatives à la présence éventuelle de journaux et revues dans les foyers socio-éducatifs restent bien entendu en vigueur ».

[Cette circulaire complète la note à l'inspection générale datée du 28 septembre et publiée le 28 octobre. Au ministère de l'éducation, on précise qu'elle avait été adressée à des destinataires en même temps que la précédente. Les journaux et revues sont donc toujours restés au caractère restrictif de ce texte par rapport à la circulaire du 28 septembre qui avait frappé par son ouverture.]

« UN APPARTEMENT CONTESTÉ »

Une lettre du recteur de Rennes

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Yves Martin, recteur de Rennes, au sujet de l'article publié dans le Monde du 28 octobre sous le titre « Un appartement contesté ».

Chacun sait à Rennes comme à Caen, où j'ai vécu respectivement dix-neuf et douze années, que, fils de fonctionnaires modestes, je n'ai aucun goût personnel pour le faste ou les honneurs. Les repas officiels auxquels mes fonctions m'obligent ont toujours été préparés par les personnels dévoués du CROUS pour aller l'économie à la dignité. Mon appartement de fonction actuel (en réalité, il s'agit d'un bureau de travail, de deux pièces réception et de quatre petits bureaux aménagés en chambres) présente un double inconvénient. Il expose ma famille à des situations pénibles voire dangereuses, qu'en suis persuadé, ne laissent pas d'être, à l'occasion, l'objet d'attaques de la part de la presse locale et nationale.

Le transfert de mon appartement vers l'hôtel du rectorat est une opération subsidiaire peu coûteuse, puisque aucun travail de gros œuvre n'est à prévoir, la structure étant déjà celle d'un appartement ancien.

Dans ces conditions, je ne puis que regretter que des personnels qui prétendent servir l'éducation nationale engagent vis-à-vis de moi un procès d'intention, sans avoir cherché le moins du monde à vérifier leurs dires. Les blâmes et calomnies de dissipation des deniers publics et de « démantèlement des services de l'inspection académique ».

RELIGION

Les états généraux de l'Eglise italienne s'ouvrent à Rome

Rome. — Mille cinq cents délégués représentant les évêques, les prêtres, les laïcs d'Italie se réunissent à Rome du 30 octobre au 4 novembre pour une « rencontre ecclésiale » sans précédent sur le thème : « Évangélisation et promotion humaine ». Cette assemblée, qui est préparée depuis trois ans, n'équivaut pas à un concile national et on n'attend d'ailleurs aucune décision (« le Monde »).

des 10 et 11 octobre). Elle a pour but de favoriser « un courageux examen de conscience » des catholiques italiens et « un moyen plus conscient et plus authentique de vivre la foi en pleine communion avec les évêques ». Ce sera aussi une photographie — incomplète, mais significative — d'un catholicisme en plein changement qui traverse, malgré ses particularités, la même crise que dans les autres pays européens.

De notre correspondant

Si elle n'avait pas été décidée il y a trois ans, la « rencontre ecclésiale » ne serait sans doute pas convoquée aujourd'hui. Il s'agit d'un événement qui a été décidé en 1973 (échec du référendum sur le divorce, présence des catholiques sur les listes électorales communales, poussées de la gauche et débat sur l'avortement) pour que des états généraux ne risquent de se transformer en forum contestataire, sinon en tribunal. Peu esclave à recommander l'expérience de la rencontre décennale sur « les maux de Rome » (février 1974), qui avait eu des accents polémiques imprévus, l'épiscopat a pris cette fois ses précautions. Qui peut garantir, cependant, la docilité d'une assemblée de mille cinq cents membres qui compte 60 % de laïcs ?

On prête déjà à l'un des trois rapporteurs officiels, M. Giuseppe de Rita, directeur d'un centre de recherches sociales, l'intention de présenter un texte provocant. Interviewé par l'hebdomadaire Famiglia Cristiana, il a déclaré : « La rencontre du 30 octobre est une expérience de la rencontre humaine, elle s'adresse à ceux qui travaillent dans la société pour la promotion humaine ; d'autre part, compte tenu de sa caractéristique ecclésiale, on n'y admet que ceux qui sont en communion avec leurs évêques... Pour ma part, je suis convaincu que, à propos de promotion humaine, il faut avoir une attitude de compagnons de route, non un rapport magistral : dans ce domaine, l'Eglise peut seulement chercher, non enseigner ».

réformateurs (5 %) et des conformistes (15 %). Ce sont ces derniers — chrétiens pratiquants fidèles aux orientations de la hiérarchie — qui seront, de loin, les mieux représentés à l'assemblée de Rome.

La diversité de la société n'empêche pas l'Eglise de s'adresser, en outre, à la jeunesse, à tous les Italiens. Ce « nivellement » de l'enseignement religieux et de la liturgie et de la réflexion est dénoncé dans une enquête officielle (1). On y apprend que les catholiques restent encore étrangers à la manière dont l'Eglise conçoit désormais l'évangélisation. « Un effort qualitatif est nécessaire », lit-on. Il faut passer d'une pastorale encore élitiste à une pastorale qui soit ouverte à tous les pratiquants et à la première place les non-pratiquants et les non-croyants. De même, il conviendrait de concevoir « l'évangélisation non comme une transmission de vérité, mais comme l'incarnation de l'évangile dans la réalité historique contemporaine ».

Cette réalité ne peut être absente de la rencontre de Rome. L'Eglise italienne est très attentive — « obsédée », disent ceux qui la critiquent — par l'évolution politique de la société. Trois thèmes d'actualité l'y encouragent : la participation croissante des communistes au pouvoir, la présentation de huit propositions de loi sur l'avortement, et la prochaine discussion parlementaire sur la révision du concordat.

Dans tous ces événements, l'Eglise pèse d'un certain poids. Cela n'empêche pas la société italienne de se « séculariser » comme ses voisines. Plus visible qu'en France, inscrite encore dans de nombreuses institutions, le christianisme ne peut être qualifié de minoritaire. Mais malgré les apparences, il compte peu dans les centres urbains. La culture italienne est de plus en plus laïque, même si elle reste intimement imprégnée de christianisme.

Le mouvement Communione e Liberazione, qui a le vent en poupe (le Monde du 17 mars), tente de lutter contre cette baisse d'influence. Il existe, selon lui, un « esprit populaire chrétien » qui mûrit de souffrance au même titre qu'un « esprit populaire marxiste ». L'Eglise hiérarchique a commencé par se méfier de ce courant « intégraliste », qui lui échappait. Elle le critique de moins en moins et on peut penser que Communione e Liberazione, qui réveille un vieux patriotisme des catholiques, jouera un rôle important à l'assemblée de Rome.

ROBERT SOLÉ.

(1) « Evangelizzazione e Sacramenti », conférence épiscopale italienne, juin 1975.

DÉFENSE

Dans les Hautes-Pyrénées

POPULATION ET MILITAIRES EN MANŒUVRES ONT COLLABORÉ A LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT

(De notre envoyé spécial.)

Tarbes. — C'est une « grande première » que les chasseurs de la 27^e division d'infanterie alpine de Grenoble viennent d'effectuer dans les Hautes-Pyrénées, aux alentours du pic du Midi de Bigorre, avec des éléments de la 11^e division parachutiste de Pau et de la 15^e division d'infanterie de Limoges, pendant trois jours, dans une couche de 80 centimètres de neige fraîche, qui recouvrait la totalité du massif.

Baptisés DIVEX-76, ces manœuvres, que commandait le général de brigade Jeannot Lacaze, étaient destinées à tester les unités et le matériel militaire par des moyens mécanisés ou héliportés en haute montagne, dans de dures conditions climatiques, et à connaître la capacité de liaison entre la gendarmerie nationale et une grande unité, ainsi que l'aptitude de la délégation militaire des Hautes-Pyrénées et du centre de renseignements départementaux de gendarmerie (organismes préfectoraux), à résoudre les problèmes posés dans le département par l'état d'urgence, en cas d'agression. Dans ce but, les manœuvres ont demandé à leurs administrés de jouer le jeu et d'apporter les renseignements à la moindre apparition d'éléments de la 27^e division. Les populations ont joué le jeu, et chaque passage était signalé un quart d'heure après. — L. P.

LES UNIFORMES REFLEURISSENT...

Le ministre de la défense a donné l'ordre, récemment, aux cadres militaires de recréer les uniformes pendant les heures de service et cette coutume, transmise par le chef d'état-major des armées et les chefs d'état-major de chacune des trois armées — terre, air et marine, — est appliquée à Paris et dans la 1^{re} région militaire.

En particulier, les officiers et sous-officiers qui travaillent à l'administration centrale, au ministère de la défense et à l'Ecole militaire, ont été invités à revenir à la tenue militaire, alors que, depuis de nombreuses années, ils avaient pris l'habitude d'assurer leurs fonctions en vêtements civils.

A première vue, les intéressés ont apprécié cette décision dans la mesure où, disent certains des cadres interrogés, le port de l'uniforme permet, lors des prises de contact, de savoir immédiatement à qui chacun a affaire. Durant le 18 mars dernier, au domicile d'un adjudant-chef de l'armée de terre, à Brétigny-sur-Orge (Essonne), le président de la République avait eu l'occasion de rencontrer, au cours de son séjour, un militaire d'active était toujours en tenue.

Depuis, les propos de M. Giscard d'Estaing ont été entendus presque, dès la rentrée scolaire, par un nombre, M. Bourges a voulu que les uniformes refléussent à Paris.

commande. La volonté du créateur des forces navales françaises libres a été révélée vendredi 29 octobre, à l'issue de ses obsèques, qui ont été célébrées à l'église Saint-Louis des Invalides à Paris, en présence de M. Raymond Barre, premier ministre.

SOCIÉTÉ

UN ÉTABLISSEMENT POUR ADOLESCENTS ÉDUCATIFS INADAPTÉS EST ÉVACUÉ

Les soixante pensionnaires d'un établissement pour adolescents présentant des troubles du comportement, le centre Charles-Fégy, de Meslay-le-Vidame, près de Chartres, ont dû évacuer les lieux hier, au cours de la nuit du 25 au 26 octobre, à destination d'un camp de vacances situé en Corse.

Cette « méthode originale » — ainsi s'exprime M. Nivet, directeur de l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, dont dépend le centre — a été utilisée pour évaluer les progrès des adolescents mis en cause estimant pour leur part que le conflit, d'ordre pédagogique, est venu du refus réitéré des directions successives (un directeur intermédiaire dirige le centre depuis le départ, en juillet dernier, du directeur en titre) de modifier des conceptions

éducatives qu'ils jugent autoritaires à l'excès.

La signature, en mars 1975, d'un protocole d'accord après une grève de six semaines avait momentanément mis fin au conflit. Mais celui-ci devait reprendre un peu plus tard.

Mais les responsables de l'association s'alarmèrent en apprenant que les éducateurs avaient remis au journal local l'Echo républicain un texte critiquant leurs méthodes et mettant en cause leurs conceptions. Ils décidèrent alors de précipiter le départ des adolescents, initialement prévus pour le 26 octobre. Les éducateurs prirent connaissance du fait en se rendant, mardi matin 26 octobre, à leur travail. En rentrant chez eux, quatre éducateurs — appartenant à la C.F.D.T. — apprenant qu'une procédure de licenciement était engagée contre eux, et un cinquième, présent dans l'établissement depuis moins d'un an, qu'il était immédiatement licencié « pour faute grave ».

Dans le Nord

GRÈVE SCOLAIRE DANS UN ÉTABLISSEMENT POUR HANDICAPÉS VISUELS

(De notre correspondant.)

Lille. — À l'Ecole nationale de perfectionnement de Loos-les-Lille, qui accueille des enfants handicapés visuels du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Alsace, de la Somme et des Ardennes (le Monde du 6 mai), les parents des élèves internes ont décidé de boycotter les cours. Le mouvement, déclenché le 18 octobre, est suivi massivement.

Le transport hebdomadaire des cent trente enfants pensionnaires était jusqu'alors financé en partie par certains départements, le reste étant à la charge des parents. Depuis le 18 octobre, le transport s'effectue entièrement aux frais des familles. Si la loi fait « obligation à l'Etat de supporter les frais de transport des enfants handicapés vers les établissements scolaires », un décret d'application en date du 29 juillet 1976 limite cette obligation aux seuls handicapés profonds. Les aveugles et les amblyopes se trouvent donc exclus du bénéfice de la loi.

Une première intervention auprès du ministre de l'éducation est restée sans réponse. Selon l'association des parents, un grand nombre de familles modestes ne peuvent supporter la charge supplémentaire qui leur est ainsi imposée. — G. S.

DIX COMMISSIONS A HUIS CLOS

Des absents de poids

Les grands absents de cette « rencontre ecclésiale » seront les catholiques du Dissens. Dans l'auditorium de l'Eur, le nouveau quartier administratif de Rome, on ne verra ni les chrétiens pour le socialisme, ni les membres des communautés de base, ni le groupe florentin Testimonianza, ni les laïcs écologistes, comme M. Pietro Pratesi, Mario Gargini et Ranieri La Valle, qui s'étaient présentés sur les listes communistes aux dernières élections. « Ils se sont auto-exclus de l'assemblée », remarque-t-on dans les milieux officiels, puisque la condition était de « se sentir en communion avec l'Eglise hiérarchique ». Cela n'empêche pas quelques groupes contestataires d'avoir participé aux travaux de préparation, fût-ce par des écrits critiques. On notera, au contraire, la présence active de plusieurs animateurs de la Ligue démocratique. Il s'agit de personnalités en vue, syndicalistes, hommes politiques, journalistes — issues pour la plupart de la démocratie chrétienne et qui avaient voté « non » au référendum sur le divorce.

Le thème de la rencontre : « Évangélisation et promotion humaine », suscite lui-même des

La rencontre de Rome est présidée par le cardinal Antonio Poma, archevêque de Bologne et président de la conférence épiscopale italienne. Elle compte trois vice-présidents : Mgr Luigi Mavarna, secrétaire général de l'épiscopat ; M. Giuseppe Lazzari, recteur de l'université catholique de Milan, et le Père Bartolomeo Sorge, jésuite, directeur de la revue « Civita Cattolica ».

Après avoir entendu plusieurs rapports, les participants doivent se répartir en dix commissions. Elles travailleront à huis clos — « pour respecter au maximum la liberté des intervenants » — autour des thèmes suivants : le monde du travail, la culture, les nouvelles formes de participation sociale, la liturgie et la catéchèse, les mariages, la famille, le rôle de la femme, l'engagement politique et le marxisme.

Plusieurs moments de prière sont prévus au cours de la rencontre. Le plus solennel aura lieu le dimanche 31 octobre à la basilique Saint-Pierre, où le pape présidera une célébration.

LA PENSÉE UNIVERSELLE

romans

Jean-François GROSS
« LES LÉZARDS BLEUS »
La quête initiatique d'un humain déshérité
 150 pages, 22,50 F
 Amadou-Mactar N'DONGO
« MASQUE VIVANT »
Interrogation d'un Africain sur le sens de l'existence
 120 pages, 23,00 F
 OMO YA EKE
« LA PRISON SOUS LE SLIP D'EBELA »
Les pièges de l'amour en Afrique
 224 pages, 30 F
 Guy GEDDA
« L'ENFANT DU MISTRAL »
L'âme d'un village provençal
 224 pages, 30 F
 Jacques MERANNE
« LES NAUFRAGES DE DIEU »
Une adolescente perdue dans un torrent de passions
 152 pages, 20,50 F
 Norbert CALDERARO
« LES CONTES DE NICOLAS »
De grands voyages au pays de l'imagination
 86 pages, 21,40 F
 Emile PENA
« LA PREMIÈRE ÉTINCELLE »
Voyage parmi les hommes des cavernes
 120 pages, 23,00 F
 René MERLAND
« RAPT À LA BOURBOULE »
Meurtre et chantage dans une aimable ville d'eau
 180 pages, 26,50 F
 TERSEUR
« FARCE »
Amours maudites et calculs sordides : une tragédie moderne
 152 pages, 21,50 F
 France de VESQUEZ
« HUMOUR ET VIE »
Relation joyeuse de scènes authentiques de la banalité quotidienne
 120 pages, 23,00 F
 Jean-Claude LE GOFF
« KALYMNOS »
Entre la vie sur un bateau et la vie à Paris, les raisons d'une rupture
 64 pages, 19,50 F
 K. GHATTAS
« MYSTIFICATION À BEYROUTH »
Un monstrueux puzzle dans la ville ensablée
 120 pages, 23,00 F
 Marie-Claude GIL
« AU PLURIEL DE L'AUTRE »
La recherche fébrile d'un Art de tant bien que mal vivre
 224 pages, 30 F
 Noël MAUCLAIRE
« UNE TELLE AUDACE »
Une période troublée dans la vie des Français : 1940-1945
 120 pages, 23,00 F
 Colette DELREZ
« MONSIEUR ET MADAME VOYAGEURS DE COMMERCE »
Une leçon de philosophie... et d'humour
 152 pages, 21,50 F

Pierre-Albert MURTEL
« UN COIN SANS FLICS »
Le cri de révolte d'un écrivain guyanais
 190 pages, 27,50 F
 GIVANE
« ZAÏDA »
Contes, Récits et Récits
 64 pages, 18,50 F
 Claude GRANDJEAN
« L'OPPIDUM »
Une jeunesse précipitée dans les recoins de l'Histoire
 120 pages, 22,50 F
 Roger SARDIERE
« L'HOMO ABOMINATUS »
Une verve rabelaisienne pour huit nouvelles sur notre civilisation
 150 pages, 25,00 F
 A.-Jean PROUTIER
« INSPECTEUR MERVILLE »
Le dernier mot reste au policier
 Un « classique » rondement mené
 250 pages, 32,10 F
 LARRARTE
« LA CROISIÈRE DE L'ÉTOIRI »
Le voyage étonnant d'un bateau de pêche, et la vie des artisans de la mer
 180 pages, 25,00 F
 Marcel MARTINELLI
« LA LONGUE QUÊTE »
Une observation aiguë mais tendresse des choses et des êtres
 180 pages, 25,00 F
 José DEJEAN-CAZENEUVE
« LA CARAVANE ENCHANTEE »
Le récit heureux d'une randonnée en groupe à travers l'Espagne
 224 pages, 31,50 F
 Louis-Léonard NANEIX
« PÉLERINS DU MONT-GARGAN »
Un hymne à la province limousine d'avant la pollution
 250 pages, 34,50 F
 Gérard GEORGES
« CLAUDE SOGRÈGE »
La solitude de l'homme et sa quête perpétuelle du bonheur
 220 pages, 32,10 F
 Georges BERTLET
« L'ESCALACON »
Une fantaisie surréaliste sur le comportement humain
 160 pages, 25,00 F
 Florence LITRE
« LA PETITE CHINETOC »
La vie d'un quartier populaire à travers une gamine tôt mariée
 180 pages, 25,00 F
 René BOUGUIN-ROB
« L'ANE NÉ DE LA FEMME »
Lauréat de l'Académie française
 Un bilan de l'Année de la Femme : une satire savoureuse
 224 pages, 32,10 F
 Casimir CHINAUD
« L'AFFAIRE JEAN BONNEL »
Un « policier » particulièrement cruel, basé sur des faits authentiques
 120 pages, 23,00 F

Michel-André SARK
« LES GARÇONS ASSASSINÉS »
Par-delà l'homosexualité caricaturale : l'histoire d'un bel amour
 152 pages, 23,00 F
 Emile GINES
« FAUX DÉPART »
Le récit poignant de la faillite d'un jeune couple
 304 pages, 42,50 F
 Docteur Henri SENA
« NOUVELLES HISTOIRES JUDICIAIRES »
Rencontre malheureuse de la femme et du désir
 152 pages, 21,50 F
 Ethel DAVY
« AMOUR DE COSMONAUTE »
Une étudiante dans le Paris littéraire, artistique et politique
 160 pages, 25,00 F
 Vincent GRASSI
« AMOUR ET JUNGLE »
La lutte héroïque d'un grand blessé pour sa survie... et pour l'amour
 224 pages, 32,10 F
 Adrienne JUGLAS
« LA JOLIVIE »
Chroniques villageoises
 Un village du Périgord, au fil des années 1875-1900
 182 pages, 21,50 F
 H. DUPUY-GANTEAUME
« UN GRAIN DE CAFÉ »
Chronique de l'immuable
 Un drame à travers la ramure monotone
 304 pages, 32,10 F
 Katty OBRECHT
« VACANCES TOURMENTÉES »
Le don de déchiffrer des catastrophes
 96 pages, 21,40 F
 Jean-François DUTREY
« MÉTROPOLE »
Voyage onirique et poétique à travers les mondes obscurs
 96 pages, 21,40 F
 Jean-Michel BRAUN
« FANTAISIE EN SOL MINEUR »
Trois femmes marquées par un destin implacable
 192 pages, 27,50 F
 Claude ARCHIMBAUD
« ZOULETTE ET LES BARBES NOIRES »
L'éternel combat du Bien contre le Mal
 162 pages, 25,00 F
 Daniel TEULADE
« LES SENTIERS MAGIQUES »
La dure réalité de la vie dans un bidonville
 120 pages, 23,00 F

THÉÂTRE

Jean-Marc LCP
« LES OISEAUX NOS FRÈRES »
« PORTE-PLUMES »
 180 pages, 26,50 F

poètes du temps présent

Rodolphe ROLDAN-ROLDAN
« LES CHÊNES, LES CHÊNES... »
 120 pages, 23,00 F
 Mamadou LAMINE DIAWARA
« LES ÉLUCUBRATIONS SAUVAGES »
 112 pages, 16,10 F
 Danielle DIDSON
« COUP DE POING DANS LA CARROSSERIE »
 56 pages, 16,10 F
 Pierre SYLVESTRE
« LES COULEURS DE LA VIE »
 32 pages, 16,10 F
 Paule CSILLAG
« CANTILÈNE POUR LES OUBLIETTES »
suivi de « CLAIR-OBSCUR »
 96 pages, 19,30 F

Jean-Marc PASQUALET
« LA BEAUTÉ DU VIDE »
 240 pages, 32,10 F
 Suzanne MASMONTIEL
« MOISSON DE POÈMES »
 104 pages, 19,30 F
 Paul KUPELIAN
« MIROIRS D'AILLEURS »
Poèmes et chansons
 152 pages, 21,40 F
 Daniel WUNDERLICH
« PARADIS ORANGE »
 112 pages, 19,30 F
 Edouard CATAFAGO
« AU FIL DE L'INSPIRATION »
 160 pages, 26,50 F

Marie-Thérèse DELOR
« UN CRI »
 96 pages, 19,30 F
 Georges ANGÉLOTH
« AU JARDIN BLEU »
 122 pages, 26,50 F
 René HUGUET
« LE SABLIER »
 180 pages, 26,50 F
 Patrick AGARUTY
« JE »
 96 pages, 19,30 F
 Marie-Geneviève TUZET
« TEMPS PERDU »
 96 pages, 19,30 F
 LE THANH KHE
« AU FIL DE L'EAU »
 160 pages, 21,40 F

essais

Théodore-Camille PONTZEN
« PATHOLOGIE DE LA PAIX »
Une étude tendant à entrevoir des thérapeutiques nouvelles
 120 pages, 23,00 F
 Abbé Pierre VILLETTE
« LA SORCELLERIE ET SA RÉPRESSION DANS LE NORD DE LA FRANCE »
A partir de procès inédits, une tentative d'explication de ce phénomène
 256 pages, 42,50 F
 Guy BIGEARD
« QUIBUS AUXILIIS OU L'HÉRITAGE DE ROME »
Connaître le passé pour maîtriser le futur
 240 pages, 32,10 F
 Jean BODIN
« PIERRE ET CÉSAR »
Les tentatives d'unité européenne pendant l'ère chrétienne
 160 pages, 26,50 F
 René THOUVENOT
 Agrégé de l'Université
« PRÉCIS DE CARACTÉROLOGIE »
 Préface de Roger Marchielli
 Une somme, une synthèse et un instrument de travail
 254 pages, 32,10 F
 Julien VIGNOLI
« CONVERSATION AVEC TALLEYRAND »
Une conception de l'Histoire directe et dynamique
 64 pages, 19,30 F
 Jacques LEMAIRE
« LE COU DU CHIEN PELÉ »
Essai sur un nouveau régime de vie sociale
 224 pages, 30 F
 Noël EMILE-LAURENT
« HISTOIRE ÉTRANGE DE L'ART »
Une réflexion sur l'évolution de l'Histoire de l'Art en France
 272 pages, 37,50 F

Emile NEMOZ
« AU PIED DU CHÉNOUA »
Témoignage sur l'Algérie
 Un Pied-Noir se souvient et accuse
 194 pages, 27,50 F
 Etienne CANONNE
« PAS DE MOLLESSE DANS LE DÉSERT »
(Vo d'oe bas)
 L'équipe africaine d'un aventurier moderne
 154 pages, 20 F
 Yves COSNARD
« MON ENFANCE CHEZ LES HOMMES NOIRS »
Mémoires d'un Africain blanc
 224 pages, 30 F
 Jacques FORESTIER
« UN GOÛT EN ISRAËL »
Un document précieux d'après une expérience vécue
 224 pages, 32,10 F
 J.-C. SALEMI
« PÉLERINAGE À JÉRUSALEM »
Dans les pas de Jésus, en des lieux où souffle l'Esprit
 140 pages, 21,50 F
 Walter FROELICH
« CAP SUR ISRAËL »
Une plongée au milieu du Temple de la Bible
 120 pages, 25,70 F
 Emile DALLIERE
« LA TOUR DE BABEL »
Trois documents : la Tour de Babel, l'Arche de Noé, la Légende
 Pour une meilleure compréhension des Écritures
 224 pages, 26,50 F
 Evelyn SEGAUD
« CONFESSIONS D'UN ANCIEN TÉMOIN DE JÉHOVAH »
Un témoignage unique sur la vie interne de la secte
 222 pages, 32,10 F

Robert FUTE
« CES ENFANTS PRIS EN OTAGES »
La racket judiciaire
 Une dénonciation vigoureuse, à partir d'un cas exemplaire
 224 pages, 30 F
 Robert HUBDOS
« INTRODUCTION À UN HUMANISME SCIENTIFIQUE »
Bien au-delà du Petit Livre Rouge...
 64 pages, 20,40 F
 Elie TEYSSEDE
« MES RÉVÉLATIONS »
À la lumière de divines révélation
 176 pages, 30 F
 Nicole DELYA
« VOYANCES »
Le vrai visage d'une vraie voyante
 120 pages, 21,40 F
 Jean KECK
« CAP PLEIN SUD POUR L'AVENTURE »
L'amour de la mer et de la navigation à voile
 224 pages, 32,10 F
 Paul PREAU
« AU-DELÀ DU RACISME »
Réflexion sur l'immigration et ses problèmes
 96 pages, 21,40 F
 Michel RONDIER
« B COMME BONHEUR »
Les étapes successives de la route du bonheur
 48 pages, 17,20 F
 Marthe JANDUN
« LA REPASSEUSE »
Réflexion teintée d'optimisme sur la philosophie
 96 pages, 21,40 F

3 BIS, QUAI AUX FLEURS • PARIS-4^e • 325-85-44

Pour les libraires DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 7, rue des Carmes. — PARIS (5^e). — Tél. : 033-75-95 ou aux C.R.D.L. HACHETTE

كتاب الامل

Le Monde aujourd'hui

MASS-MEDIUM

L'ILE ET LE JARDIN

La camionnette bleue est entrée dans mon jardin. Il en est sorti câbles, spots, micros et caméras. Et ma maison, devenue soudain trop petite, comme enlevée par une formidable poussée audio-visuelle, s'est mise à déborder de lumière crue par toutes ses fenêtres, portes, fentes et autres ouvertures.

Que me voulaient-ils cette fois ? Qu'attendaient le mass-medium de l'homme-jardin que je suis ?

« L'île. C'est pour une émission TV sur la mer. Sur la mer et surtout sur les îles. Alors, n'est-ce pas, vendrez-vous les îles du Pacifique, ça vous connaît, non ? L'île, qu'est-ce que c'est, selon vous ?

— Euh... L'île ? Eh bien, voyons... l'île... c'est un espace de terre entouré d'eau de toutes parts. n'est-ce pas ?

— Un continent aussi, en somme.

— C'est ça, il faut trouver une différence entre l'île et le continent. La dimension, évidemment, mais il doit y avoir un meilleur critère. On pense généralement qu'une île subit l'influence climatique de la mer sur toute son étendue, tandis que le continent est assés pour échapper en partie à cette influence. Par exemple, l'Angleterre étant entièrement soumise à un climat océanique est une île, alors que l'Australie, dont le centre connaît un climat continental, est un continent.

Bon, bien, matériellement, cela ne va pas plus loin. Mais moralement ? Psychologiquement ? Mythologiquement ?

D'abord, n'est-ce pas, le cœur humain connaît deux sortes de

mouvements. La diastole et la systole. La diastole est un mouvement de dilatation, la systole un effort de contraction. Pas seulement le cœur physique, mais aussi le cœur moral, le cœur à l'ouvrage, le cœur sur la main. Tantôt, en effet, nous nous épanouissons, nous nous ouvrons les bras à l'inconnu, aux terres nouvelles, à l'aventure. Tantôt, au contraire, nous nous rassemblons, nous replions nos antennes, nous rappelons nos pseudopodes.

L'image de l'île répond à ce second mouvement. On se retire sur une île, évidemment déserte, pour fuir la foule et les bruits de la civilisation. Toutefois, l'île n'est pas le seul refuge possible de l'homme en voie de recroquevilllement. Il y en a d'autres. Par exemple, la Lune, si c'est un refuge ; la tour d'ivoire, si c'est un tertre. Candide, ayant beaucoup voyagé et essuyé nombre de mésaventures (diastole), décide d'en finir avec toute cette agitation et de cultiver son jardin (systole). Il veut entretenir un contact rassurant avec la glèbe et son tapis végétal. Mais ce contact, ne l'aurait-il pas trouvé aussi sur une île ? Quelle différence y a-t-il entre l'homme-jardin et l'homme-île ?

Le jardin est clos de murs. L'île est cernée par la mer. Comme nous l'indiquions, l'île est balayée de bout en bout par le souffle océan. Elle relève du domaine marin. Or, si la terre est mémoire, altération, tourment infligé par le temps, la mer au contraire offre aux intempéries une surface élastique insaisissable, inaltérable. La mer ne sait pas vieillir. Un rocher nous raconte sa propre histoire, une histoire millénaire, de ses usures, de ses aspérités, de ses usures. La vague est jeune comme au premier jour du monde.

L'île obéissant à l'injonction marine tend vers l'éternel. Le climat océanique comme les contrastes entre les mois, note les saisons dans une continuité indifférenciée. C'est là sans doute que l'île se distingue le plus nettement du jardin. Il n'y a de vrai jardin qu'entraîné dans la ronde des saisons. Au jardin en fleur succède le jardin fruitier, puis il se couvre de rousseurs de l'automne, et l'un de ses plus purs avatars est le jardin-sous-la-neige.

Rien de tel pour l'île. A la limite, l'île ne connaît qu'une seule saison. Bien entendu la « belle » saison. Un ciel imperturbablement céleste dans lequel des cocotiers bercent leurs palmes sous la caresse d'une brise rafraîchissante.

L'homme suit cette double pente. L'homme-jardin vieillit bien. Il prend de la bouteille et augmente en sagesse. Mais enfin il vieillit, et le climatère est encore une sorte de jardin.

L'homme-île jouit d'une jeunesse éternelle. Qui donc aurait la force mauvaise d'imaginer une vaine vieillesse. Éternelle et radieuse ? La femme-île reste éternellement fraîche et désirable. C'est pourquoi les films publicitaires à la gloire des onguents, crèmes et autres baïnes moussantes se situent si souvent sur la plage d'une île du Pacifique.

Et pour parfaire le portrait de l'île, il faut ajouter l'innocence. Le jardin pose toujours l'alternance

FRANGLAIS

« Comment ça va ? »

La petite phrase, exaspérante, vous martèle le crâne dès l'aéroport. « Comment allez-vous ? » ou « Comment ça va aujourd'hui ? », demande l'employé de la Gar, avec la lenteur intemporelle, l'île confère la gratuité, l'imprévoyance de l'avenir et l'oubli du passé, la spontanéité heureuse et animale.

Clap de fin. Coupez ! Soulagés ! Toutes les lumières s'éteignent. Nous nous retrouvons dans le crépuscule mouillé de l'automne. On démonte les caméras, les spots, les micros. Les câbles s'enroulent sur des treuils. L'île dort s'enlève à tire d'aile dans le ciel gris.

« Alors, M. Massmedium, ai-je dit ce qu'il fallait ?

— Bien, mais il y a une minute quarante-cinq de trop. On coupera au montage. D'ailleurs, il y avait des longueurs par-ci par-là. »

La camionnette bleue est repartie.

Resté seul je me raconte une histoire. Robinson Crusoe devenu vieux s'ennuie entre son épouse et ses petits-enfants. Va-t-il se laisser mourir en milieu de tous ces gens médiocres qui ignorent le secret ensoleillé de sa belle aventure ?

Un jour, il n'y tient plus. Il frète un navire, et il repart. Il veut retourner dans son île.

Des années passent. Et à leur grande surprise, ses condotyens le voient revenir. Cassé, ruiné, éperdu. L'île ? Introuvable ! Il l'a cherchée avec l'énergie du désespoir. Rien. Disparue.

Disparue, comme ses cheveux, ses dents, son bel appétit. Disparue comme sa jeunesse.

MICHEL TOURNIER.
de l'Académie Goncourt.

« Hey ! Chausson aux pommes ! » (honey pie). A La Nouvelle-Orléans, matrone noire à la voix grave : « Que voulez-vous, sweetie (ou sweet) ? » (sucer, ou bonbon), ou simplement « baby ». A San-Francisco, où tout est un peu plus « far out » (poussé, osé, « wild » en un mot), ce serait : « Hey birdie ! » (de bird, oiseau). A ranger également parmi les aménités de la vie américaine, la surprise que vous réserve la téléphoniste (dans une grande ville, à Wichita (Kansas), c'est peu probable) en vous passant une communication : « Merci, chéri ! »

Le « comment ça va ? » atteint son maximum de virulence le matin. Supposez que votre chambre soit au vingt-cinquième étage. L'ascenseur contient aisément quinze personnes. Quand vous y entrez, il y a déjà un monsieur et une dame, venus du vingt-huitième ou de Dieu sait où. Sourires, clic-clac. « Comment allez-vous aujourd'hui ? ». Le truc : surtout, ne vous étendez pas sur vos états de santé, répondez de la même façon : « Hello, comment ça va ? ». Sourires, clic-clac, vous avez la paix pour quelques instants. Au fur et à mesure de la descente vous pouvez laisser la direction des opérations aux vieux routiers. Chaque ouverture de porte déclenchera un échange de « Comment ça va ? » extasiés, totalement déprimants. Si le rythme est suffisamment rapide, l'ascenseur déversera au rez-de-chaussée une pleine cargaison de sourires. Attention aux hommes d'affaires du type « Jawa » (mécholons ou « dents de la mer », des requins quoi.) En une vingtaine d'étages, sans la protection écologique du « Comment ça va ? » qui révèle alors sa vraie nature, leur regard d'acier suffit à faire descendre la température d'un ascenseur tout près du zéro absolu.

Une fois sorti de l'hôtel, vous pouvez respirer : on n'adresse pas la parole à un inconnu dans la rue. Méfiez-vous cependant des chauffeurs de taxis. Dans une mégapole de l'Est, aucun problème. « Alors, mon pote, tu sais où tu veux aller ? On n'a pas toute la journée ! » Mais dans une petite ville du Middle-West ou du Sud, il y a des pères tranquilles qui se tournent vers vous sans prévenir et : « Comment ça va aujourd'hui ? » Louez une voiture.

ALAIN-MARIE CARRON.

Au fil de la semaine

« VIVRE notre histoire » : c'est le titre d'un livre-entretien qui vient de paraître, consacré à un des maîtres de l'histoire contemporaine en France, M. René Rémon (1). Il y expose notamment qu'il est désormais inutile, et même parfois dommageable, d'attendre, comme c'était autrefois la règle, qu'un long délai se soit écoulé, un demi-siècle au moins, avant d'écrire l'histoire. Comme il a raison !

La Résistance : 1940-1944. Trente-six ans depuis qu'elle naquit de la défaite, trente-deux depuis qu'elle a pris fin avec la libération. Les livres de toutes sortes qui lui ont été consacrés composent une imposante bibliothèque ; et déjà les plus récents ont pour auteurs des historiens trop jeunes pour avoir vécu l'époque qu'ils étudient, ainsi que le soulignent récemment Jean-Marc Théolayre (2). Parmi tous ces récits, témoignages, histoires, beaucoup apportent des faits nouveaux, d'intéressants éclaircissements, d'utiles synthèses. Bien peu cependant parviennent à restituer, par-delà les événements, le climat de ces années étranges. Tout d'abord l'histoire officielle construit un monument ordonné et logique là où il n'y a eu en réalité qu'improvisation et précipitation ; tout d'abord c'est la chanson de geste des héros ; tout d'abord, au contraire, on ne trouve qu'un échec embrouillé de déraillantes petites comètes où ne manquent ni les aventuriers ni, à l'occasion, les traitres.

Or la Résistance, c'était tout cela, mais bien autre chose encore. Il n'y avait pas une Résistance, mais dix, vingt, cent, vécues de mille façons par ceux qui en prirent leur part, et il y a donc mille façons de l'écrire. Où trouver l'essentiel, c'est-à-dire la vie et les hommes tels qu'ils furent, qu'ils ont combattus et qu'ils sont morts ? Dans des œuvres d'écrivains comme « Drole de guerre » de Roger Vailland, « Sept fois sept jours » d'Emmanuel d'Astier, dans quelques récits d'acteurs importants, par exemple Henry Frenay, Claude Bourdet, dans la petite collection d'une foule d'épisodes considérables ou minuscules telle que « L'histoire de la Résistance en France » d'Henri Nogues et Marcel Degliame-Fouché... Presque toujours, on la voit, il s'agit d'ouvrages dont les auteurs font métier d'écrire. Les autres, les humbles, les sans-grade, n'ont pas laissé leur témoignage, ou alors de seconde main, et bien souvent orienté, inspiré, sollicité. Voici pourtant que l'un d'eux, un résistant d'« en bas », Roger Pannéquin, verse au dossier ses souvenirs (3).

En mai 1940, Roger Pannéquin est un gosse des corons, fils d'un ouvrier socialiste de la mine, poussé de bourses en concours vers l'école normale d'instituteurs dont il vient tout juste de sortir. Il a vingt ans. Appelé sous les drapeaux, il s'efforce de rejoindre son corps au milieu de l'invasion et de l'exode, est fait prisonnier, s'évade, retrouve la Nord déclarée zone interdite et rattachée à la Belgique. Personne n'a entendu l'appel du 18 juin. La Résistance, nul ne sait ce que c'est. Et pourtant, tandis que quelques-uns se mettent au service de l'occupant, la plupart d'opposent spontanément, viscéralement, à lui. On collecte les armes et les munitions ramassées pendant la débâcle par les paysans, on se livre à des provocations dérisoires, mais qui pourraient être mortelles : croquer sur les affiches allemandes, chercher querelle aux soldats à croix gammée, hisser un drapeau rouge sur une cité...

Mais voilà la première affiche signée du « commandant militaire de la Belgique et du nord de la France », le général Von Falkenhausen. Elle annonce que Blanche Joséphine Paugon a été condamnée à mort par le tribunal de la Feldkommandantur d'Arras le 17 septembre de l'année allemande. Très vite, ce sont les premiers attentats contre les dépôts de matériel de la Wehrmacht, les premiers sabotages, les premiers tracts et journaux clandestins, enfin, en mai-juin 1941, la grave des mineurs et la brutale répression. Des hommes seuls et simples décident, pour leur propre compte, que l'heure des civils est venue puisque les militaires ont jeté les armes. Ce ne sont pas des héros, ils sont imprudents et peu organisés. Ils n'obéissent pas à des consignes, ne reçoivent d'instructions de personne, ne sont ni encadrés, ni instruits, ni hiérarchisés. Plus tard, ils apprendront qu'il existait des organisations qui prétendent leur avoir donné des ordres, que certains assurent en être les chefs,

LES DERNIERS TÉMOINS

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

que des partis les encadraient et portaient en leur nom, que des états-majors distribuèrent des galons et des médailles. Mais, pour l'instant, et pour longtemps encore, ils ignorent tout cela et d'ailleurs ils s'en moquent : ils agissent, ils se battent, et c'est tout.

Roger Pannéquin est l'un d'eux. Nous ne retracerons pas ici son itinéraire politique qui devait le conduire du socialisme, via l'espérance de révolution, au communisme, pour lequel il militera la paix revenue jusqu'à ce qu'il soit chassé, quelques années plus tard, des rangs du parti. Et il n'est pas davantage question de relater ici toutes ses aventures. Qu'on sache seulement qu'arrêté en mai 1942, torturé, détenu devant la fameuse « section spéciale » de la cour de pout et condamné à quatre ans de travaux forcés, il passa d'abord trois mois dans les otages détenus pour payer de leur vie, en représailles, les attentats commis contre l'armée allemande. Il a dû signer une « feuille d'otage » reconnaissant avoir participé à des « entreprises terroristes » et, chaque matin, il s'attend à être fusillé. Après trois mois, il est transféré en Belgique à la forteresse de Huy, entre Namur et Liège : nouvelle « feuille d'otage », strafkommando (groupe de punition) que l'on menace sans cesse de transformer en vertigungskommando (commando d'extermination).

La faim, le froid, la violence. Il essaie de s'évader, est dénoncé, se retrouve au cachot. La seconde tentative, en juin 1943, réussit. Va-t-il se cacher, en se disant qu'il en a assez fait, ou moins cherché de réguler ? Pas du tout. Il revient dans la Nord, retrouve sa place au combat et, de nouveau, prend tous les risques. En mai 1944, il est repris et, malgré les faux papiers, identifié par le même inspecteur de police qui l'a interrogé deux ans plus tôt. Et c'est à nouveau l'enfermement : les interrogatoires, la torture, la prison de Douai. Cette fois, il est délégué, au cours d'un transfert sous la garde de soldats allemands, par un groupe de F.T.P. déguisés en policiers. Et, sans soupçonner des officiers qui promettent une grosse rançon pour sa capture, il retourne pour la troisième fois à la clandestinité armée afin de participer à la dernière bataille.

La libération, au milieu de héros dont l'uniforme sent la naphthalène et qui, couverts de gloire et d'honneurs, se distribuent les grades, se décorent mutuellement et se partagent les places, il se sent très seul, avec ses vêtements rapiécés et quelques francs en poche. Tant de ses camarades sont morts, tant d'espérances se sont envolées et, à vingt-quatre ans, il a déjà tant vécu.

Quand il veut régulariser son adhésion au P.C., donnée dans la clandestinité en 1941, il se retrouve devant un bureaucrate qui, six mois plus tôt, lui avait refusé toute aide par peur de se compromettre avec la Résistance. Alors, tranquillement, il l'arrache à son fauteuil, le fait sauter et le jette par la fenêtre.

Il ne lui restera que ses souvenirs, des souvenirs dont le fils d'un de ses camarades de combat dira vingt ans plus tard : « Ils se retrouvaient pour se raconter que, quand ils ont fait les cons, c'était ensemble. »

Ce qui fait tout le prix de ce récit, c'est d'abord qu'il donne un aspect tout ordinaire à des aventures pourtant extraordinaires. C'est ensuite l'évidente franchise, la simplicité directe du témoignage. Roger Pannéquin n'a rien à démontrer, il ne pose jamais un héros, il ne déguise et ne nuance pas les jugements qu'il porte sur ceux qu'il a rencontrés, résistants ou policiers, militants ou dénonciateurs, futurs grands personnages ou humbles combattants. Quant il a fallu tuer, il l'a fait, et quand il a eu peur, il le dit. Un souffle passe, la fureur de vivre et l'acceptation de la mort, mais sans luttas, dans la joie et la fraternité du combat. A un rang modeste, mais dans la première vague d'assaut, celle que fouche impitoyablement le feu ennemi, la Résistance, pour lui, c'était comme ça. Trente-six ans après, ils ne sont pas nombreux à pouvoir, comme lui, le raconter ainsi. Il est, dans son genre, l'un des derniers témoins.

(1) René Rémon, *Vivre notre histoire. Entretiens avec Aimé Scard*, Le Livre de Poche, 385 p., 16 F. Le Monde rendra compte prochainement de cet ouvrage.
(2) Dans « Le Monde des livres » du 22 octobre, à propos de *La Résistance, chronique illustrée*, d'Alain Guillemin.
(3) Roger Pannéquin, *Avant et après la libération*, 385 p., 47 F.

ANGOISSE

Je n'ai plus de classe

Avant-dix ans, ingénieur, je gagnais, si j'en crois les revues spécialisées, autant qu'un ingénieur de trente-deux ans. Je n'avais pas la mauvaise foi de me considérer comme faisant partie de la classe dévalorisée ni l'indigence d'esprit de me voir dans la classe formée. Je me situais tout naturellement dans la classe moyenne, et cela ne me posait en fait guère de problèmes.

Jusqu'à l'impression que l'amendement proposé à l'Assemblée nationale par M. Marene et approuvé par la majorité des représentants du peuple m'a, je l'avoue, profondément perturbé. A l'en croire, exécuter ou imposer les avions de tourisme de plus de 100 chevaux, les avions de plaisance, les chevaux de selle, les droits de golf et de chasse, porteraient d'urgence préjudice aux classes moyennes qu'on classe les plus formées. Où sont donc mes chevaux de selle ? Et mon avion de plus de 100 chevaux (ou même moins).

Vous penserez : avions, chevaux, navires, ne sont que vils objets matériels indignes de créer la perturbation dans un esprit bien exercé d'ingénieur moyen. Je l'admets, et ce n'est d'ailleurs pas tellement la raison de mon anxiété. Je m'active plus à me situer. Si, malgré le vote de cet amendement, je continue d'appartenir aux classes moyennes, je dois être une véritable cigale. Mes 100 000 ou 110 000 francs annuels me servent tout juste à acquiescer un appartement décent dans la proche banlieue. Je devrais pouvoir, comme ceux de ma classe, faire des économies, ne sentir que pour m'acheter un petit, un tout petit cheval de selle. Mais si je ne dilapide point (et je n'ai pas l'impression de le faire), c'est donc que je n'appartiens pas aux classes moyennes.

Subsiste donc formé ? Mes deux costumes anciens, ma petite chemise blanche, ma petite voiture, et ma banlieue bruyante tous les matins à 7 heures précises se refusent à l'admettre.

Dévalorisé ? Ma chaise hi-fi, mon appareil photo reflex, ma petite voiture, ma chemise blanche, et même ma banlieue se refusent tout autant à l'admettre.

Je suis perdu. Je n'ai plus de classe.

M. S. SAUPHANOR.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

VEČERNJE NOVOSTI

Un tombeau pour le directeur

Le quotidien du soir de Belgrade VEČERNJE NOVOSTI raconte cette histoire :

« Dorđe Matković était directeur d'une entreprise communale de Tchatchak, en Serbie centrale. Avant son départ à la retraite, le conseil ouvrier avait décidé de lui faire un cadeau. Matković suggéra une pierre tombale. La suggestion fut acceptée à l'unanimité, et les ouvriers de l'entreprise s'attélèrent immédiatement à la tâche. Pendant la durée des travaux, Matković passait de temps en temps au cimetière et leur apportait, selon la coutume, un peu de viande rôtie et des boissons. »

« Pourquoi avez-vous accepté un tel cadeau ? », a demandé un journaliste du VEČERNJE NOVOSTI à Matković. « J'ai des enfants qui terminent leurs études. J'ai répondu celui-ci. Je n'ai pas de problèmes financiers. Il n'y avait que cette pierre tombale qui me manquait. »

« Les mauvaises langues racontent maintenant en ville que nos directeurs ne cèdent leur fauteuil qu'en échange d'un cadeau précieux. Mais Matković conserve son sang-froid. Les ouvriers, dit-il, on fait des heures supplémentaires pour terminer les travaux le plus tôt possible. Ils les ont faites de leur plein gré. Ils ont voulu m'offrir un très beau monument. Moi, je n'avais besoin que d'un monument ordinaire. »

AKTUELT

La reine et le social-démocrate

« Est-ce que Kjeld Olesen, le jeune vice-président du parti social-démocrate danois, a réellement baisé la main de la reine d'Espagne ? », se demande le quotidien social-démocrate AKTUELT.

« Si nous nous référons à notre confrère jullandais le Jyllands-Posten, cet événement se serait produit à l'occasion du congrès de l'Union interparlementaire européenne à tenu récemment à Madrid. Et ce spectacle aurait été littéralement sublime ! Seulement... Kjeld ne s'être conduit de cette façon, et nous le croyons volontiers. Certes, il n'aurait aucunement à rougir de ce geste salé. Sophie est une charmante fille, et puis elle s'est bien lavé la main droite depuis que Franco l'a touchée pour la dernière fois. »

« Mais voilà... Kjeld nous a dit : « Je ne pratique jamais la baise-main, car il n'est pas de regarder ou fond des yeux la femme que l'on salue de cette manière. »

« Un pareil argument, avancé par un charmeur qui a l'air de ne rien ignorer des armes de la séduction, nous a semblé assez percutant, conclut Aktuel, pour que nous ne donnions pas cher des prétendues observations que nos collègues de prophètes affirment avoir faites par le truchement de la télévision espagnole. »

Shopping en Concorde

Les Anglais ont du pétrole, mais ils ont aussi des idées : « Néron aurait aimé cela ! », écrit l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE. Selon le quotidien américain, « les British Airways viennent, en effet, de proposer aux touristes américains un voyage de Noël « Shopping à Londres » pour 190 livres. Pour ce prix, les voyageurs auront droit à Concorde, aller et retour une nuit dans l'un des palaces londoniens les plus prestigieux (le Dorchester ou le Savoy)... et une valise vide. »

« Il ne restera plus qu'à persuader les douaniers américains de se montrer compréhensifs... »

TO THE POINT

Les éléphants finissent à Hongkong

Le renouveau de la mode de l'ivoire menace-t-il les éléphants ? C'est ce que pense le magazine de langue anglaise publié en Belgique TO THE POINT INTERNATIONAL. « La quantité d'ivoire africain qui transite par Hongkong a atteint de telles proportions que les spécialistes de la protection de la nature craignent que l'éléphant ne disparaisse d'Afrique centrale et orientale. »

« Plus de 500 000 kilos d'ivoire, en provenance du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Zaïre, sont arrivés à Hongkong l'année dernière. Ce qui signifie que 20 000 éléphants au moins ont été tués. Pendant les six premiers mois de cette année, plus de 350 000 kilos d'ivoire sont arrivés chez les négociants de Hongkong — 30 % de plus que l'année dernière. Ce qui veut dire que 14 000 éléphants ont été abattus pour alimenter six mois du commerce de Hongkong. »

LA STAMPA

Dites-le en cimbre ou en ladin

Le centre de dialectologie de l'université de Padoue vient d'enquêter dans deux mille communes italiennes sur la diffusion des dialectes dans la péninsule. Il s'agissait à la fois de délimiter les zones habitées par les minorités ethniques et d'enregistrer sur bande magnétique les différents parlers italiens.

« Des sondages, indique LA STAMPA, ont révélé que la moitié des Italiens parlent le dialecte en famille. Un quart seulement parlent le pur italien ; le dernier quart alterne les deux registres. La langue nationale est utilisée surtout pour parler avec les enfants et les petits-enfants. »

Le dialecte, en général, est en régression. « Il décline en même temps que la culture qu'il exprime. » Mais il faut distinguer entre les formes dialectales de l'Italie et les langues véritables, telles que le franco-provençal, l'albanais, le grec, le cimbre, le celtique ou le ladin qui restent diffusés, quoique en régression, parmi les minorités ethniques.

Lettre de San-Diego

Une oasis entre les « marines » et le chômage



On est surpris par la douceur de l'air, la lumière si pure, qui ne finit jamais. Le bout du monde, disent les pionniers. Mais le désert s'est fait oasis de beauté, aux collines submergées de fleurs. Les palmiers, superbes, sont brochés dans la dentelle bien coupée des maisons entouées sous des toitures d'eucalyptus. Ici, semble-t-il, on vit dans le calme et la volupté. Et la brise appelée à la soirée, sous les voiles des trois vaisseaux repeints pour le bicentenaire.

Un léger virage, et l'horizon change de mise en scène. On découvre alors, rangés, prêts à partir, immenses et menaçants, des croiseurs gris. A eux seuls, ils masquent la côte. Les soldats ont beau agiter les mains, débordant de courtoisie, on ne peut oublier que San-Diego est un port de guerre, à quelques kilomètres du Mexique.

C'est d'ici qu'est parti Lindbergh pour affronter l'Atlantique. Mais le nom même de San-Diego — fondé en 1769 par un prêtre espagnol — rappelle la plus vieille des vingt-et-une missions catholiques installées tout au long de la côte. Elle est, à côté, dans certains quartiers, l'originalité, avec les petites maisons basses, les patios aux tons roses et orange, et l'architecture espagnole.

Les bateaux de guerre emplissent le port, mais le littoral reste pur. A l'aube, la voile de brume est dû à la chaleur, non à la pollution. Les autoroutes et boulevards périphériques sont chargés, mais les embouteillages restent rares. Et l'on est à une heure de la forêt, de la montagne, ou du désert. Les collines ont rien du décor pompeux de Los Angeles ni du narcisisme de San-Francisco. C'est plutôt, au premier regard, un exotisme bon enfant. Dans les rues denses, vivantes, les résidents se promènent, une planche de surf à la main, et très souvent à bicyclette.

L'essor de San-Diego a longtemps dépendu des industries navales et aéronautiques. Mais, comme Seattle, dans l'Etat de Washington, la ville a été très touchée par la récession de ces deux secteurs vers les années 60. Depuis, elle a dû se reconstruire. Non sans succès : l'Imperial Valley est devenue l'une des premières régions d'agrumes du monde ; la flotte des thoniers est la plus importante du monde également.

Le tourisme, troisième source de revenus après la marine de guerre et le port, incite le maire à rendre cette ville accueillante. M. Pete Wilson, républicain, est populaire. Il faut dire qu'il s'est fait la réputation de vouloir éviter que la démographie ne galepe trop rapidement (sept cent quatre-vingt mille habitants actuellement). Et il est bien décidé à ne pas limiter les erreurs de Los Angeles.

Comment, en effet, ne pas désirer préserver une cité qui possède le parc Balboa, l'un des plus beaux du monde, dont l'aménagement remonte à l'exposition Pan Pacific, lors de l'ouverture du canal de Panama.

C'est la couronne de diamant de notre ville, disent les édiles. Vues du haut des collines, les vallées s'engouffrent dans une végétation semi-tropicale paradisiaque. Le climat est l'un des meilleurs du globe, comparable à celui du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, et l'on trouve dans Palm-Canyon diverses variétés sauvages de palmiers. Depuis quelques mois, le parc a ouvert une réserve d'animaux sauvages en liberté, dans un environnement qui rappelle celui de l'Afrique. La contraception est à l'ordre du jour : vasectomies sur les lions mâles, pilule pour les tigresses et léopards femelles. Mais les bêtes captives, comme les humains, continuent de se reproduire trop rapidement.

A San-Diego, la population compte 13 % de « chicanos » (d'origine mexicaine) et 5 % de Noirs. Mais elle est surtout composée de militaires à la retraite. Et après la fermeture des bases navales de l'est des Etats-Unis comme Norfolk et Baltimore, le grand port de l'ouest redonne ce qu'il était : un quartier général. Dans les basses marées, il y a cent treize bateaux de guerre. Plus de quatre-vingt mille personnes travaillent pour la marine militaire ou commerciale. En même temps, vingt-cinq mille soldats retraités vivent

ici, y compris quatre-vingts amiraux. Mais ce qui frappe tout autant à San-Diego, c'est le dynamisme de l'enseignement. Ces deux mondes, l'université — coexistent apparemment sans problèmes. Il y a cinq universités et huit collèges. Et les employés qui dépendent du gouvernement suivent des cours aux côtés des militaires.

Dans cette région fondamentalement conservatrice, l'université exerce une pression constante, et collabore — avec l'armée — à la gestion de la ville. On réfléchit, on cherche : mieux, on prévoit des initiatives. En décembre 1974, San-Diego a été l'une des premières villes à interdire la cigarette dans de nombreux endroits publics : bibliothèques, hôpitaux, boutiques, théâtres, supermarchés.

Mais l'armée, c'est d'abord les jeunes engagés volontaires. Cantonnés en batterie dans des baraquements de bois blanchis entourés de barbelés, sur un macadam triste qui contraste avec la luminosité crue de l'océan, ils se rendent souvent à la ville. Les de milieux généralement pauvres, ils se sont enrôlés parfois avant la fin du lycée. Ils reçoivent ainsi la garantie d'une éducation peu coûteuse, et, par la suite, d'un emploi. Ils viennent surtout des petites villes du Sud : Alabama, Texas, Virginie... et se sentent perdus. Mais ici, c'est encore un endroit où l'on est fier d'être un « marine » : à l'entrée du camp de Pendleton, l'une des quatre bases qui entourent San-Diego, l'officier de garde espère nous avoir donné « bonne impression ». Au mur du local, trônent les photos des commandants du camp. Reconnaissables à leurs cheveux ras, de nombreux jeunes soldats déambulent dans les rues bordées de palmiers. Ils vont jouer au poker et finissent la nuit dans les bars. Ici, la drogue n'est plus un problème majeur. « Pour port de moins de 30 grammes de marijuana, on a une amende de 5 dollars », nous dit en riant M. Slory, un fonctionnaire municipal. Mais l'alcool reprend ses droits, avec la bière et le vin de Californie. Et le soldat ne procure donc pas que des joies.

De fait, sitôt sortis de la base, les militaires changent de vêtement.

Tout le monde est en civil, même les policiers locaux, qui marquent une préférence pour les chemises hawaïennes multicolores. C'est aussi que l'uniforme ne fascine plus les jeunes filles. Lorsque l'armée installe un stand de propagande sur un campus, des jeunes qui ont quitté l'armée forment des pickets et distribuent des tracts qui racontent leur désenchantement.

L'armée fournit à la ville une main-d'œuvre considérable de « jeunes retraités » — à partir de cinquante ans — accueillis à bras ouverts dans les services et l'administration. L'un des directeurs du port commercial est un ancien « marine ». Dans son bureau somptueux qui domine l'aéroport et les bassins de radoub, il raconte à tout venant ses souvenirs de Saigon, du temps de l'Indochine française...

L'OMNIPRESENCE des militaires n'est pas sans conséquences sur l'emploi. Les salaires restent très bas par rapport au niveau national, plus bas même qu'à San-Francisco. L'ennemi, secrétaire dans l'administration du port, est deux fois moins payé qu'un homme. Comme tant d'autres, elle lit dans le journal local San Diego Union les offres d'emploi pour un « moonlight » — travail de nuit dans les hôtels, les restaurants et les bars. Un second travail, nocturne ou à mi-temps, est presque toujours nécessaire si l'on veut vivre confortablement. Ce n'est pas un problème pour les militaires pensionnés : « On trouve surtout des annonces comme celle-ci : « Etudiant ou militaire des bienvenues », et l'on comprend aussitôt », soupire Jennifer. De même, si les salaires féminins sont si faibles, c'est que les épouses de tous ces guerriers acceptent de travailler au moindre prix.

Quant au taux de chômage, c'est l'un des plus élevés des Etats-Unis. Il vient de passer de 11,2 à 11,8 %, la moyenne nationale étant de 8,9 %. L'une des raisons : l'armée encore, que l'on embauche en priorité. Or les travailleurs américains, mobiles par tradition, démissionnent plus souvent qu'ailleurs, et vers la Californie. La légende veut qu'on puisse y faire l'importe quel et que, au besoin, l'on trouve de l'embauche sur un chantier naval. Mais de nombreuses industries américaines de sous-traitance se sont fixées en

Californie mexicaine et tout au long de la frontière, où la main-d'œuvre coûte moins cher. La compagnie Van Housen, comme tant d'autres, fabrique des chemises pour hommes. On coupe le tissu aux Etats-Unis pour l'envoyer ensuite au Mexique, dans l'une des villes frontalières. Les femmes, payées 40 cents l'heure (au lieu d'un minimum de 2 dollars 30 cents à San-Diego), cousent les chemises. La compagnie, qui n'aura même pas de taxe à payer pour les livrer aux Etats-Unis — puisque le produit n'a pas été entièrement fabriqué au Mexique — les vendra très cher.

A San-Diego, les conditions de travail sont dures, nous dit Manuel, soudeur chez Campbell. Et les syndicats sont peu puissants. Pourtant, de temps à autre, on mentionne des « wild cats », des « chats sauvages », autrement dit des grèves illégitimes. Elles sont surtout liées aux mauvaises conditions de travail sur les chantiers navals : bruit, danger, chaleur, produits toxiques ; mais aussi aux revendications particulières des médecins.

Mais, de l'avis général, il y a peu de tension raciale. La communauté noire, moins nombreuse il est vrai que dans d'autres endroits des Etats-Unis, s'intègre plus facilement. Les mariages entre Blancs et gens de couleur sont acceptés, même dans des familles « réactionnaires ». Et les réfugiés vietnamiens qui ont décidé de rester sur place, après avoir été hébergés au camp Fordleton, sont bien accueillis. Rares sont, en tout cas, les habitants de San-Diego qui ne parlent pas avec chaleur de leur « voisin vietnamien ».

PARFOIS, cependant, le conservatisme remonte à la surface. Il y a deux ans, le gouvernement fédéral a construit une prison ultra-moderne en plein centre de la ville. Il n'y a pas de barreaux, et les détenus se retrouvent, durant les heures de loisir, devant un poste de télévision en couleurs. Eldridge Cleaver y séjourna récemment. C'est à présent le tour de Patty Hearst. Des manifestations se sont déroulées devant cette prison modèle, non pour la libération des détenus, mais parce que l'établissement était jugé d'un luxe « scandaleux ».

CLAUDINE SERRE.

AUTOBIOGRAPHIES AFRICAINES ET « MONDE DES BLANCS »

Le planton et la puéricultrice

LES Nouvelles Editions africaines, dont le siège est à Dakar, lancent une nouvelle collection dénommée « Vies africaines » (1). Dont les deux premiers volumes sont parus. L'un, écrit par Seydou Traore, secrétaire régional, s'intitule *Vingt-cinq ans d'escalier ou la vie d'un planton* (2). L'autre, dont l'auteur est Nafissatou Diallo, puéricultrice dakaroise, a pour titre *De Ténis au Plateau* (3), par référence à deux quartiers de la capitale sénégalaise, l'un populaire et l'autre résidentiel.

C'est la première fois qu'une maison d'édition spécialisée africaine décide de donner, à son tour, systématiquement la parole à des gens qui ne sont pas des écrivains et que, apparemment, rien de particulier ne désigne à l'attention du public.

L'historien et romancier haïtien Roger Dominville, qui est directeur littéraire des Nouvelles Editions africaines, nous explique en ces termes pourquoi et dans quelles conditions il a pris la responsabilité de lancer la collection « Vies africaines » : « Nous avons systématiquement découvert les romanciers qui nous soumettaient les manuscrits, nous les avons lus, nous les avons appréciés, nous nous sommes proposés de leur proposer des biographies. Nous allons prochainement publier des textes particulièrement intéressants, dont l'autobiographie d'un ancien traillleur sénégalais, qui a fait un récit très « tricolore » de ses activités dans les rangs du corps expéditionnaire français au Vietnam, celle d'un sourd-muet, celle d'un fou également. Ce dernier nous avait d'abord proposé un recueil de poèmes dépourvus d'intérêt, puis un roman qui révélait des dons exceptionnels d'observation. Nous lui avons rendu ses textes en lui demandant d'écrire l'histoire de sa vie, ce qu'il a fait, et ce récit d'un terrible déséquilibre, par lequel on est en la victime, est profondément bouleversant. »

Le récit de Seydou Traore est à la littérature ce que sont à la sculpture africaine ces « colons », représentations de Blancs à face

grossièrement colorée de vermillon, toujours caricaturées de façon implacable, mais sans méchanceté.

« Boy panika » à huit ans, Seydou Traore, qui débuta dans l'existence en élevant ses patrons européens qui souffraient des rigueurs du climat soudanais, a été successivement serveur, maître d'hôtel, puis planton. Ses « vingt-cinq ans d'escalier » ne lui ont laissé aucune amertume, aucune rancœur.

Un certain jeu

Dans un récit alerte et plein d'humour, qui est une vision du monde par la porte de l'office, Seydou Traore promène un regard à la fois serein et sage. Même lorsqu'il souligne les travers de ceux qu'il a côtoyés, il ne s'érige jamais en censeur. Au demeurant, le malicieux planton fait preuve dans l'écriture de la maîtrise de soi qu'il a su acquérir dans l'exercice de tâches obscures.

Se racontant lui-même plus qu'il ne raconte les autres, il apparaît comme une incarnation du bon sens populaire et fait irrésistiblement penser au Bonhomme Richard de Benjamin Franklin. Cependant, sous une certaine affectation de modestie (« je suis un sauvage », « je ne suis jamais allé à l'école »), il semble bien que le roué sexagénaire dissimule une certaine satisfaction en même temps qu'il joue le personnage que ses interlocuteurs, et ses lecteurs, lui souhaitent voir jouer.

Edipe africain

Nafissatou Diallo présente peu de points communs avec Seydou Traore. Ses préoccupations sont différentes. Elle a voulu revivre son enfance et son adolescence, pour se justifier vis-à-vis d'elle-même, et aussi, pour se libérer d'une certaine image de son père présent à chaque page de son livre. Aussi timide et réservée que le planton est sûr de lui et disert, la puéricultrice s'exprime avec clarté et sans aucune emphase.

Pourquoi a-t-elle écrit ? « Par satisfaction personnelle. » « Parce que je disposais de moments de liberté et que j'étais assaillie par les souvenirs. » « Pour que mes enfants profitent mon expérience, car mon intention initiale était de rédiger un texte destiné à leur être lu par mes soins, et non pas de publier un livre. » Elle précise : « Ces propos étaient exclusivement destinés à mes proches, mais j'ai accepté de les publier sur la suggestion d'une amie. Après ce récit de mes débuts dans l'existence, je prépare un livre sur ma vie familiale et professionnelle. »

La petite fille de condition modeste, devenue puéricultrice, est représentative d'une certaine bourgeoisie africaine. Elle ne cède pourtant pas à la tentation facile de l'élitisme et elle entend faire profiter de sa propre expérience tous ceux qui reçoivent l'éducation musulmane qu'elle a elle-même reçue. « Je raconte, dit-elle, des choses dont l'importance a beaucoup limité ma liberté personnelle. »

Ni Seydou Traore ni Nafissatou Diallo n'évoquent les questions politiques. Pour le planton, « la politique, c'est pour les gens instruits ». Quant à la puéricultrice, elle explique : « Pendant la période que je décris, la politique restait le monopole des parents. Je ne parle que de mon enfance. Plus tard, il sera question de cela. » La mise en parallèle, un peu arbitraire certes, mais néanmoins révélatrice, des deux ouvrages, montre que si Nafissatou Diallo est moins libre sur le plan familial que le vultueux Seydou Traore — qui ne parle jamais de ses proches —, l'aliénation politique et culturelle de ce dernier est beaucoup plus accentuée. En effet, alors que la puéricultrice ne parle que de ses compatriotes, la vie du planton reste très étroitement liée à celle de ses interlocuteurs — et patrons — européens.

PHILIPPE DECAENE.

(1) B. P. 260, Dakar, Sénégal.
(2) 140 pages, 15,80 francs.
(3) 122 pages, 15,80 francs.

صندوق العمل

RADIO-TELEVISION

Les informations sur France-Inter

ENTENDRE LE RIRE DU PRÉSIDENT FORD

C'est un évènement pour vivre, comment et avec qui il prend d'ordinaire ses repas, son emploi du temps et ses principales activités, l'origine de sa vocation et comment il est devenu responsable d'un diocèse... Toutes ces questions font l'objet d'un récent magazine de France-Inter : le *Médier d'événement*, réalisé à l'occasion de la conférence épiscopale. Au-delà de la fonction, des déclarations officielles publiées de l'homme d'Eglise, il y a aussi l'homme de tous les jours. Et, même si le mot sonne curieusement, c'est vrai qu'il s'agit d'un « médier ». A la fois reportage et interview, cette émission allie, comme on dit, « plus loin » (en une demi-heure on peut dire beaucoup). Ainsi, chaque jour, à 19 h. 20, France-Inter diffuse, après le bulletin d'informations, un long magazine.

Il y a bien sûr, le lundi, les Dix questions, dix réponses : tribune offerte à une personnalité en fonction de l'actualité. Il y a les *Histoires extraordinaires* le jeudi. Et puis, les autres jours, on traite de sujets rattachés, eux aussi, à l'actualité : reportages sur l'île de la Réunion, sur les problèmes des huttes ; dossiers sur l'UNESCO, etc.

On prépare une émission sur la Comédie-Française, sur Malraux — un Malraux vu par les autres. Une équipe a suivi chez l'habitant les grandes manœuvres de l'armée. On a décrit, interrogé les détenus en permission. On ira voir les maternités de l'an 2000 et on comparera les expériences de médecine collective.

La responsabilité de ces magazines quotidiens a récemment été confiée à Bernard Segura : des moyens accrus sont offerts au réalisateur de chacune de ces enquêtes. Prévue à l'avance, ces émissions dépendent en moyenne une semaine de préparation. On procède, dans le souci de « faire du son » à un long travail de montage, car, selon M. Perrier, directeur des Informations de France-Inter, la radio, au jour le jour, doit être complétée, approfondie. France-Inter se doit d'être « un instrument qui donne des images ».

« Tout se passe le matin, à la radio, dit M. Perrier. Les gens sont alors dispos, disponibles, réceptifs. A la fin de la journée, ils regardent la télévision. Cependant, il y a un auditoire le soir, un auditoire à garder, ou à gagner, avant et après les émissions télévisées. Voilà pourquoi nous restons attachés au long journal de 19 heures. Voilà également la raison du nouveau journal de fin de soirée : 22 heures, c'est peut-être encore un peu tôt, ce serait mieux à 23 heures ; mais l'idée est bonne. En quinze minutes, Jacques Chabot présente un résumé des bulletins diffusés au cours de la journée et,

grâce aux dernières informations disponibles, il donne une idée de ce que sera l'actualité du lendemain. Cette synthèse, même, constitue déjà une sorte de réflexion : l'auditeur moyen ne retient pas plus de quatre à cinq nouvelles par jour, il s'agit donc de définir ces quatre ou cinq sujets, de les développer. Le reste doit être abrégé. » Et la cote de cette méthode valable pour l'ensemble des informations, il ne faut pas craindre les « ratages », il n'est plus question d'envoyer des journalistes systématiquement partout. A vouloir tout les « couvrir », on banalise les événements ; on ne rapporte pas leur importance relative si on les traite dans le même temps.

« Nous ne nous battons pas sur le même terrain, ni avec les mêmes armes que les radios périphériques. France-Inter peut se permettre de sacrifier un peu la rapidité de l'information à la rapidité de la réflexion. La surinformation est une sorte de pollution. Pour donner un exemple : parler du conflit au Liban matin, midi et soir, c'est risquer de perdre la crédibilité. Il me semble préférable de n'aborder le sujet que deux ou trois fois par semaine, mais de façon plus approfondie, plus détaillée. Faire de la radio, ce n'est pas se réfugier derrière une dépêche d'agence, ni citer un journal ».

« La télévision a tué, et pour longtemps, hélas ! le goût du grand reportage radiophonique. Trop souvent, le journaliste de radio est devenu un éditeur. Dès lors, on n'entend plus que trois sortes de sons : la voix de ses chroniqueurs, qui font un discours sur l'événement, la voix de l'homme politique, celle du syndicaliste ou de l'assassin qui parlent devant un micro qu'on leur a tendu et puis, entre tout cela, des enchaînements. On oublie trop d'introduire les bruits de l'extérieur, ces sons souvent plus évocateurs, plus forts même que des images. Enregistré à la radio l'éclat de rire du président Ford débarrassant un Vietnam est beaucoup plus frappant que filmé à la télévision. Certains silences parlent, contribuent aussi à la description. Car il s'agit bien avant tout de décrire, d'apporter un dossier qui soit le résultat d'une enquête personnelle, d'un véritable travail d'écriture radiophonique. »

« La formule du débat est bonne : l'émission de Jean-Pierre Elkabbach le prouve — puisqu'il réussit chaque jour à élever la discussion grâce à la présence d'invités de marque. Ce modèle ne peut cependant pas être uniformisé. La confrontation avec les spécialistes n'est riche que si elle vient après un véritable reportage. »

MATHILDE LA BARDONNIE.

CORRESPONDANCE

Cette « affaire » qui n'en finit pas

Jean A. Chénasse, réalisateur de *Dreyfus* ou l'intolérable vérité, nous envoie une mise au point après les « prévisions » de la direction de FR 3 que nous avons publiées dans le Monde daté 17-18 octobre :

1) Il est exact que j'avais écrit, le 26 février 1970, à FR 3 pour demander que mon film *Dreyfus* ou l'intolérable vérité soit acheté par cette chaîne, de façon à aider mon ami producteur Jacques Charrier, qui se débattait dans de graves difficultés financières. Mais cette lettre indiquait nettement qu'il s'agissait soit de la version cinématographique du film, soit d'un montage spécial pour la TV, un peu plus long que la version cinématographique.

2) FR 3 a profité de cette situation pour exiger quarante-sept minutes de coupes, qui ont été effectuées sans mon accord et en dehors de moi, et qui dénaturaient complètement mon propos.

3) Je n'ai pas protesté au moment où le producteur (propriétaire du film) a signé le contrat avec FR 3, car on nous avait promis que la diffusion de ces extraits serait suivie d'un débat.

4) Je n'ai jamais livré aucune copie de *Dreyfus* à la cinémathèque de FR 3. Prétextant cela relève soit de l'erreur soit du mensonge.

5) Devant un tel étalage de mauvaise foi, j'ai décidé de remettre le dossier de cette pénible affaire à mes avocats afin de demander à la justice réparation du très grave préjudice professionnel et moral que je viens de subir.

Comme l'indique Jean A. Chénasse, il appartient désormais aux tribunaux de trancher dans cette polémique interminable.

graphique du film, soit d'un montage spécial pour la TV, un peu plus long que la version cinématographique.

2) FR 3 a profité de cette situation pour exiger quarante-sept minutes de coupes, qui ont été effectuées sans mon accord et en dehors de moi, et qui dénaturaient complètement mon propos.

3) Je n'ai pas protesté au moment où le producteur (propriétaire du film) a signé le contrat avec FR 3, car on nous avait promis que la diffusion de ces extraits serait suivie d'un débat.

4) Je n'ai jamais livré aucune copie de *Dreyfus* à la cinémathèque de FR 3. Prétextant cela relève soit de l'erreur soit du mensonge.

5) Devant un tel étalage de mauvaise foi, j'ai décidé de remettre le dossier de cette pénible affaire à mes avocats afin de demander à la justice réparation du très grave préjudice professionnel et moral que je viens de subir.

Comme l'indique Jean A. Chénasse, il appartient désormais aux tribunaux de trancher dans cette polémique interminable.

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision, les sigles (en) renvoient à la rubrique Écouter, voir, ou aux articles de première page de France 3, (en) indiquent des émissions sortant de l'ordinaire. (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs. (R) les rediffusions. (I) les émissions de TF1 relayées en couleurs sur FR 3.

Écouter, voir

● **PORTRAIT : JACQUES GODBOUT.** — Lundi 1^{er} novembre, France-Culture, 15 h.

Jean Montalbert reçoit Jacques Godbout, romancier et cinéaste québécois. *Amnésie pour les chiens*, film documentaire sur les rapports créés par le milieu urbain entre les gens et les animaux, et *Il y a un dragon*, roman sur l'angoisse nucléaire, seront au centre de deux débats.

● **RETRANSMISSION LYRIQUE : ZÉPHYRE OU LES NYMPHES DE DIANE.** — Vendredi 5 novembre, TF 1, 22 heures.

Jean-Philippe Rameau, cet inconnu... Sur l'autorité des *Indes galantes* de Molière, certains mystères : le nom, par exemple, du librettiste de *Zéphyre* ou les nymphes de Diane, opéra-ballet dont les musiciens n'ont su qu'imparfaitement éclaircir jusqu'aux origines. Les deux, les nymphes et les déesses s'y courtoisent, à l'ombre d'un sous-bois, quelque part en Grèce. Chloé aime Zéphyre, Diane les menace. Tout se termine bien, à l'issue de cin-

quante minutes de divertissement « à la française ».

Les conventions obligées de l'opéra-ballet au dix-huitième siècle sont un aspect de l'art lyrique que ne doivent pas ignorer non plus les téléspectateurs.

● **ANNIVERSAIRE : LES 80 ANS DE Mme REICHERT.** — Dimanche 7 novembre, France - Musique, 13 h. 30, 19 h. et 23 h.

Mme Reichert habite à Ladinhaie, dans la Cantal. Elle a représenté la France en juillet dernier au festival de folk de Washington, elle chante pour son plaisir et en célébrant ses quatre-vingts ans, France-Musique « rend hommage à tous les acteurs dépositaires de l'ancienne tradition orale des pays de France ».

● **TÉLÉFILM : L'AUTRE GARIBALDI.** — Dimanche 7 novembre, FR 3, 19 heures.

« L'autre » Garibaldi ? L'un des petits-fils du champion de l'indépendance italienne, un triste sire, prénommé

Ricciotti, qui utilise son patronyme pour entraîner quelques membres des légions garibaldiennes dans des tentatives répétées et infructueuses d'assassinat de Mussolini. Un provocateur, donc, un agent secret du Duce, que la police du président Poincaré finit par prendre, presque la main dans le sac, pour finir par l'éloigner de France, sous un prétexte. Duplicités et complicités internationales.

Une réalisation de Jean-Jacques Siris, avec Jean Négroni dans le rôle titre. Une réussite, dans la série *Faux et usage de faux*.

● **PORTRAIT : PIER PAOLO PASOLINI.** — Dimanche 7 novembre, A 2, 22 h. 55.

Pier Paolo Pasolini est « art assassiné » en novembre 1970, au milieu du tournage de l'interview « proposez moi, maitre, à des démolisseurs et à des extrêmes de films, le réalisateur Michel Randon. Et par hasard — comme on dit — le réalisateur de *Solo* s'exprime alors longuement sur la mort, qui transforme « la vie en destin ».

L'ombre tragique d'un tel « hasard » rehausse cette tentative de portrait d'une actualité particulière.

Les films de la semaine

● **ATLANTIS, TERRE ENCLOUTÉE.** de Georges Pol. — Dimanche 31 octobre, TF 1, 17 h. 15.

Le mythe de l'Atlantide revu par le romanesque historique d'aujourd'hui. Le tyran ressemble à Hitler et le continent inconnu est détruit par l'énergie atomique. Domage que la réalisation, freinée par un budget réduit, ne soit pas à la hauteur du scénario.

● **VILLE SANS LOI.** de Howard Hawks. — Dimanche 31 octobre, TF 1, 20 h. 30.

Le monde pittoresque des aventuriers de la *Barbary Coast*, à San-Francisco, au temps de la ruée vers l'or. Les rapports violents d'une femme et de deux hommes, autour de la roulette d'une maison de jeu. Une savoureuse reconstitution et des brèves photographiques. Du Hawks grand cru.

● **VERS SA DESTINÉE.** de John Ford. — Dimanche 31 octobre, FR 3, 22 h. 30.

Quand Abraham Lincoln, futur président des États-Unis, n'était encore qu'un jeune avocat en Illinois. Ford s'attache à des détails intimistes, à un fait divers et à un procès qui révèlent la mentalité d'une communauté et le caractère de son héros. Il exprime avec gravité la certitude d'un destin et l'importance des valeurs humaines essentielles. Ce film est un de ses plus beaux. Il ramène aux origines de la démocratie américaine.

● **INVITATION A LA DANSE.** de Gene Kelly. — Lundi 1^{er} novembre, A 2, 17 h. 5.

Film entièrement chorégraphique. Pas un mot de dialogue. Trois ballets, trois études sur la danse. Le troisième joint à la fête héritée des *Mille et Une Nuits* des personnages de dessins animés intégrés, avec une totale perfection, à l'univers des personnages humains.

● **JULES ET JIM.** de François Truffaut. — Lundi 1^{er} novembre, TF 1, 20 h. 30.

Ces deux hommes, qui, pendant des années, aiment la même femme sans que leur amitié en souffre, cette

femme qui va de l'un à l'autre au gré de son humeur fantasque et de sa liberté, sont préservés par une sorte d'innocence, une pureté foncière, qui sont constamment présentes dans la mise en scène de François Truffaut. Il raconte une belle et douce histoire d'amour avec trois interprètes merveilleux : Jeanne Moreau, Oscar Werner et Henri Serre.

● **SIERRA TORRIDE.** de Don Siegel. — Lundi 1^{er} novembre, FR 3 20 h. 30.

Les paysages et le contexte historique du western américain joints à l'humour baroque et à la mythologie de Clint Eastwood, appuie du western italo-espagnol. Il y a aussi Shirley McLane vêtue en religieuse et qui prouve que l'habit ne fait pas la nonne.

● **DEVI, TON OMBRE EST LA MIENNE.** d'André Michel. — Mardi 2 novembre, TF 1, 14 h. 45.

Coproduction franco-cambodgienne dont le scénario, écrit par Sam Sutin, s'inspire de l'histoire vraie d'une jeune Hollandaise, Bertha Herzog, qui fut trahie entre sa famille — indonésienne — d'adoption et sa vraie famille. Ici, la voix du cœur — l'amour d'une jeune Européenne pour un jeune Cambodgien — est plus fort que les préjugés de civilisation, les conflits de race. Tout cela est très sentimental et il y a de beaux paysages.

● **VOTEZ MCKAY.** de Michael Ritchie. — Mardi 2 novembre, A 2, 20 h. 30.

Des élections-fiction qui calquent la réalité américaine. Le jeune candidat démocrate à un siège de sénateur porte le nom célèbre d'un père qui fut gouverneur de l'État de Californie. N'a pas la vocation d'homme public, mais se trouve porté par des techniciens de la politique. Michael Ritchie montre le spectacle de cette campagne électorale sans trop en découvrir les ficelles. La démagogie semble indispensable si l'on veut faire triompher la bonne cause (démocrate). Coproduction et vedette du film, Robert Redford déploie tout le charme de « play-boy » convenant à son personnage.

● **TARZAN S'ÉVADE.** de Richard Thorpe. — Mardi 2 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Tarzan attiré dans un guet-apens et enfermé dans une cage de fer. Toujours les prestiges poétiques de cette jungle hollywoodienne où le bon sauvage demi-nu affronte tous les dangers. Les éléphants forment son armée, qui mat en déroute une tribu indigène. Spectaculaire à souhait.

● **POINT DE CHUTE.** de Robert Hossein. — Mercredi 3 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Tête-à-tête dans une étrange maison de bois au bord de la mer (bruits des vagues et cris des mouettes) entre une adolescente séquestrée et son gardien enfant perdu dont le cœur débordait. Une mise en scène simple et romantique (le romantisme de la jeunesse, bien sûr) sur un scénario de « série noire ». Johnny Hallyday, acteur, joue soûlement le voyou sentimental.

● **QU'EST-CE QUE MAMAN COMPEND A L'AMOUR ?** de Vincente Minnelli. — Jeudi 4 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Le snobisme de la haute société londonienne et les entêtements d'une « débutante », récalcitrante à la comédie mondaine des bals pour jeunes filles en quête d'un mari. Un peu de satire, une mise en scène de comédie-ballet, une interprétation pétillante. Du bon théâtre de boulevard, mais pas un grand Minnelli.

● **CHARLIE BUBBLES.** d'Albert Finney. — Vendredi 5 novembre, A 2, 22 h. 50.

Le mal de vivre d'un homme — un écrivain — devant le vide qu'amène le succès. Passant à la réalisation, Albert Finney, le comédien célèbre de *Tom Jones*, a brodé, sur un scénario de Shelagh Delaney, (elle ressentit, elle aussi, le malaise de la réussite), une chronique sociale très attachante, qui prend parfois des aspects oniriques. Les rapports d'intimité, la fausseté ou la sincérité des relations humaines poussent Charlie vers une sorte d'exil intérieur. Méconnu à sa sortie, en 1968, le film est à redécouvrir.

● **LA VEUVE COUDERC.** de Pierre Granier-Deferre. — Dimanche 7 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Comme dans le *Chat* — et encore que l'histoire ait subi quelques modifications — Granier-Deferre se fait l'adaptateur scrupuleux de Simenon. Dépassant l'anecdote — les amours coupables d'une femme quinquagénaire et d'un jeune baignard éméché — il crée minutieusement tout un climat réaliste et psychologique : décor de la campagne bourgeoise, rapports humains, présence des personnages. Un beau travail.

● **VIVA VILLA d'Howard Hawks et Jacques Conway.** — Dimanche 7 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Bandit et héros de la révolution mexicaine. Panchito Villa est admirablement portraituré dans ce film signé Jack Conway, mais dont une part importante revient, en fait, à Howard Hawks. Truquent, brutaient, cruchent, aussi, Wallace Beery donne au personnage une interprétation toujours célèbre. L'épée prend des allures shakespeariennes, la tragédie est politique.

● **LA FLOTTE SE MOUILLE.** d'Edward J. Montagna. — Lundi 8 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Les joyeuses combines montées par l'équipage d'un sous-marin américain en pleine guerre du Pacifique. Un vaudeville militaire qui prétendait soulever des tempêtes de rire et qui n'arrange que des sourires crispés.

● **L'HOMME DE LA LOI.** de Michael Winner. — Lundi 8 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Un shérif obstiné à appliquer ses conceptions de la justice dans la paix et se trouve confronté à — beaucoup — tuer. Le thème de ce western classique, réalisé par un cinéaste anglais, n'est certes pas nouveau, mais il prend, grâce à une mise en scène bien rythmée qui cherche un réalisme authentique et à l'interprétation de Burt Lancaster, un saisissant relief.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (Informations routes les heures) ; 5 h. La main à la pâte ; 7 h. Gérard Sire ; 9 h. 10. Le magazine de Pierre Boiteiller ; 10 h. Six à malices (samedi) ; Questions

pour un samedi) ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. Réunion-nouveaux ; 13 h. Journal de Jean-Pierre Elkabbach ; 14 h. Le temps de vivre (samedi) ; dimanche : L'oreille en coin ; 16 h. L'heure de musique classique ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Bananas ; 19 h.

Journal ; 20 h. 10. Marche ou rêve (samedi) ; La tribune de l'histoire ; dimanche : Le masque et la plume ; 22 h. 10. Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult) ;

7 h. 30 (cult. mus.) ; 8 h. 30 (cult. et mus.) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 10 h. 30 (mus.) ; 11 h. (cult. et mus.) ; 12 h. (cult. et mus.) ; 13 h. 30 (mus.) ; 14 h. (cult. et mus.) ; 15 h. 30 (mus.) ; 16 h. (cult. et mus.) ; 17 h. 30 (cult. et mus.) ; 18 h. (cult. et mus.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 20 h. 30 (cult. et mus.) ; 21 h. 30 (cult. et mus.) ; 22 h. 30 (mus.) ; 23 h. 30 (cult. et mus.) ; 24 h. (mus.).

on est 12 ; 19 h. Hic Parade ; 21 h. Les routiers sont sympas ; 24 h. Les nocturnes.

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) ; 7 h. 15. Horizon ; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30. Protestantisme ; 9 h. 10. Église d'Israël ; 9 h. 40. La Fédération française de droit humain (le 31), le Grand Orient de France (le 7) ; 10 h. Messe.

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit Mlle Marie-Yvonne (lundi), MM. Henri Guérin, peintre verrier (mardi), Pierre Quémener, directeur du musée du Louvre (mercredi), Gabriel Domenech, journaliste (jeudi) et le professeur Loras-Jacob, président du Conseil national de l'ordre des médecins (vendredi).

Tribunes et débats

FRANCE-INTER : 11 h. les invités d'Anne Gaillard répondent aux auditeurs sur l'assassinat (lundi), le chômage, la diffusion et l'injure (mardi), les courants de vente automobile (mercredi), la médecine scolaire (jeudi) et les maladies cardio-vasculaires (vendredi).

FRANCE-CULTURE : 12 h. 3. Jacques Fragan reçoit Georges Sélis-Buis (lundi), Emmanuel Todd (mardi), Christiane de la Bigne (mercredi), Robert de Caumont (jeudi) et Bernard de Jouvenel (vendredi).

FRANCE-INTER : 13 h. soir invités : M. Olof Palme, ancien premier ministre suédois (mardi), M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français (jeudi) et M^{lle} Tixer-Vignancour (vendredi).

EUROPE 1 : dimanche 31 à 19 h. le Club de la presse reçoit René Fauriol Giroud, secrétaire d'État à la culture.

BARCELONE 1976
JACQUES ERTAUD reçoit le
PRIX ONDAS
pour son film
LE TOUR DE FRANCE
D'UN COUREUR CYCLISTE
une coproduction

سورة الاحقاف

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

Les réformes dans le monde rhénan

DANS une synthèse foisonnante et toujours suggestive, Pierre Chauvin (1) a montré récemment la « richesse insoumise des courants de réforme qui traversent la chrétienté » depuis le quatorzième siècle. Cette perspective met en cause la coupure académique, courante dans l'historiographie française, entre l'histoire médiévale et l'histoire moderne. La Réforme protestante, dès lors, « se détache sur un flux ascendant ». On prend pleine conscience de cette réalité en lisant l'ouvrage de Francis Rapp, *Réformes et Réformation à Strasbourg* (2). Non certes que F. Rapp croie au rôle des « abus » dans les origines de la Réforme et de l'évolution de la théologie nouvelle, mais l'échec des réformes entreprises depuis la fin de la crise conciliaire compte beaucoup dans le succès et la diffusion du message de Luther.

Le diocèse de Strasbourg, c'est-à-dire la Basse-Alsace presque entière et une partie notable du pays de Bade, comprenait quelque deux mille clercs, dont un peu moins de la moitié de réguliers. C'est en fait à ces gens d'Eglise et aux institutions ecclésiastiques que F. Rapp consacre l'essentiel de son livre. Il fait revivre les religieux, les prédicateurs, les humanistes, qui réclamaient un redressement. Il montre les efforts infructueux des papes et de leur entourage. L'impuissance des partisans de la Réforme, « prophètes » ou « bureaucrates », entraîne la lassitude des laïcs. Les clercs n'étaient pas plus avertis, libérés ou parasites au début du seizième siècle qu'aux époques antérieures : F. Rapp a eu le courage, malgré ce que l'enquête pouvait avoir de fastidieux, de reprendre le dossier. Mais les laïcs étaient plus sensibles aux abus qu'aujourd'hui.

Le Pfaffenhaus, la haine des prêtres, ne cesse de croître depuis la fin du quinzième siècle. Cet anticléricalisme a des sources chrétiennes. F. Rapp marque le cheminement souterrain des hérétiques. Il montre fortement que c'est peut-être surtout dans les campagnes que se propage l'hérésie à la fin du quinzième siècle : les errants refoulés des villes sillonnent les plaines, jongleurs, lanquenets débandés, religieux en rupture de ban, prêtres

« pérégrins ». Certes, les villageois ne sont pas devenus hérétiques. Ils restent fidèles aux croyances et aux dévotions traditionnelles, mais, dans leur psychologie collective, se sont insérées des composantes nouvelles, venues des Vaudois, de Wyclif, de Hus. Des espérances millénaristes s'affirment, comme dans le *Livre des cent chapitres* composé vers 1500 par cet inconnu que les historiens dénomment le « révolutionnaire du Haut-Rhin ».

Dans les villes, la prédication des porte-parole de la réforme attachés à l'orthodoxie suscite l'anticléricalisme, par la caricature féroce du monde ecclésiastique. Ce ne sont, chez Geiler, par exemple, que des nonnains méchantes, moines paillardes, prêtres corrompus. La critique se fit d'abord dans le respect des institutions et du dogme. Puis l'humanisme érasmien, qui trouva un écho dans l'élite des laïcs, s'en prit aux certitudes dogmatiques. Enfin, à partir de 1550, la prédication luthérienne toucha les foules. Les laïcs s'opposèrent à l'impasse d'une réforme toujours différée : « Les prêtres avaient mal vécu parce que l'Eglise avait mal cru ». L'échec de la réforme portait en lui le succès de la Réformation : Jacques Sturm devait le dire en 1594 à son maître l'humaniste Wimpfeling : « Si je suis un hérétique, c'est par vous que je le suis devenu ».

Les deux filles issues de l'Eglise médiévale étaient attachées, conclut F. Rapp, à l'image idéale de ministres exemplaires. Les catholiques fondèrent séminaires et congrégations de prêtres, les protestants constituèrent un corps pastoral. C'est au clergé protestant rhénan au siècle de la Réforme que s'attacha Bernard Vogler (3). De la paix d'Augsbourg à la veille de la guerre de Trente Ans il entreprend l'étude économique, sociale, intellectuelle et religieuse de près de deux mille deux cents pasteurs dans une région morcelée sur le plan politique et confessionnel. Le Palatinat électoral, sur les deux rives du Rhin moyen, oscille entre le luthéranisme et le calvinisme, qui règne sans partage à partir de 1583. Le duché de Deux-Ponts, sur la rive gauche, voit le calvinisme succéder en 1588 à une Eglise territoriale luthérienne. Le comté de Sponheim, dans le massif du Hunsrück,

demeure, lui, luthérien. Un monde original donc, où trois confessions s'affrontent, un pays de « frontière » religieuse, puisque le catholicisme de la contre-Réforme est proche et puissant, avec ses deux foyers : le duché de Lorraine et les Pays-Bas espagnols.

Ces pasteurs rhénans sont des fils d'artisans (cette catégorie professionnelle constitue le réservoir des pasteurs), des fils de « bourgeois », au sens juridique du mot, des fils d'instituteurs et de professeurs de gymnase, enfin, et de plus en plus, des fils de pasteurs ; ainsi se constituent des dynasties pastorales qui furent une des « grandes chances de l'Europe intelligente des dix-septième et dix-huitième siècles » (P. Chauvin). Peu d'enfants de paysans, de nobles, de familles aisées. Le recrutement urbain est prépondérant.

Le recrutement étranger demeure considérable : le Wurtemberg fournit toujours des théologiens prêts à s'expatrier, comme à la fin du Moyen Age, lorsque les Souabes — F. Rapp l'a montré — venaient dans le diocèse de Strasbourg. Les futurs pasteurs sont formés dans des écoles secondaires, les gymnases, qui, selon le modèle imposé par Melancthon, dispensent, uniquement en latin, un enseignement à dominante humaniste et religieuse. Puis l'aspirant à la carrière pastorale séjourne dans une université. Si le territoire possède sa propre université, le cycle d'études va de trois à cinq ans ; dans les autres principautés, les boursiers ne peuvent s'absorber que deux ou trois ans. B. Vogler étudie l'attraction des différentes universités : il marque le rayonnement de Heidelberg, la capitale palatine, « *primarium Calvinianorum sedem* », le recul de Wittenberg, l'influence de Strasbourg sur les petites principautés luthériennes rhénanes.

Les progrès du niveau intellectuel et théologique permettent aux princes de faire procéder à un examen assez sévère lors de la nomination des pasteurs. Aussi bien s'agit-il, dans ces Eglises établies, de recruter des pasteurs du prince, autant que de l'Eglise. L'orthodoxie, l'attachement à des règles morales strictes, l'acquisition de connaissances sont les critères déterminants. Le clergé n'est plus, comme avant la Réforme, un ordre. Il a perdu l'immobilité attachée

au bénéfice. Il est devenu « une catégorie socio-professionnelle profane incluse dans le monde des fonctionnaires ». Soumission aux autorités établies, fonctionnarisation, tels sont les traits d'un système qui mènerait à un certain assoupissement, si la polémique confessionnelle n'était vive.

Les conditions de vie du pasteur demeurent médiocres : les actes pastoraux sont désormais gratuits, le pasteur doit faire vivre une famille. B. Vogler consacre des pages attachantes à la famille pastorale, « *fait révolutionnaire en Occident* », dont l'exemple contribue à relever le niveau culturel des fidèles, à implanter la confession et l'éthique protestantes.

Le presbytère est aussi un foyer de culture. Le contraste entre la culture du clergé et celle du peuple s'accroît à la fin du seizième siècle. L'analyse des inventaires des bibliothèques révèle la prépondérance de Melancthon, le « *praeceptor Germaniae* » ; il vient bien avant Luther et Brenz. Calvin et Théodore de Bèze ont une place non négligeable, le prestige d'Erasme demeure. La supériorité intellectuelle de ce clergé face au clergé de l'Eglise romaine des quinzième et seizième siècles n'est peut-être pas « énorme » (à un bon nombre des prêtres du diocèse de Strasbourg, rappelle F. Rapp, ont fréquenté quelques semestres ou quelques années une université), elle est sans doute considérable, surtout si l'on songe au monde rude, aux paroisses perdues dans la montagne et la forêt où les pasteurs du Palatinat exercent souvent leur ministère. Comme le niveau culturel, le niveau moral se relève et le contraste est évident avec le clergé d'avant la Réforme. Les défauts les plus fréquents sont l'ivrognerie, à laquelle prête la proximité des vignobles, et l'esprit rétrograde. Ce clergé dévoué et pieux est autoritaire, il constitue un agent d'intolérance confessionnelle.

Au terme d'une monographie véritablement exemplaire, B. Vogler esquisse les points de convergence avec le clergé issu des séminaires catholiques post-tridentins : éducation humaniste, souci de la pastorale et de la prédication, austerité du comportement. Si la Réforme, par la doctrine du sacerdoce

universel, a rapproché le pasteur des fidèles, un milieu sacerdotal s'est reconstruit en fait. Les divergences entre théologiens luthériens et réformés sont réelles. Les premiers, repliés à l'intérieur du monde germanique, se définissent par un conservatisme rigoureux, une tendance à la contemplation intérieure et au détachement face aux questions terrestres. Les réformés sont ouverts au monde calviniste de l'Occident et à la « modernité », qu'il s'agisse de la conception de l'argent ou de l'exigence plus grande sur le plan moral.

Pourtant, par-delà ces différences, sur lesquelles il passe un peu vite, B. Vogler est sensible à une certaine originalité du clergé rhénan : force de l'influence melancthonienne chez les luthériens, influence du luthérianisme sur les réformés, incidences, sur le clergé des deux confessions, de la pression catholique du morcellement politico-ecclésiastique, de la perméabilité des frontières. Ce défi évite au clergé de s'engourdir dans une vie tranquille, de se limiter à l'idéal de « *faire des sermons brefs et de manger des saucisses longues* » (« *un lange Bratwürste, kurze Predigten zu halten* »), selon une formule passée dans la sagesse populaire.

A bien des égards, ces deux ouvrages d'universitaires strasbourgeois se répondent. Le premier, plus divers, grouillant de vie et de notations, le second, plus linéaire, centré sur un problème majeur : l'étude du corps pastoral. Tous deux, sans concession aux modes, avec une grande justesse de ton, font revivre, dans toute sa richesse, la vie religieuse du monde rhénan au temps des Réformes.

(1) *Le Temps des réformes. La Crise de la chrétienté. L'Esclatement. 1250-1550*. Fayard, 1975, 570 pages.

(2) *Réformes et Réformation à Strasbourg. Eglise et société dans le diocèse de Strasbourg (1450-1525)*. Association des publications près les universités de Strasbourg, collection de l'Institut des hautes études alsaciennes, t. XXIII, Paris, Editions Ophrys, 354 pages.

(3) *Le Clergé protestant rhénan au siècle de la Réforme (1555-1618)*. Association des publications près les universités de Strasbourg, Paris, Editions Ophrys, 1976, 414 pages.

GÉNÉALOGIE

Alexandre Dumas et ses aïeux

L'UN des gisels les plus fréquemment formés contre la généalogie, c'est de n'aboutir à rien d'autre qu'à une suite de noms sans grande signification. Qu'importe, en effet, de connaître tous ces « quartiers généalogiques » jusqu'à la huitième ou dixième génération, si l'on ne sait, au moins pour quelques-uns d'entre eux, qui étaient ses ancêtres et ce qu'ils faisaient, comment ils vivaient ?

Dans son ouvrage « *Monte Cristo ou l'extraordinaire aventure des ancêtres d'Alexandre Dumas* », Gilles Henry, à la fois passionné par la vie et l'œuvre d'Alexandre Dumas et par la généalogie, démontre ce que doit être une généalogie intelligemment conduite.

Sans doute, il a relevé toutes les ascendances qu'il a pu retrouver. Cela ra conduit dans l'Alsace, d'où étaient originaires les ancêtres maternels du romancier : des commerçants, des jardiniers, des hommes de terre. Puis à Saint-Domingue où naquit le père de l'écrivain, le général révolutionnaire surnommé « *le Horlaux Coclès* » (c'est-à-dire le héros de la noblesse normande et d'une esclave de sang noir).

Beaucoup d'amateurs se seraient contentés de cette singulière ascendance qui réunit des milieux si divers. Gilles Henry a été beaucoup plus loin. Il a fait de la véritable généalogie, il a retracé l'histoire de ces aïeux.

Non pas de tous : présenter minutieusement la vie de tous les ancêtres retrouvés aurait été fastidieux, peut-être, car certains n'ont rien de remarquable. L'auteur a préféré choisir. Il s'est intéressé aux aïeux les plus caractéristiques, ceux qui semblent avoir le plus influencé Alexandre Dumas et son œuvre.

Avec plus de deux cents romans et de nombreux drames, Alexandre Dumas fut l'un des auteurs les plus populaires de son époque. Son œuvre dépasse l'existence de l'auteur, le cadre de sa vie, l'ambiance qui l'entourait... D'où vient-elle ?

Cette imagination fabuleuse est due peut-être, comme le suggère Alain Decaux dans la préface, au quel de sang noir apporté par la grand-mère Cécile Dumas. Elle est tributaire également, sans aucun doute, de la vie orageuse des écrivains de la Paillière, vie que l'écrivain connaissait et qui lui tenait à cœur.

L'histoire de la naissance de son père, la vie aventureuse, de son

arrière-grand-père et de ses enfants, ont été reconstitués par Gilles Henry. Elles correspondent à des romans d'Alexandre Dumas. Et si ce dernier les a présentées comme des histoires imaginaires, il s'en est expliqué indirectement par la réponse de Monte-Cristo à Andrea Cavalcanti (« *Le comte de Monte-Cristo* », chapitre LVII) : « Je ne dirai pas un mot de toutes ces aventures, c'est un roman que votre histoire, et le monde, qui adore les romans serrés entre deux couvertures de papier jaune, se délecte étrangement de ceux qu'il voit relit en vif dans l'air... ».

Dire à tous que son père est né d'une esclave noire qui vivait avec son grand-père, que ce dernier les a vendus — concubine et enfant — comme un vulgaire bétail, ce n'était évidemment pas possible : mais Alexandre Dumas a certainement été profondément marqué par tous ces événements. Ainsi, ne serait-ce que psychologiquement, chacun des héros de ses romans a-t-il un peu lui.

PIERRE CALLERY.

* *Monte-Cristo, ou l'extraordinaire aventure des ancêtres d'Alexandre Dumas*, par Gilles Henry. Librairie académique Perrin, 192 p., 28 F.

CORRESPONDANCE

La marine nationale et le naufrage du Bohlen

A la suite de la publication d'un article de Xavier Grall intitulé « *Roulez les trépassés* » (« *Le Monde* » daté 24-25 octobre) sur le naufrage du pétrolier allemand Bohlen au large d'Ouessant le 14 octobre dernier, le capitaine de vaisseau Pierre Bastard, chef de l'antenne marine du service d'informations et de recrutement des services du prince, autant que de l'Eglise. L'orthodoxie, l'attachement à des règles morales strictes, l'acquisition de connaissances sont les critères déterminants. Le clergé n'est plus, comme avant la Réforme, un ordre. Il a perdu l'immobilité attachée

M. Grall fait état du délai de soixante minutes qui aurait été mis à envoyer un Alizé sur les lieux. Rétablissons tout d'abord la chronologie des événements : Le S.O.S. du Bohlen a été émis de 17 h. 25 à 17 h. 33 et reçu par la station radio du Conquet ; interrogé par le commandant de Saint-Mathieu, il est retransmis à la préfecture maritime de Brest à 17 h. 42. L'officier de suppléance est intervenu à 17 h. 45 et donne aussitôt l'ordre d'intervenir. La base d'aéronautique navale de Lann-Bihoué, qui maintient de longueurs d'onde un avion de patrouille maritime en alerte de sauvetage à deux heures de décollage (un Breguet Atlantique, et non pas un Alizé dont la plus faible autonomie et les moyens limités ne permettent pas d'assurer avec le maximum d'efficacité les longues recherches souvent nécessaires).

L'ordre de décollage ayant été confirmé, après que l'éventualité de détachement des hélicoptères Super-Frelon eut été abandonnée en raison de la violence de la tempête, le cargo français *Fort* 18-36, soit quarante minutes environ après que la base de Lann-Bihoué eut été prévenue. C'est à un délai remarquablement court, à deux heures, si l'on tient compte des vérifications à faire avant l'envoi, et du briefing indispensable de l'équipage sur la mission.

Entre-temps, l'ordre d'appareiller a été donné au remorqueur de haute mer *Malabar*. Arrivé sur zone à 18 h. 53, l'Atlantique, dans des conditions de visibilité difficiles et prenant des risques certains dans la tempête, découvre quatre dinghies entre 20 h. et 20 h. 5, puis alerte et guide le cargo français *Fort* 18-36, soit quarante minutes environ après que la base de Lann-Bihoué eut été prévenue. C'est à un délai remarquablement court, à deux heures, si l'on tient compte des vérifications à faire avant l'envoi, et du briefing indispensable de l'équipage sur la mission.

Les recherches aériennes se poursuivent pendant le reste de la nuit par quatre Breguet Atlantique, mais sans résultat. Au lever du jour à lieu le décollage de deux Super-Frelon, dont l'un repêche un survivant à 8 h. 25, puis embarque deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le *Malabar*.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouvrables et l'information transmise dans la soirée par la préfecture maritime, via la gendarmerie de Douarnenez, n'a atteint les pêcheurs que dans la matinée du 15. Compte tenu de l'état de la mer la veille au soir, il est vraisemblable d'ailleurs qu'ils n'auraient pu appareiller plus tôt.

Enfin, l'auteur de l'article laisse entendre que le Bohlen aurait touché l'un des quelque deux mille récifs qui parsèment la mer d'Iroise. Or ce bâtiment a coulé en pleine mer, pour une cause inconnue, par 10 mètres de fond, les récifs n'étant en rien responsables de cette catastrophe.

Tout ce qui précède suffirait sans s'il était besoin à réfuter la curieuse accusation suivant laquelle la Marine nationale aurait tenté à s'assurer « l'exclusivité des opérations de sauvetage ».

Le sauvetage des équipages en détresse est, en effet, l'affaire de tous les marins, qu'ils soient de la pêche, du commerce, de la plaisance ou de l'Etat. Cette obligation morale de tout abandonner pour se porter au secours des naufragés est peut-être la seule loi formelle non écrite qui unit entre eux tous les gens de mer. Nous y tenons beaucoup.

La voiture perdue et retrouvée

Une lectrice de Lyon, Mme D., nous adresse la lettre suivante :

Il m'est arrivé, l'autre jour, une mésaventure : ma fille, qui était partie en Italie en voiture, s'est finalement trouvée complètement démunie d'argent et n'a pas trouvé mieux que d'abandonner la voiture quelque part en Italie et de rentrer en auto-stop. Elle n'a pu me donner que de vagues précisions quant à l'aire sur laquelle elle avait abandonné le véhicule.

Quand elle est revenue, je ne savais pas comment faire pour retrouver ma voiture. J'ai téléphoné à Lyon, au service du contrôle des Sociétés concessionnaires d'autoroutes qui dépend de la direction des routes (ministère de l'équipement), pour leur demander conseil.

J'ai été dirigée sur l'agent de ce service qui s'occupe du contrôle de l'exploitation des aires annexes pour l'ensemble de la France, M. Sansoni, qui s'est proposé lui-même de faire la nécessaire pour retrouver la voiture. Il a pris contact avec les autorités autoroutières italiennes, demandé aux carabinieri de faire des recherches sur la section Gènes-Menton et, deux heures après, il me téléphonait pour me dire que ma voiture était retrouvée, en me donnant des précisions sur son état, ainsi que le nom de l'aire sur laquelle on l'avait trouvée, et en me signalant également que le nécessaire avait été fait pour qu'elle soit à la garde effective du pompiste, auquel on avait, par la même occasion, annoncé ma venue pour retirer le véhicule. Ce que j'ai fait deux jours après.

Je pense qu'il est bon de porter à la connaissance du public les possibilités qui lui sont offertes et que trop souvent il ignore.

Humeur

La vue et la vie

CONCEPTER — sinon, que fait un concepteur ? — c'est un beau slogan tout en rythmes et en assonances, c'est le rêve quotidien de tout publicitaire. Et son métier. Sur ce thème on a vu d'aimables comédies américaines où la trouvaille d'un jour faisait soudain d'un desolateur le Shakespeare du désolant ou de la cacahouète. La répétition étant, dit-on, l'âme de l'enseignement — et du comique — le slogan publicitaire ou politique a pour vocation d'être répété. Toutefois, en abusant l'usage.

Ainsi le péremptoire amalgame — pour le plaisir du jeu de mots dans le vent — de « la qualité de la vue » et « la qualité de la vie » fait d'une carrière un peu longue. Epuisée, affaibli par l'usage, on le sert désormais sur les ondes accomodées de saucisses qui le relèvent. Hier une voix magnétiquement radiophonique détaillait donc, pour la centième fois, tous les plaisirs de la vie dont une mauvaise vue peut nous priver. Mon voisin qui passe ses journées à l'écoute de la radio pour cause de cécité totale n'a rien dit. Il n'aurait pas à M. le directeur de la radio, il ne défilera pas dans le trop long cortège des non-royants de France, pancarte au poing, si on ne manifeste pas pour exiger du tact. Simplement, il a tourné le bouton, coupé le courant, interrompu sa relation avec le monde.

JEAN RAMBAUD.

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-IX^e 1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

CARNET

Réceptions

L'ambassadeur de Syrie, M. Abdel Karim, a donné une réception le vendredi 29 octobre à l'occasion de la fin de la mission de M. Beshar Kharruf, attaché de presse.

L'ambassadeur de Turquie et Mme Orhan Erlep ont donné une réception vendredi à l'occasion de la fête nationale.

Naissances

Le docteur vétérinaire Francis Collignon, et Mme née Sylvie Rabin Dade, habitant à Gournay, ont annoncé la naissance de Benoît, le 21 octobre 1976, 63, rue de Paris, 67000 Florimont.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de M. Pierre DARDALON, directeur général adjoint du Crédit français international, survenu le 28 octobre à Saint-Céré (Lot).

De la part des familles Jacques Dardalon, de la part de Roger Lafage, Dominique Reumaux, Claude Malteaux, 88, rue de la Fédération, 75015 Paris.

M. et Mme Edgar Baer, leurs enfants et petite-enfants, M. et Mme Gilbert Compel, leurs enfants et petite-enfants, M. et Mme Georges de Lalens, leurs enfants et petite-enfants.

M. Robert Marcy, ses enfants, petite-enfants, et Mme Robert Marcy, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 27 octobre 1976, dans sa quatre-vingt-douzième année, de M. Roger GOMPEL, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, président d'honneur de la société Paris-France.

L'inhumation a eu lieu le 30 octobre au cimetière Montmartre dans l'intimité familiale.

(Ils se 19 septembre 1985 à Paris, M. Roger Compel a été président-directeur général des grands magasins Paris-France de 1950 à 1972, et de 1953 à 1972, président-directeur général des magasins Aux Trois Quatriers; il a été également président de la Fédération nationale des établissements à commerce multiples.)

Mme H. Hussenot-Desenonges, M. et Mme R. Hussenot-Desenonges, M. et Mme O. Hussenot-Desenonges, M. et Mme M. Hussenot-Desenonges, leurs enfants et petite-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, Mme Marie HUSSENOT-DESENONGES, née Marie-Louise Roux, survenue dans sa quatre-vingt-douzième année, le mardi 25 octobre, à Boulogne.

Une messe sera dite à son intention dans la stricte intimité familiale.

Anniversaires

Pour le cinquantième anniversaire du décès, le 2 novembre 1971, de M. Raymond GRABOIS, une pensée est demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

Le SCHWEPES Bitter Lemon : c'est sa pulpe qui est renversante.

Théâtre

« ÉTRANGE PALEUR », de Jean Bois

C'est décidément très curieux, ce que fait Jean Bois. Il écrit des pièces, met en scène, joue, sur une scène très éloignée de tout le théâtre d'aujourd'hui. Il reste fidèle au lampion-théâtre, celui des caves miteuses et des couloirs aménagés. Il est inégal, comme souvent les solitaires, et il n'est pas un des écrivains de théâtre les plus forts par le temps qui court.

D'une pièce à l'autre, Jean Bois cède à son idée fixe : la famille. Elle est composée, dans *Étrange paleur*, en premier lieu, d'un père qui est fou, que l'exercice du pouvoir de mari et de père a rendu fou. Sa femme et sa belle-sœur se barricadent comme elles peuvent, dans le grain à convert dans une cabane imaginaire de l'arrière-cour, de projets. Le fils, qui ressemble comme deux gouttes d'eau à son père, fait front par le biais de l'homosexualité.

Le style personnel de Jean Bois est une précision dans le surnum : toutes les scènes sont abolies. Tous les citiens sont abolis. Le texte est d'une violence hors du commun, et d'une grossièreté, comme on dit, « insoutenable ». Chacun des démons qui figurent la rancoeur, l'impitoyance, la haine, sont ici incarnés avec une force, une « santé », affreuses si bien qu'aucun des paroxysmes de Jean Bois ne se dilue dans le grésillement de la pire vulgarité, dans la pire mauvaise goût, dans le sujet de près, ou le sujet est crucial, c'est l'amour, l'amour maternel, paternel, filial, passionnel, et il y a un immense vertige quand on sent bien que Jean Bois ne fait pas de littérature, ne pose pas, au contraire, c'est un écorché qui éprouve à un degré très rare les tortures de l'amant, du père, du fils, de la femme, et qui a un instinct exarçonné de l'injustice.

« Étrange paleur » est celle d'une jeune femme habillée en mariée qui débarque une nuit dans cette cage aux fauves, et à laquelle le père s'attache immédiatement. La famille va être détruite, le père va rester seul avec cette jeune femme que, par le seul jeu naturel de la passion, il va tuer petit à petit, sans le faire tout à fait exprès, en malade absolu, gentil, s'entretenant sincèrement de cette « étrange paleur » et allant chercher un verre d'eau trente secondes avant que

« Le Portrait de Dorian Gray », dans une adaptation et une mise en scène de Pierre Berton, est repris au théâtre Danton depuis le 26 octobre, à 20 h. 30. Le spectacle a été créé en novembre 1975 à la Maison de la culture de Créteil, avec Raymond Gérôme (dit Coeur) et Mathieu Carrière (Dorian Gray), qui est remplacé par Patrice Alexandre.

La bibliothèque de Dunoyer de Segonzac a été vendue vendredi à l'hôtel Drouot. La suite d'œuvres-fortes réalisées pour les Géorgiques de Virgile et celles de « La Trille musicale » de Colette ont été adjugées respectivement 355 000 F et 210 000 F.

Festival

En attendant Berio

(Suite de la première page.)

En attendant Berio, gardé pour la fin, on pouvait écouter quelques hors-d'œuvre, très estimables et consistants : il était même permis d'en reprendre. Ainsi le « Labyrinth », sonore et lumineux, quasi-permanent, de Josef Anton Riedl, dans la salle des sports, toute tendue de toiles d'araignées multicolores phosphorescentes, éclairée à la lumière noire. Pour accompagner la promenade, Riedl a enregistré la chute de plusieurs centaines de gouttes d'eau, qu'il diffuse en les mêlant au bruit des synthétiseurs. Tout cela reste un peu froid et les tons électriques, vert, rouge, bleu, ne favorisent pas exactement la concentration ; les matelas de mousse posés sur le sol accueillent les spectateurs désireux de tenter des expériences d'endurance.

Parmi les nouveaux venus à Donaueschingen, on citera Horatio Radulescu (1942), compositeur roumain établi en France, où il a acquis une célébrité un peu scandaleuse. Cet aspect de sa personnalité n'est certainement à la juste appréciation de sa musique. Aucune exécution de ses œuvres n'ayant été jusqu'ici satisfaisante, on attendait celle du « Lamento di Gesù » pour quatre-vingt-onze musiciens et sept solistes, créé l'an dernier à Royan, avec une certaine impatience. Impatience déçue, car la première impression se confirme : dans cette partition où tous les instrumentistes jouent

Concerts

Musique plus

avec l'Orchestre

des pays de la Loire

Les programmes de musique contemporaine sont rarement aussi séduisants que celui qui était présenté mardi soir par l'Orchestre des Pays de la Loire, exécuté tout au long, sous la direction d'Ivo Malec. Celui-ci a le don de faire vivre les œuvres modernes, non seulement par la précision de ses gestes toujours significatifs, mais surtout grâce à une présence très rayonnante et enthousiaste.

Annoué trop discrètement, ce concert ne réunissait qu'un petit nombre de spécialistes, bien moins en tout cas qu'à Angers et à Nantes ces jours derniers. Mais l'acoustique se chargeait de remplir la salle du sous-sol de Wagram, souvent copieusement saturée par les opérettes sonaristes de Faisceaux-Diffusions (1970), l'œuvre de Jean-Claude Eloy. Celle-ci exerce une sorte d'envoûtement par la richesse des ébranlements massifs, la profondeur des champs sonores répétés en trois groupes qui se font écho, et les éclats des événements qui vibrent ou explosent à la surface, notamment les deux électriciens électriques aux allures asiatiques. Pourtant, l'œuvre s'allonge peut-être à l'excès, sans que le déneigement forme le nourrisse constamment l'attente.

Puis Jacques Vandewille, admirable de son, de souffle, d'imagination et de sensibilité, interprétait le Troisième Concerto pour hautbois, chant du cygne de Bruno Maderna. L'œuvre n'a jamais été plus appropriée. Car le lyrisme de ce grand solo est d'une simplicité touchante ou sublime, le chant se développe librement, sans être ni passé, éveillé des échos poétiques et discrets dans l'orchestre, parfois se brouille en octavations, comme endormies de tristesse. Le ton ensuite devient plus dur, plus sec, dans l'orchestre s'éteignent des fantômes hurlants, toute une vie grouillante qui se transforme en de grands tutti d'une harmonie superbe dominée par le hautbois sur le tapis ravissant des clapiers et des harpes. Et puis, toute voix se perdant, il ne reste plus que le soliste dialoguant avec son frère le cor anglais.

La création d'« El diablo de chat », de Tona Scherchen, fille du grand chef d'orchestre, a suscité des applaudissements un peu méprisants. C'est bien mal payer une œuvre un peu érudite mais pleine de talent et de malice, écrite avec une élégance toute raretelle, qui allie ironiquement les effets pros et subtils, et crée une musique « de chat », électrique, frémillante, ondulante, avec une clarté d'écriture, une richesse picturale et une rigueur formelle peu communes.

Enfin, Multiples pour deux pianos et orchestre, de Philippe Boesmans, ramenait les deux solistes dans la salle, en blouse d'écolière et pantalon de jean, pour un divertissement frénétique, de place et de feu, largement partagé avec l'orchestre, qui jouait cependant un peu court comme si la virtuosité dévorait la substance de cette œuvre brillamment écrite.

JACQUES LONCHAMPT.

En bref

Cinéma

« L'Aile ou la Cuise »

Les papilles gustatives de Charles Duchemin (Louis de Funès), l'ont conduit à la richesse, à la gloire et à l'Académie française. Auteur d'un guide qui est la bible des gourmets du monde entier, il poursuit de sa vindicte les restaurateurs malhonnêtes. Son ennemi numéro un est un certain Tricatel, P.-D.G. d'une chaîne de restaurants où l'on sert des repas fabriqués à la chaîne dans une usine clandestine. Charles Duchemin a un fils (Coluche) qui préfère les joies du cirque aux délices culinaires. Mais, l'amour aidant, ce fils prendra la succession de son père, après l'avoir aidé à triompher de Tricatel au cours d'un face-à-face télévisé.

Claude est le héros de son mieux ce scénario familial. On s'amuse de voir de Funès se déguiser en vieille dame, en Texan, en chauffeur de maître pour mieux démasquer les truquiers de casseroles. Au milieu du film, le sketch du gastronome à l'hôpital provoque un rire franc. Celui de l'usine à comestibles pourrait aller plus loin dans la folie. Les scènes de cirque sont fastidieuses.

Que dire d'autre ? Que Louis de Funès explose moins qu'il ne pète, mais que son pouvoir comique garde toute son efficacité. Que, dans un rôle assez ingrat, Coluche n'a guère l'occasion de prouver le sien. Que Julien Guéhenne est excellent et Julien Zacharias bien joli. Bref, il y a dans ce film à boire et à manger. Mais l'« aile » est appétissante, la cuise reste un peu fade. — J. B.

A.B.C. Barlitz, Cluny-Palace, Ambassade, Mérimée, Moulin-Sud, Montparnasse-Palace, Cambodge, Victor Hugo, Wepler, Gaumont-Cambetta.

Danse

Le couple soviétique dans

« Ivan le Terrible »

Jour Vladimir et Natalia Bessmertnova, filles du Bolchoï, sont venues danser en représentations les rôles vedettes du tzar et de la princesse Anastasia dans *Ivan le Terrible*, le ballet du chorégraphe soviétique Iouri Grigorovitch sur la partition de Prokofiev, qui est encore à l'affiche de l'Opéra.

Interprétation typiquement authentiquement théâtrale, celle toujours à l'honneur sur la première scène moscovite, où l'énergie du danseur mâle est

compensée par le charme slave de sa partenaire. Avec son teint de cire, ses cheveux en bandeaux, sa barbe et ce long nez très mince qu'on voit aux figures d'icônes, Iouri Vladimir porte comme un trophée ses traits à « l'asiatique » du tzar de toutes les Russies. Pas de grimaces, pas de rictus, pas de contorsions autres que quelques volées de doubles, voire triples tours en l'air terminés par un saut qui atteste l'extraordinaire potentiel musculaire du danseur.

Mais la palme de la grâce, c'est à Natalia Bessmertnova. Des bras crémeux, des mains fines, une ligne de jambe superbe, un pied idéal : ces avantages plastiques de Natalia Bessmertnova se déplacent, en outre, dans l'espace avec la légèreté, le lyrisme, la distinction d'une vraie princesse de la Sainte Russie. Captivent. — O. M.

Musique

Daniel Wayenberg

Avec Daniel Wayenberg, on est sûr d'entendre de la musique, au-delà de la seule virtuosité pianistique. Le garçon, presque un adolescent, qui émergeait, lors d'un récent concours Marguerite-Loup, par son « Scherzo de Chopin joué avec une intuition visionnaire, est devenu un homme prématurément blanchi, mais qui a gardé quelque chose de l'enfance dans ce beau visage aux yeux fermés baignés d'émotion tandis qu'il joue, et dans ce saut encore roide et gauche de celui qui revient à peine d'un autre univers.

Les années ont apporté à son jeu fougueux une maturité qui se manifeste dans des monuments tels que le *Sonate op. 111* de Beethoven et le *Sonata en si mineur* de Liszt, appréhendés comme des poèmes intérieurs, vigoureusement charpentés et surtout conduits sans rupture par l'imagination. On souhaiterait qu'il aille plus loin encore et marque de toute sa personnalité ces œuvres, tant il est vrai que l'interprétation musicale est une symbiose du créateur et de l'exécutant.

Comme dans les *Fantaisies* de Schumann, ou Wayenberg parle davantage en son propre nom, dans *Au soir*, qu'il joue, soigne comme un fleur précieuse, tel tinter comme un cristal fragile, comme une barque sur l'océan des songes crépusculaires, dans les élans prodigieux d'*Aufschwung, Griten, in der Nacht*, où le son du piano révèle une imagination créatrice, une effusion irrésistible, une poésie fantastique et simple et familière tout à la fois. Daniel Wayenberg peut tout oser à partir de ces instantanés.

J. L.

Ici et là...

JOSÉ VALVERDE

QUITTE LE THÉÂTRE

GÉRARD-PHILIPPE

● José Valverde, qui assurait la direction du Théâtre Gérard-Philipe, à Saint-Denis, depuis dix ans, a donné sa démission. « Les crises générales qui affectent la vie culturelle de notre pays ont réduit les possibilités d'exploitation de nos spectacles, exploitation sur laquelle nous comptons fermement pour assurer la permanence de notre équipe. Je suis donc dans l'impossibilité matérielle de réaliser le deuxième spectacle de la saison », a déclaré José Valverde, que René González, jusqu'ici codirecteur du T.G.P., va désormais remplacer.

Mme BARRE PRÉSIDENTE

LE GALA DE L'UNION

A LOS ANGELES

● Le cinquantenaire Gala de l'Union aura lieu le 20 novembre à Los Angeles, à l'occasion du bicentenaire des États-Unis, a annoncé Jean-Claude Brialy, qui en assure la co-présidence avec Lisa Minelli. Mme Raymond Barre et Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, assisteront à la représentation, au cours de laquelle doivent se produire (Alain Delon étant M. Loyal) : Charlton Heston, Kirk Douglas, Shirley Mac Laine, Raquel Welch, Jack Nicholson, Steve Mc Queen, Sean Connery, James Caan, Jack Lemmon, Burt Lancaster, Ryan O'Neal, Cassius Clay, Charles Bronson, Warren Beatty, Gene

Kelly, Jeanne Moreau, Régine, Michel Piccoli, Silvia Kristin, Gérard Depardieu, Annie Duperey, Jane Birkin, Marie-Françoise Barrault, Guy Marchand, etc.

Avant ce gala — dont les droits télévisés ont été acquis par C.B.S. et par TF 1 — il y aura trois journées de « manifestations pour la France », projections de films, expositions, défilés de mode, gaspagnon. A cette occasion, première mondiale de *Barocco d'André Téchiné* et remise de la Légion d'honneur à Jean Renoir. Des billets à un tarif forfaitaire d'environ 6 000 francs sont en vente à Paris (tels 822-01-31).

PREMIER CONGRÈS

DU FILM

DE FORMAT POPULAIRE

● Le premier congrès international de films de format populaire (super 8 et 16 mm) a lieu ce week-end à Paris, dans la salle bleue du Palais des congrès porte Maillot. Les projections sont ininterrompues de 10 heures à 24 heures, soit quatorze séances de deux heures de courts métrages différents.

Le dimanche, de 17 heures à 18 heures, des spécialistes, des reporters, des cinéastes, des écrivains et le public, débattront des difficultés et des possibilités d'avenir du film de format populaire.

● Le premier prix du quatorzième Festival du court métrage en conclave de Barcelone a été décerné au cinéaste espagnol Jordi Bayona pour son film « Caser un huevo ».

SPORTS

Football

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE

DE PREMIÈRE DIVISION

Trois clubs en tête

La douzième journée du championnat de France de première division a été marquée par la défaite du leader, Lyon, battu à Metz 2 à 0, et par le match nul de Nantes, sur son terrain, devant Reims (1 à 1). Bastia, ayant largement dominé Angers (5 à 1), se retrouve à la première place, en compagnie de Lyon et de Nantes.

Les matches Saint-Etienne-Nîmes et Marseille-Paris-Saint-Germain ont été remis en raison du mauvais temps.

Metz bat Lyon 2-0
Nantes et Reims 1-1
Bastia bat Angers 5-1
Laval bat Nice 0-0
Lens et Bordeaux 3-3
Valenciennes et Nancy 1-1
Troyes bat Rennes 2-2
Sochaux bat Lille 2-2
Saint-Etienne-Nîmes et Marseille-Paris-Saint-Germain ont été remis, les terrains étant impraticables.

CLASSIFICATION : 1. Lyon, Nantes et Bastia, 18 pts ; 2. Metz, 14 ; 3. Nîmes (11 matches), Nice, Lens et Reims, 13 ; 4. Marseille (11 m.) et Laval, 12 ; 5. Paris-Saint-Germain (11 m.), Angers, Nancy, Bordeaux et Troyes, 11 ; 6. Valenciennes et Sochaux, 10 ; 7. Saint-Etienne, 7 ; 8. Lille et Rennes, 7.

BOXE. — Le Thaïlandais Saensak Muangmurtong a repris son titre mondial des super-légers (version W.B.C.) vendredi soir (29 octobre, à Sévigne, où il a facilement battu l'Espagnol Miguel Velasquez par k.o. technique à la deuxième reprise.

Tennis

Au Tournoi de Paris

UN BEAU MATCH

DE « PETITS » JOUEURS

Courts sur pattes, de grosses têtes sans expr. tragus, Eddie Dibbs et Paolo Bertolucci, les deux quarts-de-finalistes qui s'affrontaient vendredi 29 octobre au stade de Coubertin, n'ont en rien l'aspect photographique d'un Filou ou d'un Van Dillen. Les deux jolis garçons du Tournoi de Paris, encore moins celui de l'Idole Borg, classé athlète complet numéro un la veille à Vichy. Mais ils sont tous les deux supérieurement adroits à la raquette en main et, comme dit la jeunesse, « super-sympa » sur le court (on les voyait s'adresser des sourires après des échanges acharnés, ô merveille !).

Âgés de vingt-cinq ans, l'un, Dibbs, né en Floride, l'autre, Bertolucci originaire d'Occagne, ils ne sont pas de la même force sur les tablettes. Numéro trois au classement de la Commercial Union, Dibbs a été deux fois demi-finaliste aux internationaux de Roland-Garros (1975 et 1978), alors que Bertolucci navigue dans un peloton obscur du même classement. Ces deux « petits » joueurs n'en ont pas moins disputé, vendredi, un match à peu près égal où toutes les balles sans exception étaient plaisantes à suivre, les revers surtout déliés à deux mains par Dibbs, détachés du corps dans un coup de ventre superbe par Bertolucci. Finalement, l'Américain l'emporta par une infime marge (7-6, 7-6).

O. M.

Simple, quart de finale : 1. Smith (E.-U.) bat Stewart (E.-U.), 6-4, 6-2 ; 2. Dibbs (E.-U.) bat Bertolucci (It.), 7-6, 7-6 ; 3. Okker (P.-B.) bat Riessen (E.-U.), 6-3, 6-3 ; 4. 6-3, 6-3.

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE

SARTRE
par lui-même
un film réalisé par Alexandre Astruc et Michel Lévay

LUXEMBOURG - STUDIO GIT LE CŒUR

un film de **rené allio**

"moi, pierre riviére, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère..."

d'après le roman publié par Michel Foucault, production "cinéma 7" - giffaud / jaffard
production "Les Films de l'Éclat" - Paris, distribution par jaffard

Pour l'inauguration du 1^{er}

U.G.C. MARBEUF VO - CLUNY ÉCOLES VO - U.G.C. OPÉRA V

un film de **ROMAN POLANSKI**

LE BAL DES VAMPIRES

avec JACK MACGOWRAN SHARON TATE
ALFIE BASS FERDY MAYNE TERRY DOWNES
PRODUCTION MARTIN RANSCHOFF - ROMAN POLANSKI - PANAVISION - METROCOLOR
UN FILM METROCOLOR-METROCOLOR DISTRIBUTION PAR CINEA INTERNATIONAL CORPORATION

U.G.C. NORMANDIE - REX - PARAMOUNT OPÉRA - BRETAGNE - MAGIC CONVENTION - U.G.C. GORILLAS - U.G.C. ODEON
PARAMOUNT ORLÉANS - LES 3 MURAT - PARAMOUNT MARLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE - LIBERTÉ - LES 3 SECRETAIR
CYRANO Versailles - C2L Saint-Germain - BUXY ROUSSY Val d'Yerres - YELIZY 2 - PARHOB Ainay
MELLES Montreuil - CARREFOUR Paris - ARTEL Rosny - ARTEL Nogent - FRANÇAIS Engelen - FLANADES Sarcelles
ARTEL Villebeuve - GAMMA Argenteuil

JEAN-PAUL BELMONDO

LE CORPS DE MON ENNEMI

UN FILM DE HENRI VERNEUIL

BERNARD Blier
MARIE-FRANCE PISIER - CLAUDE BROSETTE
DANIEL VERNER - CHARLES GÉRARD

MICHEL AUDIARD
HENRI VERNEUIL - MICHEL AUDIARD - JEAN-PAUL BELMONDO
DISTRIBUTION : FELICIE MARCEAU

FRANÇOIS LAI
DISTRIBUTION : FELICIE MARCEAU

DANS LES MEILLEURES SALLES

L'EMPIRE DES SENS

UN FILM DE NAGISA OSHIMA

"... C'est l'Amour vraiment fou, où plutôt le Sexe fou, obligeant par son vertige à franchir les limites..."

ARGOS FILMS

J.-L. Bory - NOUVEL OBSERVATEUR

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : *Iran, le Terrible*, ballet (sam., 18 h. 30).
Châtelet : *Elisabeth* Op. (sam., 20 h. 30). — *Salle Gémier* : *Solitude, la malédiction* (sam., 20 h. 30).
Fénelon-Odeon : *la Nuit, les clowns* (sam. et dim., 18 h. 30).
Odéon : *21 Campello* (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
TNP : *Comme il vous plaira* (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Petit TNP : *A la campagne* (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Les salles municipales

Nouveaux Carré : *Clique à l'ancienne* (sam. et dim., 15 h. 30; 18 h. 30).
Folies : *la Sépulture* (sam., 21 h., dim., 15 h.). — *Salle Péguy* : *Parole de femme* (sam., 20 h.); *Henri Cougnaud* (sam., 21 h. 30).
Théâtre de la Ville : *Nicolas Peyrac* (sam., 18 h. 30).

Les autres salles

Atelier : *Monsieur chasse* (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Athénée : *la Sépulture* (sam., 21 h.; dim., 15 h.). — *Salle Péguy* : *Parole de femme* (sam., 20 h.); *Henri Cougnaud* (sam., 21 h. 30).
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de la Tempête : *Mesure pour mesure* (sam., 20 h.; dim., 15 h.).
Centre culturel de l'Est : *la Sang* (sam., 21 h.).
Centre culturel de Marais : *la Sauvage* (sam., 21 h.).
Centre culturel suédois : *la Lutte des cerceaux* (sam., 20 h. 30, dim., 15 h.).
Comédie Caennaise : *Boeing-Boeing* (sam., 21 h. 10; dim., 15 h. 10 et 18 h. 30).
Dauvin : *le Portrait de Dorian Gray* (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Fonaine : *Comme avant* (sam., 20 h. 45).
Gaité-Montparnasse : *Tu es un chic type* (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Galerie 55 : *Volpone* (sam., 21 h.).
Gymnase-Martin-Bell : *Une spirale pour deux* (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Huchette : *la Cantatrice chauve* (sam., 21 h.).
La Brèche : *Pour cent briques* (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Madelaine : *Peau de vache* (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Mauritine : *les Matins d'été* (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Michel : *Happy Birthday* (sam., 21 h. 10; dim., 15 h. 10 et 18 h. 10).
Mikodière : *Acapulco, Madame* (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Moderne : *Qui est qui?* (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h.).
Montparnasse : *Mémo d'homme, l'année prochaine* (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 18 h.).
Montferrat : *la Musique* (sam., 20 h.).
Nouveautés : *Nina* (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Le Théâtre Fontaine annonce irrévocablement la dernière représentation de sa saison à 20 h. 45 de *COMME AVANT* la comédie de Pascal Jardin mise en scène de André Vautier, avec Jean-Pierre Cassel et Tanya Lopert

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 30 - Dimanche 31 octobre et matinées du lundi 1^{er} novembre

Opéra : *le Boléro* (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 20 h. 45).
Folies : *la Sépulture* (sam., 21 h.; dim., 15 h.). — *Salle Péguy* : *Parole de femme* (sam., 20 h.); *Henri Cougnaud* (sam., 21 h. 30).
Fénelon-Odeon : *la Nuit, les clowns* (sam. et dim., 18 h. 30).
Odéon : *21 Campello* (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
TNP : *Comme il vous plaira* (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Petit TNP : *A la campagne* (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtre de Paris : *Procs de Jeanne d'Arc* (sam., 21 h.; dim., 15 h. et 20 h.).
Théâtre Fada-Nord : *Antoine et Cléopâtre* (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).
Théâtre de la Plaine : *Histoire d'une étoile* (sam., 20 h. 30; dim., 17 h.).
Théâtre Frérot : *Dracula Travel* (sam., 20 h. 30; dim., 17 h.).
Théâtre 15 : *l'Alchimiste* (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 20 h. 45).
Théâtre Tristan-Bernard : *l'Espoir des Français* (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre 377 : *la Veuve russe* (sam., 15 h. et 20 h. 45; dim., 15 h.).
Théâtre Antoine : *les Frères Jacques* (sam., 20 h. 30; dim., 17 h.).
Théâtre Antoine : *les Frères Jacques* (sam., 20 h. 30; dim., 17 h.).

LE MARAIS
28, r. du Temple - M^o St-Jacques

CORNER OF THE CIRCLE... ou
« La difficulté d'être homosexuel... même à New-York. »
Un film de RUI DAUGETON

LE GRAND SOIR
un film de François Reusser

GRAND PRIX TOULON 1976
LEOPARD D'OR LOCARNO 1976

LA CLEF 21, rue de la Cité - Tél. 337-00-00

Le Monde : L'aube d'un autre cinéma africain.

lettre paysanne

un film de SAPI FAYE

Prix Georges-Sadoul 1975
Prix de la critique internationale Berlin 1976

MAISON DES ARTS/CRÉTEIL
Métro : Créteil-Préfecture (ligne n° 8)

PROGRAMME DE CRÉATION

ALWIN NIKOLAÏS
DANCE THEATRE

le 4 novembre à 20 h. 30

Renseignements, location : 839-94-30

Prix des places : Abonnés, 20 F. Étudiants-Jeunes Travailleurs, 15 F. Scolaires-Troisième, 10 F. Non abonnés, 20 et 30 F.

Les concerts

Théâtre Éclair : P. Rouch, piano et Chant - Woon - Jung - Violon (Rachman, Webern, Franck) (sam., 18 h.).
Maison de la Culture : *Simone - Bouvier*, piano, et le Trio Berwald (Debussy) (sam., 20 h. 30).
Maison-Mouton : P. Roulier, ténor (Debussy, Debussy, Debussy) (dim., 10 h. 30).
Maison Saint-Louis des Invalides : D. Boussac, orgue (Fauré, Debussy, Bach, Franck, Messiaen) (dim., 16 h.).
Maison de la Culture : R. Bachmann, soprano (Mozart, Brahms, Spohr, Schubert) (dim., 18 h.).
Salle Chopin-Frédéric : Sépulture de musique (Mozart, Debussy, Debussy) (dim., 20 h. 30).
Maison de la Culture : Bach Collegium de Munich (Requiem, de Mozart) (dim., 20 h. 30).

Le music-hall

Bobino : Georges Brégnon (sam., 20 h. 30; dim., 14 h. 30 et 18 h. 30).
Comédie des Champs-Élysées : Guy Béart (sam., 20 h. 45; dim., 17 h. 30).
Olympia : Michel Sardou (sam. et dim., 20 h. 30).
Folies : *la Sépulture* (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Théâtre Tristan-Bernard : *l'Espoir des Français* (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Jazz, pop et folk

Pavillon de Paris : Peco (sam., 20 h.).
Renaissance : Magnan (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Théâtre d'Épave : R. Bessière (sam., 21 h.).
Maison de la Culture : *la Veuve russe* (sam., 15 h. et 20 h. 45; dim., 15 h.).

Opérettes et comédies musicales

Bouffes-Parisiennes : *la Belle Étoile* (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 20 h. 45).
Bouffes-Parisiennes : *la Belle Étoile* (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 20 h. 45).
Bouffes-Parisiennes : *la Belle Étoile* (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 20 h. 45).
Bouffes-Parisiennes : *la Belle Étoile* (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 20 h. 45).
Bouffes-Parisiennes : *la Belle Étoile* (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 20 h. 45).

Vidéo

Vidéostore, permanent à partir de 15 h. 30 : Around the Stone.

La danse

Vol. Festival d'automne et Théâtre de la Cité internationale.
Palais des congrès : Ballet Montparnasse (sam., 18 h. 30 et 20 h. 45; dim., 17 h.).
Centre culturel du Marais : *la Sauvage* (sam., 21 h.).
Théâtre de l'Apprenti : Ballets du Marais (sam., 21 h.).

REX v.f.
U.G.C. ERMITAGE v.o.
U.G.C. ODEON v.o.
BRETAGNE v.f.

REDFORD / HOFFMAN
"LES HOMMES DU PRÉSIDENT"

TECHNICOLOR - Distribué par Warner-Orion Film Co.

MARIE-FRANCE PISIER - CLAUDE BROSETTE
DANIEL VERNER - CHARLES GÉRARD

MICHEL AUDIARD
HENRI VERNEUIL - MICHEL AUDIARD - JEAN-PAUL BELMONDO
DISTRIBUTION : FELICIE MARCEAU

FRANÇOIS LAI
DISTRIBUTION : FELICIE MARCEAU

DERNIERE FOLIE
MEL BROOKS

Quel humour dévastateur... voir "la dernière folie" c'est cela mourir de rire.

Mel Brooks maître du burlesque... les gags pleuvent en rafale... drôlesse.

NOUVEL OBSERVATEUR

سلا في الامل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES CONSÉQUENCES DU PLAN BARRE

F.O. s'oppose au gouvernement sur les « structures conventionnelles »

(Suite de la première page.)

« Or les contrats permettent de le savoir. Si leur renouvellement s'avérait impossible, personne ne saurait plus où l'on va », estime M. André Bergeron. Quelques mois avant l'ouverture des discussions salariales pour 1977 — dans le passé, Forces ouvrières, contrairement à la C.G.T. et à la C.F.D.T., a signé, même du bout des doigts les accords salariaux passés avec les pouvoirs publics ou avec le patronat — la mise en garde est de taille.

Les réactions de la base

Ce durcissement de Force ouvrière n'est pas seulement dû à l'évolution personnelle de son secrétaire général. On serait tenté de penser que la « base » y est même pour bien davantage. Il y a un mois, M. André

Bergeron reconnaissait : « Les réactions de nos militants au plan Barre sont très dures et plus vives que nous ne l'imaginions nous-mêmes. »

Déjà, d'autres signes de ce vit mécontentement des syndicalistes F.O. sont apparus : plusieurs organisations des P.T.T., des impôts, des Houillères de Lorraine, notamment, ont participé aux manifestations du 7 octobre malgré les consignes confédérales. Tout récemment, M. André Gélard, secrétaire général de la Fédération F.O. des fonctionnaires, a appelé ses troupes « à se mobiliser d'ici à la fin de l'année et à passer à l'action en vue de défendre la politique contractuelle ».

M. André Bergeron craint-il d'être débordé par sa base, à quelques mois du congrès de Force ouvrière qui doit se tenir en mai à Vichy ? Si les militants frondeurs restent

minoritaires comme ceux du Syndicat général des impôts (voir ci-dessous), ils sont de moins en moins isolés.

La soulevante que leurs leaders cessent de « composer » aussi souvent avec le pouvoir en place : ils ressentent, en outre, comme un véritable malaise leur « isolement » de plus en plus grand au sein du mouvement syndical français. Après le défilé « séparé » du 1^{er} mai dernier, la non-participation à la journée du 7 octobre a été, pour beaucoup, difficilement supportable.

Nombre d'adhérents de F.O., tout en continuant à vouloir se démarquer de la « politique » politicienne, souhaitent — et le disent — l'instauration d'une société où il y ait moins de chômage et d'inégalité, voire d'une « socialisme à visage humain ».

MICHEL CASTAING.

EMPLOI

M. BEULLAC SOULIGNE LE RECUL DU CHOMAGE PARTIEL

Depuis un an, le chômage partiel a régressé « dans la proportion de trois à un », a déclaré M. Christian Beullac, ministre du travail, le vendredi 29 octobre, à Rouen, à l'issue d'une « journée de travail » en compagnie des directeurs régionaux et départementaux de la main-d'œuvre du Nord, de l'Ouest et de la région parisienne. M. Beullac a, en revanche, constaté une remontée tangible des demandes d'emploi.

« (...) phénomène normal puisque chaque fin d'année scolaire ou universitaire est marquée par ce rebond », a-t-il déclaré. Mais cette tendance devrait, selon le ministre, se résorber très rapidement, « et les entreprises s'abandonnent leur scepticisme vis-à-vis du plan Barre ».

La présence de M. Beullac à Rouen avait été marquée par une manifestation.

● Aggravation du chômage des cadres : la fin du mois de septembre on dénombrait 49 313 cadres inscrits comme demandeurs d'emploi à l'Agence nationale de l'emploi (ANPE) de la région de Paris. Le chiffre qui n'avait jamais été atteint auparavant. Depuis juin, le chômage des cadres a augmenté de 12 %.

● Chômage partiel à Rhône-Poulenc. — Une réduction d'horaire en novembre et un arrêt de fabrication ont été annoncés au comité d'établissement de l'usine Rhône-Poulenc Textile de Tronville (Meuse). Ces mesures toucheraient environ 200 salariés. D'autre part, après l'annonce de trois cents licenciements — autorisés par le ministre contre l'avis de l'inspection du travail — l'usine de P. & G. de Roussillon, le Mouvement des radicaux de gauche affirme que « rien ne permet d'affirmer que cette pratique va s'arrêter, bien au contraire », ce qui, ajoute-t-il, « fait craindre les pires aventures ».

AFFAIRES

LES DÉPOSANTS DE LA BANQUE BAUD VONT ÊTRE INDEMNISÉS

Vendredi 29 octobre, en fin d'après-midi, l'Association française des Banques a diffusé le communiqué suivant : « A la suite de la mise en règlement judiciaire de la banque Baud, d'après le décret d'attribution de suite son cours, l'ensemble du système bancaire, banques inscrites, crédit populaire et crédit agricole, étudie, dans un souci d'intérêt général, la possibilité d'une intervention en vue de sauvegarder au mieux les avoirs des petits et moyens déposants de cette banque. »

Cette intervention, dont les modalités seront précisées prochainement, concernera, pour tout ou partie des montants déposés, la grande majorité des titulaires d'un compte. Les opérations de la Banque Baud, premier établissement bancaire de la ville d'Evian, avec une succursale à Paris, ont dû être arrêtées le lundi 18 octobre 1976, en raison des difficultés imputables à des opérations hasardeuses (le déficit de 20 octobre 1976). Quelques mille cinq cents déposants ont été ainsi touchés, le déficit s'élevant à 40 à 50 millions de francs. M. Pesson, administrateur judiciaire près le tribunal de commerce de Paris, auquel la Commission de contrôle des banques avait demandé de fermer les guichets de la banque Baud, recherchait « activement une solution afin de préserver au mieux les intérêts des déposants ».

[Ainsi le système bancaire français, après dix jours d'hésitation, s'est résolu à servir les rangs en examinant la possibilité d'indemniser les déposants d'une petite banque en faillite. Une telle lenteur dans la décision est étonnante, car il y a là la bonne renommée des banques et de leur « crédit », si fragile parfois (que l'on se rappelle la panique aux guichets de la Caisse d'épargne de Nice il y a deux ans).

Il faut croire que le dossier de la banque Baud fut just, dans l'immediat, trop obscur ou trop lourd. Il faut croire également que la mutation profonde de la nature de la banque Baud, qui, en deux ans et à l'instar des déposants de banque de dépôts se transforma en banque d'affaires, a échappé à la sagacité vigilante des inspecteurs de la Commission de contrôle des banques, émanation de la Banque de France.

Théoriquement, et même pratiquement, le contrôle est si bien assuré qu'il n'existe en France aucune procédure d'indemnisation des déposants en cas d'accident, comme c'est le cas aux Etats-Unis (F.D.I.C.) et en Allemagne fédérale (à titre facultatif). Si pareille chose se produisait, les déposants se retrouveraient créanciers de la banque défaillante, sans avoir priorité particulière. Seul, un sauvetage collectif et volontaire peut être organisé par la profession. — P.R.]

PAS DE REPRISE A LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

Les employés de la Caisse d'épargne de Paris ont reconquis, vendredi 29 octobre, par 912 voix contre 11, le mouvement de grève qu'ils ont déclenché le 6 octobre pour, notamment, protester contre la réduction de la prime de fin d'année et réclamer une augmentation des effectifs.

Le Syndicat unifié des agents et cadres des caisses d'épargne et le Syndicat du personnel des caisses d'épargne C.F.D.T. (section de Paris), qui sont à l'origine de cette action, déclarent, dans un communiqué, que cinq délégués ont été reçus vendredi matin par la direction générale, mais qu'ils se sont heurtés au refus de l'ouverture de négociations sur l'ensemble de leur cahier de revendications.

Son syndicat des impôts invite F.O.

à plus de combativité contre le plan Barre

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire », cette citation de Jean Jaurès a doublé dominé les débats du huitième congrès du Syndicat général des impôts (S.G.I.) Force ouvrière, qui s'est achevé jeudi 28 octobre. D'abord parce qu'elle était inscrite en lettres géantes dans cette salle du théâtre municipal d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), où se pressaient quelque trois cents délégués : ensuite parce qu'elle a bien illustré la sincérité des interventions et la netteté des résolutions adoptées.

Ce sont même leurs « quatre vérités » que le S.G.I.-F.O., qui déclare grouper douze mille adhérents (1), a dites non seulement aux pouvoirs publics, mais aussi au bureau confédéral de Force ouvrière et, notamment, à son secrétaire général, M. André Bergeron. Présentant sans doute qu'il allait être le cible des congressistes, le bureau confédéral de F.O. n'avait délégué aucun représentant à Issy-les-Moulineaux.

Certes, il a toujours été précisé, au cours des débats que les critiques, parfois très vives, adressées à l'en-

contre de M. Bergeron, ne visaient pas l'homme, « respectable et respecté », mais « certaines de ses idées à contre-courant ». Il n'empêche que, pour la première fois dans l'histoire de ce syndicat, son congrès a voté, à l'unanimité moins deux abstentions, une « motion sur la position confédérale », qui désavoue explicitement l'attitude actuelle de l'instance directrice, jugée trop timorée envers le gouvernement et trop réservée à l'égard des autres centrales syndicales, notamment la C.G.T. et la C.F.D.T.

Le S.G.I.-F.O., dit cette motion, « déplore qu'une nouvelle fois, sous le prétexte d'apaisement, la Confédération ait refusé de s'associer à la journée nationale d'action du 7 octobre (...) plaçant ainsi les adhérents et militants de Force ouvrière dans une position inconfortable [et] demande instamment au bureau confédéral, face à la situation revendicative résultant de la mise en œuvre du plan Barre, non amendé par le Parlement, de définir une position plus ferme et plus déterminée et d'organiser, à court terme, une riposte, n'excluant pas l'unité d'action intersyndicale, à la hauteur de la gravité de l'atteinte portée aux intérêts des travailleurs ».

Dans une autre motion dite « d'orientation », le congrès d'Issy-les-Moulineaux précise à la fois sa philosophie et ses critiques. Il « considère que (...) le syndicalisme est nécessairement conduit à prendre position sur toutes les options du pouvoir, quel qu'il soit, et qu'il ne saurait refuser toute de compromettre gravement la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs ». L'unité d'action à tous les niveaux (...) est un moyen privilégié de la lutte syndicale ; aussi le congrès souhaite-t-il que la Confédération « sorte de son isolement en participant activement et sans exclusive à la lutte syndicale sur des objectifs précis ».

Le congrès d'Issy-les-Moulineaux a élu un nouveau secrétaire général, M. André Roulet, trente-trois ans, en remplacement de M. Jean Colas, quarante-neuf ans. — Le premier secrétaire adjoint, M. Bernard Vasquez, trente ans. Ce ralliement du bureau national du S.G.I.-F.O. n'est sans doute pas étranger à la volonté de ce syndicat de forcer le bureau confédéral à un « retour aux sources », c'est-à-dire, en somme, à une plus grande combativité. — M. C.

(1) Les agents des impôts sont au nombre de soixante-dix mille en France. Aux dernières élections professionnelles, la C.G.T. a obtenu 34,94 % des voix, le S.N.U.I. (Syndicat national unifié des impôts) 25,43 %, le S.O.I.-F.O. 21,10 %, la C.F.D.T. 12,74 %, la C.O.C. 2,91 % et la C.F.T.C. 2,78 %.

Libres opinions

La chasse aux sorcières

par CLAUDE MARCUS (*)

C'EST un lieu commun que de rappeler que l'entreprise est devenue l'une des cellules les plus vivantes du monde moderne. Elle a de plus en plus tendance à se substituer à la famille ou à la commune, voire la paroisse, qui constituaient les points d'ancrage traditionnels du passé.

Au-delà de sa fonction économique, c'est à travers elle que sont réglés une grande partie des problèmes de santé, de vacances, y compris celles des enfants, de formation, de loisirs et de culture, et bien d'autres encore.

Et cependant, par un paradoxe qu'il est important d'élucider, l'entreprise ne jouit pas d'un statut de collectivité à part entière dans le monde des médias. Alors qu'il n'y a jamais de problème lorsqu'il s'agit de citer le nom d'une commune (lorsqu'un événement se produit à Vernouillet, on cite Vernouillet), il n'en va pas de même lorsque la collectivité intéressée est une entreprise. On constate, dans ce cas, une distinction fondamentale : ou bien l'événement présente un caractère positif pour l'entreprise, et l'on emploie pour la désigner une périphrase du type « une grande entreprise textile et chimique » ou « une agence de publicité du quartier de l'Estrie » ; ou bien l'événement est négatif, et, dans ce cas, pas d'hésitation : il y a grève chez Rhône-Poulenc ou il y a le feu à Publicis.

Cela s'étend jusqu'au Journal officiel. Dans la dernière promotion de la Légion d'honneur du 14 juillet, on peut lire que Mlle Condamin est conseillère municipale de Soucieu-en-Jarret (Rhône), tandis que M. Droulers Jean est désigné comme directeur général dans un groupe sidérurgique (il s'agit du groupe de Wendel).

L'affaire de la publicité clandestine, qui a souvent été mal comprise, a largement contribué à aggraver la situation. Il semble bien que ce soit un véritable complexe à l'égard de la publicité qui incite des journalistes à ne pas citer des noms d'entreprises par crainte d'être accusés de leur faire de la publicité indirecte.

Le numéro de France-Soir daté du 1^{er} septembre 1976 relayait les tribulations de Français détroissés en Italie et qui, sans argent et sans vêtements, avaient été tirés de ce mauvais pas par une « organisation d'assistance » ; on ne cite pas Europ'Assistance. On rencontre des exemples de ce type quotidiennement et l'on peut dire qu'ils constituent un véritable déni d'information à l'égard du public.

On a toujours très mal expliqué que la publicité clandestine commençait lorsqu'il y avait corruption, c'est-à-dire dans l'hypothèse exceptionnelle où un journaliste aurait reçu une rémunération pour parler d'une entreprise, un caméraman pour s'attarder complaisamment sur ses panneaux publicitaires. Mais si se passe tous les jours des faits divers, des anecdotes à l'intérieur des entreprises qui font partie de l'information et qui justifient souvent au plan local, quelquefois au plan national, qu'elle soient normalement citées, que l'information soit favorable ou défavorable.

Les problèmes de la publicité clandestine ressortissent au droit pénal et leur développement est beaucoup plus limité qu'on ne le pense généralement, tout simplement parce que la plupart des journalistes sont honnêtes, tout comme la plupart des chefs d'entreprise. La dégradation de la recherche de la publicité clandestine en « chasse aux sorcières » témoigne d'un manque de maturité économique certain. Si l'on veut réconcilier les Français avec leurs entreprises, c'est-à-dire avec le monde industriel d'aujourd'hui, il faut revenir sur ce comportement.

Un journaliste doit pouvoir citer une entreprise pour le meilleur et pour le pire sans que personne songe à rechercher si cela sert ou dessert les intérêts de quelqu'un. Les périphrases du type « un grand magasin de la rive droite » ou « une grande entreprise nationale d'automobiles », qui, de toute façon, ne cachent pas grand-chose, doivent être reléguées au magasin des accessoires périmés.

* Administrateur, directeur général de Publicis.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Galliéni - 92151 SURESNES CEDEX

COMMUNES D'ASNIÈRES ET DE GENNEVILLIERS

ROUTE NATIONALE 310

Reconstruction des ponts de Clichy
déviations sur Asnières et Gennevilliers

et
PROLONGEMENT DE LA LIGNE 13 BIS

ENQUÊTE PARCELLAIRE COMPLÉMENTAIRE

AVIS

Le public est informé que par arrêté préfectoral du 19 octobre 1976 une enquête cadastrale complémentaire est prescrite sur le territoire des communes d'ASNIÈRES et GENNEVILLIERS concernant la reconstruction des ponts de Clichy, la déviation de la Route Nationale 310 et le prolongement de la ligne 13 bis du Métropolitain.

Les plans de dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant 25 jours, du 8 novembre au 30 novembre 1976 inclus, à la mairie des communes d'ASNIÈRES et GENNEVILLIERS afin que les personnes qui le désireraient puissent en prendre connaissance de 10 à 12 heures et de 14 à 17 heures (sauf dimanches et jours fériés) et soumettre éventuellement leurs observations sur le registre ou les adresser par écrit aux maires des communes intéressées ou à M. PLAGNOT Jacques, 24, rue des Longs-Prés à BOULOGNE-BILLANCOURT 92100, nommé commissaire enquêteur.

A l'issue de cette enquête les conclusions du commissaire enquêteur seront transmises à la disposition du public dans les mairies d'Asnières et Gennevilliers, sous-préfecture et préfecture du département aux heures et jours normaux d'ouverture.

Cette publication est faite en application de la loi n° 75-1323 du 31 décembre 1975.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE DE TUNISIE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère des Transports et des Communications (DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE) se propose de confier à un bureau d'étude spécialisé l'élaboration d'un PLAN DIRECTEUR DES TRANSPORTS MARITIMES.

Les termes de référence peuvent être retirés par les Bureaux d'études à la Direction de la Marine Marchande, 10, avenue de la République, Tunis.

Les offres doivent parvenir sous pli cacheté et recommandées au plus tard le 1^{er} décembre 1976.

PRIX

La hausse des prix de détail en septembre (en %)

	EN 1 MOIS (Sept. 1976 comparé à août 1976)	EN 6 MOIS (Sept. 1976 comparé à mars 1976)	EN 1 AN (Sept. 1976 comparé à sept. 1975)
● ENSEMBLE	1,1	4,3	9,7
● ALIMENTATION	1,7	5,4	10,7
Produits à base de céréales	1,6	7,4	12,5
Viandes de boucherie	1,7	4,5	9,9
Pois et charcuterie	1,4	7,2	12,5
Volailles, lapins, produits à base de viande	2	6,7	9,1
Produits de la pêche	1,5	5,1	10,9
Lait et fromages	1,7	6,3	9,7
Œufs	4,6	19,6	17,6
Corps gras et beurres	1,4	3,1	4,4
Légumes et fruits	2,2	4,1	9,9
Autres produits alimentaires	0,9	3,9	7,4
Boissons alcoolisées	4,4	9,6	9,6
Boissons non alcoolisées	0,7	13,2	30,2
● PRODUITS MANUFACTURÉS	0,7	3,3	7,5
Habillement et textiles	0,6	3,4	9,2
Autres produits manufacturés	0,8	3,2	8,3
Mobilier et tapis	0,9	3,4	5,7
Appareils ménagers (élec. et gaz)	1	2,7	5,1
Autres articles ménagers	1	4,5	8
Savons, déodorants, prod. d'entretien	0,3	3,2	4,2
Articles de toilette et de soins	1	— 0,5	2,8
Véhicules	0,6	5,3	11,1
Papeterie, imprimerie, journaux	0,5	2,5	6,8
Photo, optique, électro-acoustique	0,3	1,3	2,1
Autres articles de loisir	0,8	4,1	8,1
Combustible, énergie	0,4	2,8	11,5
Tabac et prod. manufact. divers	0,5	6,8	7,4
● SERVICES	1	5,4	12,2
Services relatifs au logement	0,4	6,1	12,6
dont : loyers	Sans chang.	5,2	10,4
Soins personnels, soins de l'habillement	1,7	7,7	18,4
Services de santé	1,5	6,2	8,5
Transports publics	0,4	4,8	10,5
Services d'utilisation de véhicules privés	1,1	7,1	12,7
Hôtels, cafés, restaur., cantines	1,5	6,7	12,9
Autres services	0,6	4,1	11,6

(PUBLICITE)

ÊTES-VOUS INTÉRESSÉS PAR LES POSSIBILITÉS DYNAMIQUES OFFERTES PAR ET À PARTIR DE LA PLACE FINANCIÈRE DE LUXEMBOURG ?

NOS SERVICES SPÉCIALISÉS
GESTION - SOCIÉTÉS - AFFAIRES NOUVELLES
SONT À VOTRE DISPOSITION
POUR VOUS ACCUEILLIR ET
VOUS CONSEILLER EFFICACEMENT
À TITRE PRIVÉ, COMMERCIAL, INDUSTRIEL ET FINANCIER

DISCRETION ASSURÉE

INTERNATIONAL GENERAL ASSOCIATES IN LUXEMBOURG
47, boulevard Joseph-II - LUXEMBOURG (Grand Duché) - B.P. 256
Téléphone 47-22-55 - Télex 1896 IGLALUX-LU

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

LA FIN DE LA RÉUNION DU CLUB DE ROME

Des économistes du tiers-monde dénoncent l'attribution du prix Nobel à M. Friedman

De notre correspondant

Alger. — La conférence du Club de Rome sur le nouvel ordre international s'est achevée sur une note politique qui a dû surprendre bien des technocrates du club. Au cours de la conférence de presse de clôture, M. Ismail Sabri Abdallah, ancien ministre égyptien du plan et président du forum du tiers-monde, a lu une déclaration dénonçant l'attribution du prix Nobel d'économie.

Le texte, qui est également signé par M. Pino Santos, président de l'Association des économistes du tiers-monde, estime que ce choix, « au moment où le tiers-monde est engagé dans un combat historique, manifeste une grande indifférence à l'égard des sentiments de la majorité de l'humanité ». Il explique ensuite : « Nous ne pouvons ignorer que, quelle que soit sa réputation académique, M. Friedman a toujours défendu des stratégies de développement tendant à accroître la dépendance, à favoriser les riches multinationales et les entreprises transnationales, stratégies dont l'application conduit à une honteuse coalition de technocrates et de dictatures sangui-

naire, selon le mot de l'un d'entre eux, il devait être considéré comme de dangereux bradeurs par les dirigeants des sociétés transnationales ». Les plus radicaux des économistes du tiers-monde considèrent à l'inverse les technocrates du Club de Rome comme « de pâles réformistes » et estiment que « le rapport Tinbergen demeure très en deçà de leurs propres thèses ».

En dépit des réserves exprimées par les tendances extrêmes des deux camps, la rencontre d'Alger permettra à nombre d'idées de faire chemin et constitue un pas en avant. « Si l'esprit de nos travaux pouvait pénétrer dans le dialogue Nord-Sud qui se déroule à Paris, une remarquable percée serait réalisée ». Cette remarque de M. Djazairi, conseiller du président Boumediène et président du comité d'organisation, souligne l'utilité du débat sur le projet Rio, en dépit des contradictions de celui-ci, de ses utopies ou de ses lacunes (une d'elles étant le peu de place accordée aux problèmes de l'information et de la communication).

PAUL BALTA.

Cet incident souligne à la fois l'importance et les limites du projet Rio sur le nouvel ordre international. Pour le Club de Rome, la réunion d'Alger était sans précédent : pour la première fois un organisme européen d'une grande notoriété avait pris l'initiative d'aller à la rencontre de penseurs et d'économistes du tiers-monde. La présence de représentants de l'Europe de l'Est, qui, à une ou deux exceptions près, avaient refusé de participer à la rédaction du projet Rio, était également significative.

Les limites du dialogue que l'on a constatées à Alger se sont traduites dans nombre de débats. Encore conviendrait-il de rappeler que les membres des pays industrialisés venus à Alger étaient déjà sensibilisés aux problèmes du tiers-

monde; selon le mot de l'un d'entre eux, il devait être considéré comme de dangereux bradeurs par les dirigeants des sociétés transnationales ». Les plus radicaux des économistes du tiers-monde considèrent à l'inverse les technocrates du Club de Rome comme « de pâles réformistes » et estiment que « le rapport Tinbergen demeure très en deçà de leurs propres thèses ».

En dépit des réserves exprimées par les tendances extrêmes des deux camps, la rencontre d'Alger permettra à nombre d'idées de faire chemin et constitue un pas en avant. « Si l'esprit de nos travaux pouvait pénétrer dans le dialogue Nord-Sud qui se déroule à Paris, une remarquable percée serait réalisée ». Cette remarque de M. Djazairi, conseiller du président Boumediène et président du comité d'organisation, souligne l'utilité du débat sur le projet Rio, en dépit des contradictions de celui-ci, de ses utopies ou de ses lacunes (une d'elles étant le peu de place accordée aux problèmes de l'information et de la communication).

PAUL BALTA.

Cet incident souligne à la fois l'importance et les limites du projet Rio sur le nouvel ordre international. Pour le Club de Rome, la réunion d'Alger était sans précédent : pour la première fois un organisme européen d'une grande notoriété avait pris l'initiative d'aller à la rencontre de penseurs et d'économistes du tiers-monde. La présence de représentants de l'Europe de l'Est, qui, à une ou deux exceptions près, avaient refusé de participer à la rédaction du projet Rio, était également significative.

ANNONCES CLASSEES

La ligne	La ligne T.C.	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	IMMOBILIER	25,00
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	46,70	"Placeurs encadrés"	34,00
(la ligne colonne)		"Deuxième insertion"	38,00
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	"Placeurs encadrés"	40,00
CAPITAUX OU	9,00		46,70
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	L'AGENDA DU MONDE	28,00
	61,73		32,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

IMPRIMERIE PROVINCE
pour PARIS AGENT très sérieux
Hennin ou Dame, Ecr. av. rel.
GAILLARD, SP 47166 Digne.

Régionales

IMPE SOCIÉTÉ D'ARTS
GÉNÉRALISTES France
disposant de produits et de ma-
tières de composition uniques
en France recherche :

CHEF DES VENTES
chargé de recruter, mettre en
place, animer réseau de rep-
sentants. Il faut connaître le
marché de la composition, de
l'importation et si possible être
introduit dans ce milieu.
Ecrire avec C.V. à :
HAYES NEVENS 105.

ENTREPRISE BATIMENT
recherche ARTS et MÉTIERS.
TRAVAUX PUBLICS.
E.S.C.P. ou similaire.
Envoyer C.V. à
JEU-CLAUDE SAVOIE
POUZY 37000 STE-MAURE

propositions diverses
ALGER : Cadre dispos. Bureaux
centre ville, téléph. étudierait
toute proposition, pr direction
Ecr. n° 5478 M. Régie-Presses,
65 bis, rue Réaumur, Paris 2^e.

perdu-trouvé
Perdu passeport Syrien délivré à
Paris, n° 5772, du nom de
ZIMABACCA Michel. Prière de le
remettre à l'ambassade de Syrie
22, boulevard de la République,
Paris 10^e.

autos-vente
A vendre d'urgence JAGUAR
X 34 4 1 1 - Coupé 1976
Première main - État neuf
Prix : 400.000 F.
Tél. : (37) 221-41-49

A vendre : C.V. 2201 PALLAS,
4777 F. 615, 1000 km. 35.000 F., 447-75-46, 301
R.30, Juillet 76, automatique
Nieuwmarin. Tél. 314-03-70

B.M.V. 316, 320, 326,
525, 528, 30,5
Expert 76, Polyvalent,
63, r. Desnouettes, 333-49-95.

L'immobilier

appartem. vente
Paris Rive droite
Métro Michel-Bizot
PRES BOIS DE VINCENTES
10m. neuve 1973 - Bon standing
3 P.C.E. entrée, 12 m. de long
Patio privatif
4.400 F. LE M²
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

Paris Rive gauche
Métro Emile-Zola
Bon immeuble, BALCON sur rue
2 P.C.E. entrée, cuis. s. de bain
en suite, 12 m. de long, chauffage
PRX INTERESSANT
144, RUE DU THÉÂTRE
SAINT-DENIS, 14-17 H.
M² PLACE D'ITALIE Immeuble
Réf. à neuf, potes, tél.
2 PETITES PIÈCES, entrées,
petite cuisine, s. de bain, w.c.
PRX INTERESSANT. 2^e étage
(long 120 m. de l'hôpital)
SAINT-DENIS, 14-17 H.

BOULOGNE - 117 M²
Entrée, triple living, 2 ch. cuis.,
s. de bain, terrasse 140 m² par
escalier intérieur, garage, cave,
Ecr. n° 7 829 M. Régie-Presses,
65 bis, rue Réaumur, Paris 2^e.

COTE D'AZUR
BANDOL - Vue mer, 300 m
calme, Agenc. 100 m² par
2 ch. cuis., 14 possib. 3 ch.
parking, chauffage central, cave.
Prix 290.000 F.
AGENCE MOU
Sélection gratuite sur demande.
7, LES ARCADES DU PORT
33100 TAILLEFÈRE (Var)
Tél. 04 90 72-62-62

locations non meublées
Offre Régionale
BANL. SUB. PAR EVRY-CORBEIL
de RESIDENCE 60 STANDING
3 P.C.E. entrée, 12 m. de long
Patio privatif
4.400 F. LE M²
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

locations non meublées
Demande Régionale
SAINT-DENIS, 14-17 H.
JASMIN - Appartement décoré
sûr 30 m², 2 chbres, salle de
bain, cuisine équipée. Prix
590.000 F. RHODES : 552-19-23.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Nouvelle chute de la livre
Hésitation sur le franc

Chute puis reprise partielle de la LIVRE STERLING, hésitation sur le FRANC FRANÇAIS, effrètement du DOLLAR, bonne tenue du DEUTSCHEMARK : les semaines se suivent et se ressemblent sur les marchés des changes. Une fois encore, la LIVRE a tenu la vedette. Lundi, dès l'ouverture, son cours s'effondrait. Loin de se ralentir, la baisse s'accroissait au fil des heures et, en fin de matinée, la monnaie anglaise ne valait plus que 1,5745 dollar contre 1,649 dollar le vendredi précédent. Le cours du franc, lui, a été plus calme. Le DOLLAR, de son côté, a continué de s'élever. Certes, il a monté par rapport aux monnaies

sur le DOLLAR, comme d'ailleurs sur le FRANC, dans la mesure où les détenteurs de STERLING ont acheté le plus souvent des DEUTSCHEMARKS. Mais, au-delà de ces considérations techniques, il faut bien constater que le sentiment a changé sur le dollar depuis quelques semaines. Pour reprendre l'expression d'un technicien, la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, l'augmentation du déficit de la balance commerciale, les incertitudes concernant l'impulsion de l'économie et la proximité de l'élection présidentielle — les milieux d'affaires semblent redouter une victoire de M. Carter, ont rendu les opérateurs circonspects.

Signaux enfin que la Banque

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Marcs	Yen	Yen	Yen
Londres	161,30	8,0533	3,3243	3,7278	59,4942	4,6586	1,2015	1,2015
New-York	161,30	8,0533	3,3243	3,7278	59,4942	4,6586	1,2015	1,2015
Paris	161,30	8,0533	3,3243	3,7278	59,4942	4,6586	1,2015	1,2015
Zurich	161,30	8,0533	3,3243	3,7278	59,4942	4,6586	1,2015	1,2015
Frankfurt	161,30	8,0533	3,3243	3,7278	59,4942	4,6586	1,2015	1,2015
Bruxelles	161,30	8,0533	3,3243	3,7278	59,4942	4,6586	1,2015	1,2015
Amsterdam	161,30	8,0533	3,3243	3,7278	59,4942	4,6586	1,2015	1,2015
Milan	161,30	8,0533	3,3243	3,7278	59,4942	4,6586	1,2015	1,2015

faibles — LIVRE STERLING,

FRANC FRANÇAIS, mais il a

fléchi de façon plus importante

vis-à-vis des devises

DEUTSCHEMARK, FRANC

SUISSE. Il n'est pas douteux que

l'effondrement de la LIVRE

STERLING a pesé techniquement

du Mexique a décidé le 27 octo-

bre de ne plus intervenir sur le

marché des changes pour

maintenir le cours du PESO entre

19,70 et 19,80 dollars. Le PESO

flotte donc librement, ce qui laisse

préager une nouvelle dépréciation.

Rappelons que la parité de

12,50 PESOS pour un DOLLAR

en vigueur depuis vingt-deux ans

avait été abandonnée le 31 août.

MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du cacao et du café

MÉTALUX. — Une légère amélioration a été constatée sur le marché du cacao au Metal Exchange de Londres. Les stocks mondiaux se maintiennent toujours à un niveau élevé, malgré une augmentation de 24,2 % des stocks de cacao en 1976. En corrélation avec le raffermissement survenu sur le marché de l'or, les cours de l'argent ont progressé à 27,15 pence l'once troy à 27,15 pence et à 27,15 pence à 27,15 pence.

Les Etats-Unis ont ratifié l'accord international sur l'éthanol, conclu par une conférence de l'O.N.U. à Genève, en juin 1976, et destiné à éviter les fluctuations excessives sur le marché du méthanol.

DÉTERGENTS. — La hausse se poursuit sans discontinuer sur les cours du cacao qui atteignent de nouveaux records sur les places commerciales. Le déficit de la récolte 1976-1977 serait plus important que prévu et évalué par une firme privée britannique entre 60.000 et 80.000 tonnes.

Nouvelle avancée des cours du café à Londres. Pour maintenir les stocks à un niveau raisonnable, le Brésil envisageait de freiner ses ventes à l'étranger au commencement de l'année prochaine. Cette éventualité a incité de nombreux acheteurs à se couvrir en disposition.

CÉRÉALES. — Repli des cours du blé sur le marché des grains de Chicago. La récolte de 1976-77 serait abondante. Il est même prévu, pour la première fois depuis cinq ans, un surplus mondial de céréales relativement important par le département américain de l'agriculture.

Le P.M.I. a publié la liste des acheteurs, au nombre de seize. Ce sont : J. Aron and Co. (New-York), Banque des règlements internationaux (Suisse), Banque Leu (Zurich), UBS dans d'excellentes conditions puisqu'elle a fait apparaître un prix moyen des souscriptions de 117,71 dollars, contre 109,40 pour la précédente. Selon M. Rothchild, directeur de la banque suisse (Zurich), et Union de banque suisse.

PHILIPPE LABARDE

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Au gré des changes

Après avoir fléchi à nouveau lundi et mardi, revenant de 11 1/16 % à 10 15/16 %, le taux de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire est remonté à 11 7/16 % dès mercredi, pour se maintenir à ce niveau jusqu'à la veille d'un week-end très allongé. La raison de cette remontée tient à l'initiative de la Banque de France, encore et toujours la santé du franc, très chancelante en milieu de semaine. L'incertitude continue donc à régner dans les milieux financiers sur l'évolution des taux. M. Raymond Barre a pourtant donné quelques indications en précisant, jeudi soir, la télévision que le franc serait défendu au moyen de l'arme des taux, et que nous avions, en France, de la marge par rapport à la Grande-Bretagne et à l'Italie, où l'argent au jour le jour est respectivement 16 % et de 20 % à 25 %.

On peut donc envisager que les taux d'intérêt très court terme sur la place de Paris varient de façon très ample, les taux à moyen terme évoluent dans des limites plus étroites. Ainsi, cette semaine, ces derniers

s'inscrivaient dans une fourchette de 11 1/8 % à 11 3/8 % sur toutes échéances.

Une telle politique, nous l'avons déjà dit, peut difficilement attirer les capitaux flottants, tant à crête d'une dépréciation imminente et importante l'apport sur les avantages d'une rémunération élevée. L'exemple de la livre sterling est probant à cet égard. Elle peut, en revanche, rendre très coûteuse, sur quelques mois, les opérations de ceux qui, à l'extérieur comme à l'intérieur, spéculent sur une baisse du franc. En contrepartie, une telle politique risque de conduire à une hausse générale des taux peu en rapport avec les objectifs économiques que le gouvernement s'est définis.

Celle-ci conduit à la question : à l'étranger, relevons que le taux de l'argent au jour le jour en Allemagne fédérale est tombé, en septembre, à 10 1/2 %, plus bas niveau de l'année (10 1/2 %). Aux Etats-Unis, la Citibank et la Morgan Guaranty, après la Convention d'Illinois, ont ramené leurs taux de base de 6 3/4 à 6 1/2 %.

FRANÇOIS RENARD.

150 000 000

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

L'approbation des modifications statutaires du F.M.I., décidée en conseil des ministres, a donné à penser qu'un pas était franchi en direction de l'abandon de la définition-or du franc, ce qui entraînerait l'application de la clause d'indexation de l'emprunt 7 % 1973. Il en est résulté une importante demande sur ce titre, qui a atteint son plus haut cours.

La reprise des cours de l'or et les incertitudes monétaires ont également permis à l'emprunt 7 % 1973 d'établir des cours records. A quelques jours du terme de la période de référence, le prochain prix de reprise en paiement des droits de mutation se situe à 624,30 F.

Banques, assurances, sociétés

d'investissement
La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 22,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 23 AU 29 OCTOBRE

UN BRIN D'ESPOIR

APRÈS s'être encore dangereusement enfoncée, la Bourse a cette semaine entrepris de remonter le courant. Mais elle a eu beau forcer l'allure, ses pertes initiales n'ont pu être entièrement comblées. Les deux premières séances, il est vrai, avaient été à nouveau « terribles », les valeurs françaises accusant une baisse voisine de 4 %, qui les ramenait pratiquement à leurs plus bas niveaux depuis l'automne 1974. Mardi soir, l'on ne donnait pas cher de la peau du marché. Le lendemain, pourtant, le moribond ouvrait un œil, se redressant même pour faire quelques pas. Etait-ce un sursaut avant une nouvelle chute ? Il faut croire que non. La hausse s'accélérait jeudi et, à l'étonnement général, se poursuivait à bonne allure vendredi, alors que la Bourse s'apprêtait à fermer ses portes pour quatre jours à l'occasion des fêtes de la Toussaint. Les valeurs de long week-end, c'est connu, ne sont jamais propices aux initiatives. Surprenante ou pas, cette ultime montée des cours ne devait tout de même pas être suffisante pour effacer les pertes subies lundi et mardi : d'une semaine à l'autre les différents indices ont encore fléchi de 1 %.

L'important est quand même que le mauvais sort ait été momentanément conjuré.

Les « gendarmes » (Caisse des dépôts et autres) ont bien contribué à renforcer l'édifice branlant. Mais M. Raymond Barre vient opportunément leur prêter main forte, comme il l'avait fait il y a quinze jours. La formation de ses propos, lors du débat télévisé qui l'opposa jeudi soir aux journalistes de TF 1, sa détermination de mener à bien le combat contre l'inflation, ses assurances enfin que les atouts de la France étaient considérables, ont produit une très forte impression sur le marché.

Coincidance favorable, le sondage « Figaro » - SOFRES sur les intentions de vote des Français à dix-sept mois des élections était publié quelques heures plus tard. La Bourse en a essentiellement retenu que le plus grand nombre des personnes interrogées souhaitaient la victoire de la majorité. Du coup, les craintes ressenties par beaucoup de ses apaisées, et nombre d'opérateurs plutôt enclins à se désoler avant la réouverture du marché, mercredi, ont renoncé à vendre. Des achats émanant de la clientèle privée, attirée par le bas niveau des cours, étaient même enregistrés.

La Bourse est-elle pour autant sortie d'affaire ? Il serait bien aventureux de l'affirmer. Jules Romain ne faisait-il pas déjà dire au docteur Knock que la santé est un état précaire ? La convalescence n'est encore plus, et la Bourse n'a pas même amorcé la sienne. Tant que les premiers résultats du plan Barre ne seront pas connus — il faudra pour cela attendre l'année prochaine — le marché pris entre l'espoir et le doute risque de connaître des hauts et des bas. L'or s'est enfoncé en fin de semaine sur les indications de Londres. Pour la première fois depuis le 25 mars dernier, le lingot a touché la barre des 20 000 F pour s'établir vendredi à 19 995 F (+ 1 050 F). VII progrès éloquent du napoléon à 229,40 F (+ 5,50 F) et hausse concomitante de toutes les valeurs rattachées au métal fin, des mines d'or évidemment et des emprunts à 1/2 % 1973 et 7 % 1973 qui, tous deux, ont atteint des niveaux records.

Bonne tenue des américaines, irrégularité des allemandes et des pétroles internationaux.

ANDRÉ DESSOT.

est responsable de cette baisse. Les résultats de la division « emballage industriel » sont satisfaisants. Dans la métallurgie, le redressement opéré depuis avril, notamment à l'exportation, per-

35 % marquait une progression de 35 %. Les résultats de l'exercice entier devraient permettre de majorer le dividende global (15,75 F au titre de 1975), sauf mesures contraires des pouvoirs publics. Pas de dividende pour les actionnaires des Ateliers et Chantiers de la Loire. Récentement encore, le président avait pourtant laissé clairement entendre à quelques gestionnaires et analystes financiers reçus en privé que le capital serait rémunéré. Raison invoquée : le renforcement de la trésorerie en vue du développement des activités. De ce fait, l'exercice clos le 30 juin dernier se solda par un maigre bénéfice de 7413 F, contre 2,07 millions pour le précédent. Les petits porteurs approuveront. La commission de Bruxelles a autorisé Marine-Wendel à prendre le contrôle des Ressources du Nord.

La direction de Nobel-Borel se refuse à démentir les rumeurs alarmistes qui ont récemment circulé, estimant que les résultats du premier semestre démontrent suffisamment leur inexactitude. Le bénéfice (après amortissements mais avant impôt) de la

UNE TENEBREUSE AFFAIRE

Une action dont le prix double en l'espace de quelques mois, ce n'est pas courant, même quand les vents sont favorables à la Bourse. En période noire, le phénomène devient vraiment exceptionnel et attire la curiosité.

En début de semaine, une demande d'achat portant sur 35 000 titres (24,5 % du capital) bloquait les transactions sur les Favorables de Sarreguemines. Bon d'année pour Luchaire qui, à l'issue du premier semestre, a dégagé un bénéfice avant impôt de 15,58 millions de francs (+ 663 %). Le second semestre a également bien commencé. A fin septembre, le chiffre d'affaires

pendant, est pour le moins étrange. En qualité d'actionnaire minoritaire, Luchaire avait exigé une expertise au printemps dernier. De Paris de M. Canal, président de Sarreguemines, le rapport fourni était neutre, mais la société s'en était calmée pour demander la nomination d'un administrateur provisoire. Le tribunal de commerce de Paris, jugeant cette demande irrecevable, en égard à la situation favorable de Sarreguemines, l'a déboutée. Quel objectif visait Luchaire ? Une prise de contrôle ? M. Canal affirme être sûr de la fidélité des actionnaires qui, avec lui, possèdent près de 57 % du capital, le plus gros étant le groupe Dronot, avec 25 %.

La minorité bien sûr ? Au prix actuel, en serait cher payé, la valeur de l'actif net ressortant à 430 F environ par action. A moins qu'il n'existe d'importantes plus-values latentes.

ne cherche par ce biais à pousser son concurrent à la racheter. Il en avait été question quand elle était en difficulté. Mais Sarreguemines avait alors poliment refusé.

La C.O.R. doit quand même trouver cela bizarre, puisqu'elle a décidé d'ouvrir une enquête.

A. D.

holding est bien en forte baisse, revenant de 1126 à 1,85 millions de F, mais ce résultat n'est pas significatif, l'année écoulée ayant été mauvaise pour toute l'indus-

	29 oct.	diff.
C.M. Industries	142	- 3
Cottelle et Fouchier	59,80	+ 2
Unitat Mélioux	221	- 10
Laboratoire Selion	174	- 10,30
Nobel-Borel	73	- 4
P.O.R.	55	- 2,80
Pierrefitte-Auby	69,60	- 3,10
Rhône-Poulenc	67,50	- 1
Roussel-Uclaf	123	- 0,50

trie. De surcroît, son montant s'est trouvé amputé d'une somme de 4 millions provenant d'une perte de change sur emprunt à l'étranger. Le secteur « pan-neaux » est toujours déficitaire et le restera à la fin de l'année. Mais sa réorganisation après la prise de contrôle de Celogit par Isorel, devrait porter ses fruits en 1977 et conduire au rétablissement. Les autres divisions se portent bien, même les « plastiques et papiers », à nouveau bénéficiaires après un exercice perdant. Elles devraient toutes engendrer des profits pour l'année entière. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour les six mois s'élève à 1 033 millions de F. A structure comparable, la progression ressort à 11 %.

Matériel élect. et services

publics

Le bénéfice au 30 juin 1976 de Moters Leroy-Somer est de 12,9 millions de francs contre 10,4 millions l'année précédente.

A la même date, Claude acc-

	29 oct.	diff.
Aisthom	33,20	- 1,40
C.G.R.	248	+ 3
C.E.M.	61,05	- 5,43
Engins Mares	425	+ 24,10
Jeumont	79,60	- 4,20
Légrand	1671	+ 36
Machine Tools	1671	+ 36
R.T.T.	468	+ 19
Franc. Tél. Eclair.	365	+ 25
Thomson-Breda	164,50	+ 4,50
I.B.M.	1320	+ 54
Général des eaux	454	+ 9
Lyonnais des eaux	108	- 1
Elect. Stasbourg	468	- 39

saît une perte de 5,3 millions de francs contre une perte de 9,8 millions un an plus tôt.

Industries textiles, manéges

La situation provisoire de CFAO, au 30 juin, fait apparaître

	29 oct.	diff.
Dollfus-Mieg	48,60	- 0,98
Sommer-Allibert	416	+ 11
Archeval	51,05	+ 4,50
Fournies	22,50	- 1
Lainière Roubaix	10,20	- 3,80
Lainière	32,50	- 12,30
La Soie	32,50	- 12,30
Vitex	92,20	- 7,50
C.F.A.	35,45	+ 2,45
Galerie Lafayette	50,45	+ 2,45
Nouvelles Galeries	56	- 3
Paris-France	85	+ 10,50
Printemps	44,18	- 1,18
La Redoute	560	- 1

un bénéfice net de 18,3 millions, en hausse de 10,5 %.

Pétroles

Pour les neuf premiers mois de 1976, le bénéfice net d'Exxon atteint 1,98 milliard de dollars.

	29 oct.	diff.
Aquitaine	278	- 4,10
Reno	321,9	- 100
France des pétroles	95	+ 3,30
Pétroles B.P.	65,50	+ 1,50
Primapet	179,50	- 1,50
Raffinage	71,50	- 0,50
Sogehap	71	- 1,18
Esso	100	- 1,18
Norsk Hydro	246	- 2
Petrolina	325	+ 23
Royal Dutch	228	- 3

contre 1,88 milliard en 1975 (4,38 dollars par action contre 4,17), le chiffre d'affaires passant de 35,3 milliards de dollars à 38,5 milliards.

Valeurs diverses

Le bénéfice de Sommer-Allibert pour le premier semestre a baissé de 10 % à 2,11 millions de F. Le bénéfice net consolidé progresse en revanche légèrement (+ 1,5 %) à 18,92 millions de F.

Tombée à un niveau très bas en 1975, la rentabilité du groupe « Saint-Gobain - P.-A.-M. », s'est très sensiblement améliorée au cours du premier semestre. Le bénéfice net consolidé, a en effet progressé beaucoup plus vite que le chiffre d'affaires (+ 9 % seulement) pour atteindre 282 millions de F contre 48 mil-

DARTY SUR LA POINTE DES PIEDS

L'entrée de Darty à la Bourse de Paris s'est faite sur la pointe des pieds : sur les 348 000 titres mis à la disposition du public le 28 octobre, moins de la moitié avait été placée en fin de semaine, le prix d'offre minimum (300 F) ayant été respecté, 6 com-

blent ! Apparemment, l'épargne boursière se montre quelque peu réticente à signer un contrat de confiance avec Darty. Il est vrai que la date de l'introduction a fâcheusement coïncidé avec un « mardi noir », et que le prix de 300 F, fixé six semaines auparavant, ne pouvait être abasé, au regret de certains, dit-on.

Liens au 30 juin 1975 (120 millions pour l'exercice entier écoulé) et 472 millions de F au 30 juin 1974.

Durement frappé par la crise, le département « Construction »

est redevenu bénéficiaire et le département « Canalisation et mécanique » enregistre aussi des résultats satisfaisants. En revanche, le département « Emballage » affecté par un mauvais en-

vironnement est déficitaire. En outre, le ralentissement des investissements a pesé sur le département « Produits réfractaires ». Ses ventes stagnent et ses bénéfices diminuent.

Mines d'or, diamants

Pour contrebalancer l'effet

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHES-ORIENT
— LA GUERRE CIVILE AU LIBAN : les combattants occuperaient l'entrée de la force de sécurité arabe dans certaines régions qu'ils contrôlent.
2. EUROPE
— RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE : la désignation de M. Stoph comme premier ministre pourrait précéder la mise en œuvre du traité de paix.
3. APRES LA VISITE EN FRANCE DU ROI D'ESPAGNE
— TRIBUNE INTERNATIONALE : « L'Espagne entre l'Europe et l'Amérique », par José Antonio Gallego Gredilla.
4. ASIE
— CHINE : M. Hua Kuo-fang cherche à « récupérer » les cadres liés à la « gauche ».
4. AFRIQUE
— RHODÉSIE : les Etats-Unis vont tenter de débloquent les négociations de Genève.
5. AMÉRIQUES
— Les Etats-Unis en quête d'un président : (II), par Alain Clément.
6. POLITIQUE
— L'Assemblée nationale adopte le budget de la santé.
7. DÉFENSE
7. RELIGION
7. ÉDUCATION

LE MONDE AUJOURD'HUI

- Pages 9 à 16
- Au fil de la semaine : Les derniers moments, par Pierre Vianon-Ponté.
- Lettre de San-Diego, par Claudine Barre.
- L'histoire, par Jean-Marie Mayeur.
- RADIO-TELEVISION : Les signes de la semaine de Gérard Philipe en Afrique, par Martin Evry; Les aventures de José Bernos à Saint-Amour, par Laure Debrun; Nouveaux après-midi de TF 1, par Claire Devaux.
- 17. SPORTS
- 17 à 19. ARTS ET SPECTACLES
— THÉÂTRE : *Étrange pèlerin*, de Jean Bois.
- 19. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 20. JUSTICE
— Le procès de douze ouvriers du Syndicat du livre.
- Le cambriolage des coffres de la Société générale à Nice.
- 21-22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— LIBRES OPINIONS : « La chasse aux sorcières », par Claude Mercier.
- 23. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14)
- Annonces classées (12)
- Auto-club (15); Carroz (17)
- Journal officiel (18); Météorologie (16); Mots croisés (16).

Le numéro du « Monde » daté 30 octobre 1976 a été tiré à 553 156 exemplaires.

Pacer

STATION-WAGON

American Motors

Jean-Charles

24, rue d'Alsace PARIS 10^e Tél. 285-22-46

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

ÉTUDIANTS : FUTURS CHOMEURS ?

A B C D E F H

LA FIN DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE DE LOURDES

Les évêques français adressent un télégramme de soutien au président du Conseil épiscopal de l'Amérique latine

Lourdes. — Dans son allocution de clôture de l'assemblée plénière de l'épiscopat, Mgr Etchegaray, président de la conférence épiscopale, a affirmé que cette assemblée avait été « importante », notamment parce qu'elle fut une invitation à « une vie plus évangélique ».

Revenant sur la lettre des évêques aux catholiques de France, le prélat a précisé qu'elle n'était « nullement un compromis » et que « nul n'avait le droit d'accuser les évêques de faire osciller le pendule d'un côté ou de l'autre ».

« Nul n'a le droit, a répété l'orateur, d'extraire ou de ne retenir de cette lettre que ce qui lui convient ou le rassure à bon compte. » « Nous invitons, a dit Mgr Etchegaray, tous les chré-

tiens à écrire non pas un Livre blanc ou rouge (allusion au dossier établi par Michel de Saint-Pierre), mais un livre vivant aux couleurs de la vie, aux couleurs de l'arc-en-ciel, signe de l'alliance de Dieu avec les hommes. »

« Le risque est grand, a-t-il dit, que l'archevêque de Marseille, que chaque chrétien se fasse seul juge de l'Évangile. » Enfin, Mgr Etchegaray a signalé qu'il avait envoyé au nom de l'assemblée un télégramme au cardinal Lorscheider, président du Conseil épiscopal de l'Amérique latine, pour assurer « de notre appui et de notre prière tous ceux qui, en Amérique latine, sont lésés, quand ils défendent les droits de l'homme ».

Pourquoi aller à la messe ?

De moins en moins de monde assiste à la messe dominicale. Les jeunes, et pas seulement eux, disent qu'ils s'ennuient. Que faire pour remédier à cette situation ? Que penser des catéchistes d'aujourd'hui qui évitent de parler de l'obligation de « pratiquer » et, a fortiori, de rappeler que depuis de nombreux siècles l'Eglise enseigne qu'un catéchiste qui ne va pas à la messe est un pécheur grave ?

Les chrétiens de toutes confessions seront certainement reconnaissants à Mgr Robert Coify, archevêque d'Alger, de ne pas avoir traité de ce problème à l'assemblée plénière par le petit bout de la longprête ni de s'être entêté dans une optique disciplinaire. Dans un copieux rapport (trente pages) présenté le 29 octobre, le nouveau président du bureau d'études doctrinales a élargi au maximum les perspectives et s'est placé à la fois sur le plan historique, géographique, liturgique et théologique. Il entend rappeler aux chrétiens « le sens du dimanche » et l'aspect communautaire de la foi. Il prend acte que le phénomène de l'urbanisme et du nomadisme nuit aux assemblées dominicales.

De notre envoyé spécial

Les disciples de Jésus ne se rassemblaient pas pour mettre en commun leurs idées mais parce qu'ils se sentaient appelés par la Ressuscité, afin de l'accueillir et de se tourner vers l'avenir. Ce qui est premier, ce n'est pas le rassemblement mais le Christ présent au milieu d'eux. On constate une permanente alternance du rassemblement et de la dispersion. L'Eucharistie n'est pas quelque chose qui vient s'ajouter au rassemblement, elle est le rassemblement lui-même. Le rassemblement est lié à la Résurrection. Ce rassemblement est une des marques permanentes aux chrétiens de trouver leur identité.

Traité de l'obligation dominicale, Mgr Coify estime que c'est mal poser la question. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une « obligation », dit-il, demeure. Ce qui est peut-être en train de changer, c'est la manière de rendre compte et d'en donner l'intelligence. C'est une question de fidélité au Seigneur et à l'être chrétien.

manche n'est que formalisme si le chrétien vit pas le mystère de la mort et de la Résurrection.

Pour que les chrétiens retrouvent le sens du dimanche, conclut le rapport, il faudra continuer l'effort, commencé avec le concile, de renouvellement des célébrations, mais plus encore demander aux fidèles de vivre la foi dans leur existence de chaque jour et dans les engagements qu'ils prennent en vue d'un avenir meilleur.

« C'est la première fois que le contenu des assemblées et certainement faire effort pour que les célébrations soient de qualité. »

HENRI FESQUET.

M. MICHEL DE SAINT-PIERRE RECU PAR QUATRE EVÊQUES

L'assemblée des évêques a désigné quatre de ses membres pour recevoir une délégation de l'association Crêde, présidée par M. Michel de Saint-Pierre. Ce sont M. M. S. Levesque, archevêque de Besançon; Polge, archevêque d'Arles; Bonoré, évêque d'Evreux; et Rozier, évêque de Poitiers. Ces-à ont essayé, mais sans succès, de dissuader M. Michel de Saint-Pierre de publier le dossier « Les Fumées de Satan ».

M. Mitterrand : il ne peut pas être question de changer l'équilibre du programme commun

De retour d'Iraq, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a commenté, vendredi 29 octobre, le sondage de l'association de sondage *Figaro* - *SOFRES* qui accorde à la gauche 52 % des intentions de vote à aux élections législatives, mais seulement 36 % des « souhaits » de victoire (contre 42 % à la majorité) (Le Monde du 30 octobre). « Je ne suis pas spécialiste des sondages, a-t-il déclaré, et je ne me perds jamais dans leurs subtilités. Le seul sondage qui m'intéresse vraiment, c'est de savoir comment les Français voteront le 28 septembre. Je ne m'intéresse pas aux fantasmes de M. Servan-Schreiber. »

Après la réaction de la Commission du Marché commun aux accusations lancées contre elle par le parti communiste français à propos des questionnaires soumis aux fonctionnaires de la C.E.E. (Le Monde du 30 octobre), M. Robert Ballanger, député de la Seine-Saint-Denis et président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a évoqué dans une déclaration publiée le 29 octobre, « la chasse aux sorcières » qui se déroulerait selon lui parmi les fonctionnaires.

Pour M. Ballanger, il résulte de la déclaration de Bruxelles que « les fonctionnaires français travaillant dans les ministères en France même sont contraints de remplir de tels questionnaires. Ils sont de plus l'objet d'enquêtes menées par les services de M. Pompidou ».

Ces agissements constituent « une violation flagrante du statut des fonctionnaires ; ils représentent de plus une atteinte extrêmement grave aux libertés individuelles les plus fondamentales ».

Dès mardi, conclut M. Ballanger, le groupe communiste prendra toutes dispositions « pour contraindre le gouvernement à fournir au pays les explications qu'il attend ».

De son côté, M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C., a affirmé savoir que certaines catégories de fonctionnaires ministériels français des affaires étrangères « sont soumises à des enquêtes semblables ». Il voit là « des méthodes politico-policieres qui violent les dispositions du statut de la fonction publique et s'apparentent aux pratiques ouest-allemandes des intérêts professionnels ».

Au secrétariat d'Etat à la fonction publique, on déclare que l'affaire évoquée par le P.C.F. « concerne l'organisation interne de la communauté européenne ». Quant à l'existence de questionnaires « politiques » soumis aux fonctionnaires français, on se borne à observer que « le statut général de la fonction publique, en France, ne comporte aucune référence aux croyances philosophiques, religieuses ou politiques pour le recrutement et le déroulement de carrières des fonctionnaires ».

On a appelé parfois (saint Justin, saint Augustin, etc.) « jour du Seigneur » le huitième jour, pour indiquer qu'il inaugure un monde nouveau. Le repos dominical revêt une signification biblique. Il permet à l'homme de prendre conscience de sa liberté et de la construire. C'est comme un avant-goût du repos de Dieu. Le dimanche est un temps mémoriel et la célébration du jour du Seigneur.

On a appelé parfois (saint Justin, saint Augustin, etc.) « jour du Seigneur » le huitième jour, pour indiquer qu'il inaugure un monde nouveau. Le repos dominical revêt une signification biblique. Il permet à l'homme de prendre conscience de sa liberté et de la construire. C'est comme un avant-goût du repos de Dieu. Le dimanche est un temps mémoriel et la célébration du jour du Seigneur.

LES « X » DE PALAISEAU SONT CONSIGNÉS JUSQU'À DIMANCHE

Pour les polytechniciens de la promotion 1976-77, le week-end de Toussaint sera court : les nouveaux « X » sont en effet consignés à Palaiseau jusqu'à dimanche de dimanche. Cette mesure disciplinaire pour « organiser un conflit sur les études : les élèves se plaçant, en effet, du volume des cours obligatoires, mais ceux-ci réclament une autre la réduction — de quatre à trois — des « blocs » d'enseignement. Celle-ci ayant été refusée, le 25 octobre, les élèves ont tenu une assemblée générale — sans autorisation — et ont voté le boycott des cours sélectifs.

Cette initiative, déqualifiée au regard des services militaires, a été sanctionnée par la consigne de tous les élèves de la promotion 1975 et par huit jours d'arrests de rigueur pour les responsables de l'assemblée « pirate ».

Un tremblement de terre a fait au moins vingt morts en Indonésie. Le séisme, dont l'intensité dépassait 7 sur l'échelle de Richter, s'est produit le vendredi 29 octobre en fin de matinée. Il a touché une région de l'Indonésie (Nouvelle-Guinée) où un séisme avait tué plus de quatre cents personnes le 25 juin dernier. De nombreux habitants avaient alors définitivement quitté la zone touchée. Le bilan du séisme de vendredi devrait-il être beaucoup moins lourd.

Une mise en garde de dix-neuf pays en développement

Si les pays industrialisés ne changent pas d'attitude, le dialogue Nord-Sud ne pourra pas reprendre

Au cours de la conférence de presse qu'ont tenue vendredi soir 29 octobre les deux présidents de la commission des matières premières du dialogue Nord-Sud (conférence sur la coopération économique internationale), M. Arias Schreiber, chef de la délégation péruvienne, et M. Miyazaki, chef de la délégation japonaise, le premier a exprimé le vif mécontentement des dix-neuf pays en voie de développement à l'issue des travaux, extrêmement décevants, selon eux, des quatre commissions du dialogue Nord-Sud dont l'avant-dernière session s'est terminée jeudi. M. Arias Schreiber a lancé un avertissement : « Si un changement radical de l'attitude des pays industrialisés n'intervient pas avant la prochaine et dernière session des commissions, nous recommencerons l'opportunité de la réunion ministérielle de la C.C.E.T. qui doit se tenir à Paris du 15 au 17 décembre prochain. »

C'est la première fois que les Dix-Neuf font ainsi savoir aux huit représentants du monde industrialisé qu'ils mettront fin au dialogue Nord-Sud et refuseront d'envoyer leurs ministres à Paris à la mi-décembre, si les pays avancés ne se décident pas à mettre fin à leur immobilisme.

Au nom des Dix-Neuf, Miyazaki a répondu qu'on ne pouvait préjuger des maintenant les résultats de la conférence de Paris. Les Dix-Neuf, a-t-il dit, n'ont pas en jusqu'ici le temps d'étudier à fond des propositions qui viennent d'ailleurs d'être déposées.

Les pays industrialisés s'inquiètent, en vérité, du nombre élevé de ces propositions, subsistant sept en tout — qui remettent totalement en cause le système économique actuel. Ce qui, disent-ils, ne saurait se faire en quelques heures ni même en quelques années.

A quel les Dix-Neuf rétorquent qu'ils ont répondu au désir exprimé depuis longtemps par les pays avancés que leurs interlocuteurs du tiers-monde leur présentent enfin des propositions précises.

« Nous sommes tout à fait prêts à descendre de nos positions et à réduire nos demandes, nous a déclaré vendredi le co-président de la conférence de Paris, M. Perez Guerrero, ministre d'Etat vénézuélien. Il suffit que les pays industrialisés cessent d'être égoïstes et abandonnent enfin leurs positions additionnelles et nous présenter des

offres concrètes. Nous attendons de leur part l'expression d'une volonté politique qui, jusqu'à présent, ne s'est toujours pas manifestée ; ni par l'acceptation de principe de solution pour nos problèmes ni par l'acceptation d'un calendrier de mise en route. Si cette volonté politique ne se manifestait pas avant la conférence ministérielle prévue au mois de décembre, pourquoi se manifesterait-elle ensuite ? Nous n'irons donc pas au-delà de cette conférence. Le maintien du dialogue Nord-Sud exige un succès avant la fin de l'année. »

JEAN SCHWABEL.

A L'ONU

LA COMMISSION POLITIQUE A ADOPTÉ AVEC RÉSERVE LE PROJET SOVIÉTIQUE DE NON-RECOURS À LA FORCE (De notre correspondant.)

Nations unies (New-York). — Par 95 voix contre 2 (Chine et Albanie) et 35 abstentions (Occidentaux en tête), la première commission a adopté, vendredi 29 octobre, le projet soviétique de conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force.

Le projet avait été dénoncé, bien sûr, par le représentant de la Chine comme « une escroquerie destinée à masquer la volonté d'hégémonie des nouveaux pays », mais nombre d'autres délégations ont exprimé à ce sujet les plus vives réserves. Pour les Etats-Unis et pour les Neuf, ce traité ferait double emploi avec la charte des Nations unies. Les pays en voie de développement ont fait valoir que le traité proposé aboutirait à geler le rapport de forces actuel entre riches et pauvres.

Le délégué yougoslave a dit notamment : « Aussi longtemps que seront pratiquées l'agression, l'occupation, l'ingérence dans les affaires intérieures, l'exploitation, aussi longtemps qu'il y aura des tristes, la course aux armements, la division du monde en zones d'influence, des relations injustes et inégales, le recours à la violence ne pourra être éliminé dans les relations internationales. »

Personne ne se pose en champion du recours à la violence, mais beaucoup de délégués, estimant avec M. Baroudi (Arabie Saoudite) que « ce n'est pas aux super-puissances de venir nous prêcher la morale concernant le recours à la force », a-t-il dit.

LA C.G.T. EXPLIQUE POURQUOI ELLE N'A PAS PARTICIPÉ AU MEETING DU COMITÉ DES MATHÉMATIENS

La C.G.T. a rendu public, le vendredi 29 octobre, à l'intention de ses militants, le texte d'une lettre adressée le 16 septembre par M. René Duhamel, secrétaire confédéral de l'organisation, à M. Laurent Schwartz, animateur du Comité des mathématiciens, pour expliquer le refus de cette centrale de participer au meeting organisé le 21 octobre à la Mutualité en faveur de six prisonniers politiques des pays de l'Est et de l'Amérique latine.

Dans cette lettre, il est précisé que la C.G.T. se prononce pour le plein exercice des libertés « dans quelques pays que ce soit », mais qu'elle ne saurait laisser sans réaction vigoureuse de sa part « les tentatives scandaleuses de mettre sur un même plan les gouvernements des pays socialistes et ceux des pays fascistes d'Amérique latine ou d'autres continents ».

La C.G.T. ajoute qu'elle ne saurait consentir « à entretenir quelque confusion que ce soit entre ceux qui ont pour seul objectif la défense des libertés partout dans le monde lorsqu'elle est mise en cause et ceux qui ont pour seul objectif d'entretenir une campagne antisoviétique systématique ».

[Après ce meeting, auquel participait M. Pierre Juquin, membre du comité central du parti communiste, le P.C.F. avait précisé que, s'il avait des points de vue identiques avec ceux de la C.G.T. dans de nombreux domaines, il pouvait exister des appréciations différentes sur d'autres sujets, comme celui de l'opportunité de la participation à ce meeting. M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T., avait fait une déclaration dans le même sens au Club de la presse d'Europe le 24 octobre.]

M. Leonid Pionouchet et trois autres intellectuels soviétiques réfugiés en France font, depuis le samedi 30 octobre, à 9 heures, une grève de la faim de vingt-quatre heures sur l'esplanade du Trocadéro, par solidarité avec leurs camarades internés en U.R.S.S. Ceux-ci font de même, chaque 30 octobre depuis 1974, pour protester contre « la violation des droits de l'homme en U.R.S.S. ».

NOUVELLES FRONTIÈRES

TOUR AVANTURE

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

DÉPART PARIS

MARRAKECH	800 F
NEW YORK	1 450 F
DAKAR	1 700 F
ABIDJAN	1 945 F
DELHI	1 990 F
RIO	2 800 F

ALLER - RETOUR

VOIS A DATES FIXES

Ski de fond en Norvège

A PARTIR DE 1 150 F

UNE SEMAINE TOUT COMPRIS A LILLEHAMMER

BON A DÉCOUPER ET À ENVOYER A NOUVELLES FRONTIÈRES 65, bd Saint-Michel - 75006 PARIS Tél. : 325.57.51 - 633.22.91

NOM
RUE
VILLE
Je désire recevoir la documentation sur le voyage

سكيا في الامم